

L'ASIE FRANÇAISE

BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Publié sous la direction de M. Robert de Caix de Saint-Aymour

Adresser toutes les communications relatives à la rédaction de l'ASIE FRANÇAISE,
Paris, 21, rue Cassette. — Téléph. Saxe 32.84. Adresse télégr. : COMASIE PARIS.

SOMMAIRE

Les Alliés et la paix avec la Turquie, par ROBERT DE CAIX.....	61
L'anarchie chinoise et la guerre, par JEAN RODES...	67
La guerre en Orient : L'inaction des Russes.....	69
En Palestine.....	70
En Mésopotamie.....	70
Dans la Perse méridionale.....	72
Dans la mer Rouge.....	72
Le fanatisme panturc.....	72
La propagande allemande dans les pays musulmans.	75
Manifestations sionistes.....	81
De quelques idées morales des Chinois, par Ed. CHAVANNES.....	83
Indochine. — La situation économique de l'Indochine.....	88
Siam. — L'achèvement du chemin de fer de Bangkok à Singapour.....	89
Levant. — La situation en Syrie. — Les massacres arméniens et l'hypocrisie turque. — Les excès des Turcs à Médine. — Les Nestoriens du Kurdistan. — Les colonies juives de Palestine. — L'agitation à Chypre pour l'union avec la Grèce.....	89
Extrême-Orient. — Chine : La situation financière. — Scandales politiques. — L'industrie cotonnière chinoise et le commerce américain. — L'exportation du thé.....	93
Japon : Un conflit entre le Gouvernement et le Parlement. — Le mouvement commercial. — L'enrichissement du Japon pendant la guerre. — La production et la consommation de la soie.....	95
Perse : Le chemin de fer de Djoulfa à Tabriz.....	96
Asie anglaise : La participation des Indiens au Conseil de l'Inde. — Une opinion indigène sur les réformes. — Le résultat de l'emprunt de guerre indien. — L'emprunt de guerre des Etats fédérés malais. — Protectionnisme foncier en Malaisie britannique.....	97
Bibliographie. — Les Ressources de l'Indochine et leur mise en valeur après la guerre, par M. HENRI BRENIER. — La Suppression des Arméniens. Méthodes allemandes, travail turc, par M. RENÉ PINON. — Agenda P.-L.-M. 1917.....	99

LES ALLIÉS

ET LA PAIX AVEC LA TURQUIE

L'idée d'une paix séparée de l'Entente avec la Turquie est née avec plus ou moins de précision dans beaucoup d'esprits occidentaux de l'impression produite par les développements de la révolution russe. Celle-ci marche sur les nuages, elle croit avoir ouvert pour le monde entier une ère nouvelle de fraternité humaine dans laquelle tout ce qui a été jugé jusqu'ici nécessaire à la vie nationale va devenir désuet et superflu : appliquant cette conception à la Russie, elle se désintéresse de Constantinople et des Détroits. Allons-nous être plus Russes que les Russes, poursuivre pour eux, sans eux et même contre leur sentiment, des objets dont ils ne veulent plus ? Si la Russie nouvelle renonce à la revendication des débouchés de la mer Noire, si fermement formulée en 1915 par le gouvernement du tsar, c'est-à-dire si la Turquie n'est plus menacée de perdre Constantinople, ne pouvons-nous faire la paix avec cette puissance ? Après tout nous n'avons aucune querelle en 1914 avec l'Empire ottoman. Nous ne lui demandions rien ; bien plus, nous étions fidèles à notre vieux dogme de son intégrité que la France et l'Angleterre, entraînant la Russie dans cette politique qui unissait pour la première fois en Orient les antagonistes de la guerre de Crimée, proposaient formellement à la Turquie de lui garantir son intégrité si elle n'entraînait pas dans le conflit déchainé par les Empires du Centre. Même plus tard, si l'Angleterre et la France ont pu envisager qu'elles avaient quelque chose à prendre à l'Empire ottoman, c'était pour répondre à la situation nouvelle que leur ferait un démembrement beaucoup plus grave que les précédents, puisqu'il installerait la Russie à Constantinople. Mais si la Russie nouvelle renonce aux revendications que la folie des gouvernants de Constan-

tinople avait inspiré à la Russie tsariste la volonté de réaliser dans cette guerre, la France et l'Angleterre peuvent être, beaucoup plus facilement encore, désintéressées. Elles reviendront tout naturellement à leur vieille politique envers la Turquie. Il ne dépend donc plus que de cette dernière de s'assurer son intégrité en remettant les choses dans l'état d'où elle a commis la faute incroyable de les faire sortir à la fin d'octobre 1914 en s'attaquant aux Alliés. Pour peu qu'on le cherche, l'Empire ottoman peut sortir de la guerre par une paix qui le laissera intact.

Telle est l'idée qu'une logique très simple dégage des événements de Russie. Pour la réaliser, certains demandent une « offensive diplomatique » du côté de Constantinople, offensive dont les enfants perdus semblent opérer déjà, mouches du coche de la diplomatie qui bourdonnent dans ces tripots de politique internationale qui fonctionnent en Suisse presque depuis le début de la guerre, par les soins et aux frais de l'Allemagne, sinon, jusqu'à présent, à son profit.

* * *

Nous venons de dire que l'idée est bien simple : elle l'est même beaucoup trop. Dès qu'on cherche comment elle peut se traduire en fait, on n'y trouve plus qu'une illusion tôt dissipée. Si les Français ne trouvaient pas en eux-mêmes les raisons qui rendent moralement impossible le retour pur et simple aux conditions qui précéderent l'agression turque de l'automne 1914, ils s'y heurteraient dans les dispositions de leurs alliés anglais et américains, et aussi dans celles des Turcs qui ne conçoivent certainement pas la paix comme on ne peut manquer de la concevoir à Londres et à Washington.

* * *

Là on n'oublie pas, et on ne saurait oublier ailleurs que ce n'est pas seulement beaucoup d'eau qui a passé sous les ponts depuis octobre 1914, mais un flot terrible de sang qui a rougi le cours de l'Euphrate, du Tigre et même de l'Oronte. Les cadavres d'un million d'Arméniens, sans parler des Chaldéens et des Nestoriens massacrés, ont été charriés par ces fleuves ou ont pourri sur la terre qu'ils drainent. Et si l'on trouve que les Arméniens, les Nestoriens et les Chaldéens ne nous concernent pas assez directement, nous Français, que dira-t-on des Syriens, exécutés précisément pour supprimer des familles qui sont en relations traditionnelles avec nous, ou tués par une famine systématiquement infligée pour faire disparaître un peuple qui nous donnait une influence spéciale dans le Levant, où nous sommes intervenus jadis pour le sauver et lui faire accorder des garanties spéciales.

Le contrat stipulant ces garanties a été purement et simplement déchiré par les gouvernants de Constantinople qui ont abrogé le statut du Liban. Une offense précise, juridique, nous a été

faite là, en plus de l'offense morale qui nous a été infligée par les infamies commises en Arménie et plus directement contre la France, en Syrie. Nous avons subi dans l'Empire ottoman d'autres attentats précis et qui demandent des réparations : les capitulations ont été supprimées par le gouvernement de Constantinople et leur régime a été remplacé, en ce qui concerne les ressortissants allemands, par des traités qui ne manqueront pas de favoriser ceux-ci. Nos écoles, nos établissements scientifiques ont été saisis, pillés sous la direction méthodique d'Allemands qui voulaient à la fois plus sûrement, par une ruine complète, en empêcher la réouverture après la guerre et inventorier à leur profit les moyens d'influence que nous y trouvions.

Croit-on que l'on restaurerait le *statu quo ante* la déclaration de guerre du 4 novembre 1914 en signant une paix qui passerait l'éponge sur tous ces faits ? Si nous nous abaissions à la conclure sans avoir obtenu des réparations et des indemnités pour les attentats directs dont ces œuvres françaises ont ainsi été victimes, nous ne pourrions même pas les rétablir sans des stipulations formelles nous le permettant, puisque la Turquie a, pendant la guerre, édicté des lois altérant complètement les conditions dans lesquelles les étrangers avaient pu, jusqu'en 1914, ouvrir sur son territoire des institutions scientifiques, hospitalières et des écoles.

Et même si, ayant exigé que le traité de paix contienne ces stipulations, nous rouvrions ces établissements et ces écoles, nous le ferions en vain si nous n'avions pas exigé en même temps des réparations et des garanties pour nos clients traditionnels décimés et persécutés depuis bientôt trois ans. N'ayons pas la naïveté de croire que les Syriens venaient en foule écouter nos maîtres et apprendre notre langue sous l'attrait pur et simple de ses mérites littéraires. Ils désiraient la savoir parce que sa connaissance les rattachait au peuple qui, depuis des siècles, avait le plus de prestige dans leur pays. Elle était pour eux non seulement un moyen de commerce avec le dehors, de communiquer avec la civilisation occidentale, mais encore une marque de supériorité et un gage d'affranchissement.

Les Allemands savent bien que c'est ce prestige qui faisait désirer la langue française ; aussi depuis trois ans, ont-ils guidé les Turcs dans une politique dont l'objet est, avant tout, la destruction de ce prestige. Des Syriens avaient mis leur fierté et leur sécurité dans les liens qu'ils avaient avec nous, on les a humiliés et persécutés pour nous atteindre. La Syrie tout entière espérait en nous : on a travaillé à la désespérer pour la détacher de nous. C'est pourquoi si demain on nous rendait nos écoles, on ne nous rendrait qu'une coquille vide et sèche à moins qu'on ne nous ait pleinement rendu l'honneur qu'on a cherché systématiquement à ternir.

Pour cela il faut que les gens maltraités pour avoir été nos amis reçoivent de larges réparations. Il faut que le peuple auquel on a voulu faire

sentir notre abandon pour le plier à la tyrannie de Constantinople ou l'incliner vers des protections austro-allemandes (les Turcs peuvent fort bien à cet égard comme à tant d'autres être dupes de leurs alliés) reçoive, sous notre contrôle, des garanties formelles contre le bon plaisir de la Turquie touranienne, dont le fanatisme est exposé dans une correspondance que nous publions plus loin (1).

C'est le minimum de ce que les Syriens attendent de nous. Ils persistent à compter sur nous (2), quoiqu'ils n'aient encore rien vu venir sur la mer vers laquelle, malgré bientôt trois ans d'attente, ils n'ont pas renoncé à tourner leurs yeux. Mais si nous ne nous manifestons pas plus pour leur défense lors du règlement final que nous n'avons pu le faire pendant les hostilités, c'en sera fait de la situation que nous avaient léguée l'héroïsme et le travail de sept siècles sur la rive orientale de la Méditerranée.

Il suffit donc d'y réfléchir un instant pour voir que le *statu quo ante* ne peut être rétabli par un traité bâclé en quelques lignes. Pour ne pas risquer d'être en réalité une paix de vaincu, et de consacrer notre banqueroute en Orient, il faudrait que tout projet de traité de paix avec Constantinople soit

(1) Voir page 72.

(2) Le rôle que continuent à attendre de la France la plupart des dirigeants de Syrie est beaucoup plus grand même que celui d'un redresseur momentané de torts, qui les laisserait, après son intervention, dépendre plus ou moins directement de l'Empire ottoman. C'est ce qui résulte clairement d'une note remise le 23 mai à M. Ribot, président du Conseil, par le soin du Comité Central Syrien, et dont voici les plus caractéristiques des passages qui peuvent être dès maintenant publiés :

« ... Avant la guerre, la Syrie était une province ottomane et subissait le même joug sauvage que la malheureuse Arménie. Depuis 1914, elle guette à l'horizon de la Méditerranée la flotte française qui lui apportera la liberté et la vie. Car la Turquie s'acharne avec férocité contre les Syriens dont elle poursuit l'extermination comme celle de tous ses sujets dans l'empire, et la Syrie paie sa liberté future de flots de sang répandus, hélas! sans utilité et sans gloire.

« Au mois de décembre dernier, les Alliés ont rompu le silence qui pesait sur les peuples opprimés. Répondant au vœu du président Wilson, ils ont proclamé à la face du monde leur volonté ferme de libérer les nationalités asservies. La Syrie a retenu cet engagement. Elle sait aujourd'hui qu'elle est virtuellement libérée de la tyrannie touranienne et ses souffrances en sont allégées. Elle se préoccupe de son sort comme pays libre.

« La Syrie nourrit un égal respect pour toutes les nations alliées dont elle attend la délivrance. Mais toutes ses sympathies, toutes ses préférences vont vers la France dont elle sait la langue, dont elle a appris, depuis des siècles, à apprécier la générosité et le désintéressement. C'est donc votre concours qu'elle attend, qu'elle sollicite pour la guider dans la voie de la liberté et du progrès économique et social.

« Car les Syriens savent parfaitement que des siècles d'oppression les ont mal préparés à l'autonomie. Quoique leur race se distingue par son intelligence et sa culture intellectuelle, ils ont le sentiment de leur inexpérience politique et sentent le besoin d'un protecteur, d'un tuteur, d'un guide. A ce peuple qui est l'héritier direct des plus antiques civilisations, il faut l'aide d'une main à la fois puissante et légère; il faut un ami et non un maître. La France aura là une haute mission à accomplir. Elle ne peut pas s'y dérober.

« Permettez-nous, Monsieur le Président, d'insister sur le caractère de l'œuvre que la Syrie réclame de vous. Il ne s'agit pas d'annexer une province ottomane; il s'agit d'assurer l'exécution des engagements pris par les Alliés vis-à-vis des nationalités opprimées; il s'agit de répondre à l'appel d'amis fidèles qui ont besoin de vous pour vivre réellement libres...

« Ce que demande le peuple syrien c'est l'affirmation de vos propres déclarations d'hier; il demande : « la réparation et la justice en œuvre ». Et il faut, disiez-vous, une justice dans le monde non seulement pour régler les différends des particuliers, mais pour ramener les peuples au respect du droit. »

mûrement étudié, de manière à nous assurer les réparations et les garanties dont il vient d'être parlé. Et c'est sans doute une illusion de croire que la Turquie soit actuellement disposée à nous les concéder. Si les tendances de la nouvelle Russie peuvent l'incliner à un arrangement en lui faisant espérer s'en tirer à meilleur compte, l'atonie militaire qui a si longtemps accompagné la révolution russe ne l'incite assurément pas aux concessions, en admettant même qu'elle puisse agir en dehors de son alliance avec l'Allemagne qui la tient aujourd'hui comme un carcan.

* * *

Si, par hasard, d'ailleurs, il convenait aux gouvernants de notre pays de faire litière de ses intérêts asiatiques, de n'envisager, dans des négociations pour séparer la Turquie de l'Allemagne qu'un moyen de hâter la libération de son territoire et de l'Alsace-Lorraine, quitte pour la France à ne plus être en Orient, il est infiniment peu probable que l'on trouve une résignation parallèle chez les Alliés. L'un au moins d'entre eux a à défendre dans cette partie du monde de très grands intérêts dont il n'est pas disposé à faire bon marché. Tous, même ceux qui sont le plus dénués d'ambition et d'intérêts établis en Orient ne peuvent oublier les attentats abominables qui doivent y être réparés et rendus désormais impossibles.

Enfin il y a là, dans une région du monde où, la politique du *Drang Nach Osten* travaillait à altérer l'équilibre de la puissance, une œuvre de sécurité commune à accomplir. Nous verrons plus loin que le gouvernement de Washington en a, tout autant que nos Alliés de Londres, la claire conscience et la volonté.

Dans cette affaire orientale, non plus que dans les autres, nous ne sommes seuls et nos Alliés ne sont certainement pas disposés à liquider l'aventure turque en laissant place libre aux combinaisons que la politique de la clique jeune-turque a arrêtées dans le courant de la guerre, avec l'impérialisme germanique.

* * *

Si nous n'avons rien pu faire sur les fronts d'Asie, l'Angleterre y a déployé de grands efforts et consenti de grands sacrifices. Nous constatons d'ailleurs la différence sans plus d'amertume que sans esprit d'abandon : le peuple, qui a sauvé la vie de ses alliés en usant pendant deux années l'ennemi et en supportant le plus lourd de la lutte pendant que les autres s'y préparaient, n'a rien à abandonner nulle part. Peut-être même le moment viendra-t-il avant la paix, où nous pourrions réapparaître dans le Levant, et trouverons-nous possible et opportun de nous montrer sur des théâtres de guerre où nous n'avons pas pu faire figure jusqu'ici. Si donc nous rappelons ici l'effort de l'Angleterre, c'est parce qu'il ne saurait manquer d'avoir créé chez nos alliés un état d'esprit

qui ne se prêterait pas le moins du monde à accorder à la Turquie une paix qui passerait purement et simplement l'éponge. Les Anglais ont conquis toute la Mésopotamie jusqu'à 150 kilomètres au Nord de Bagdad. Ils ont commencé à apporter à ce pays un ordre qu'il n'avait jamais connu sous les Turcs. Ils se préoccupent de remettre en valeur ses richesses, particulièrement en réalisant le programme de travaux d'irrigation élaboré jadis par sir William Willcocks. A la fin de juin on publiait un rapport de la Fédération des Chambres de commerce du Royaume-Uni où figurait le passage suivant : « C'est l'intention du gouvernement de l'Inde de procéder promptement et vigoureusement au développement économique de la Mésopotamie et, en premier lieu, d'améliorer les moyens de transport. On prendra aussi en mains l'irrigation de ce pays qui est essentiellement agricole. Déjà, au lendemain du changement de régime, en 1908, une étude étendue avait été faite par sir William Willcocks en vue de l'irrigation de vastes espaces restés déserts pendant des siècles, mais qui portent la trace du réseau des canaux d'irrigation qui les avaient fertilisés dans l'antiquité. » En Angleterre et dans l'Inde, on veut reprendre les travaux qui avaient été commencés, notamment par la construction du barrage de Hindié, inauguré en décembre 1913.

Une telle œuvre suppose, pour être productive, tout un progrès administratif et social. Des journaux anglais signalent la nécessité de constituer sur des bases plus sûres la propriété foncière en Mésopotamie. Déjà une organisation nouvelle se constitue derrière le front anglo-indien qui dépasse maintenant Samarra. Les Anglais ont donné une autorité et des responsabilités à des personnages influents des tribus arabes. Ils poussent au règlement des différends par des arbitrages rendus sur la base des coutumes des tribus. Ils fixent les frontières de celles-ci. Ils ont ouvert des écoles et des dispensaires. Jamais on n'a vu une puissance civilisée qui a commencé une pareille œuvre en pays barbare, la délaissier, parce que cela est moralement impossible. Ce travail suppose des associés indigènes que l'on ne peut, sans inhumanité et déshonneur, abandonner aux représailles de leurs anciens maîtres. Pour s'y résigner il faudrait être vaincu.

L'Angleterre le pourrait encore moins que toute autre puissance : il ne faut pas oublier que ses opérations en Mésopotamie, si elles sont parties de la guerre d'Occident, furent aussi entreprises pour le salut d'un grandiose ensemble asiatique : il s'est agi pour nos alliés de sauvegarder l'Inde. Croire que, ayant ce souci, ils pourraient s'exposer à perdre la face en Asie par une mauvaise paix avec la Turquie serait donc se tromper étrangement.

Ils ne galvauderaient certainement pas leur situation en Orient, même s'il arrivait que, dans la lassitude de la guerre, nous soyons tentés d'oublier la nôtre et les devoirs qu'elle nous fait.

Le langage de leurs hommes d'Etat n'a jamais varié. Parlant le 29 juin à Glasgow sur les con-

ditions de la paix, le premier ministre Lloyd George disait encore : « Ce qui fut jadis l'Eden, le grenier du monde, est devenu aujourd'hui, sous la domination turque, un vaste désert. Le sort de la Mésopotamie sera décidé par le Congrès de la paix ; mais jamais ce pays ne sera rendu à la tyrannie dévastatrice des Turcs. J'en dirai autant de l'Arménie. »

En admettant même que, dans l'espoir de hâter la fin en dissociant les forces ennemies, l'Angleterre en arrive à l'idée de ménager la Turquie, il est hors de question qu'elle puisse aller pour cela jusqu'à rendre purement et simplement à l'oppression des gouvernants de Constantinople les pays arabes que son corps expéditionnaire de Mésopotamie en a délivrés. Elle devrait pour le moins exiger pour ces pays un régime autonome, contrôlé et garanti par elle, de manière à exclure toute représaille sur ses clients et, en général, tout retour offensif de la tyrannie turque sur les Arabes (1).

(1) Le texte ci-dessous, de la proclamation adressée le 19 mars aux habitants de Bagdad par le lieutenant général sir Stanley Maude, confirme que les Anglais ont pris en Mésopotamie une attitude qui ne leur permet pas de restituer ce pays au bon plaisir de la Turquie.

Aux habitants du vilayet de Bagdad.

Au nom de mon roi et au nom des peuples sur lesquels il règne je vous dis ce qui suit :

Nos opérations militaires ont pour objet la défaite de l'ennemi et son expulsion de ce territoire. Pour accomplir cette tâche je suis investi du contrôle absolu et suprême de toutes les régions dans lesquelles opèrent les troupes britanniques ; mais nos soldats ne viennent pas dans vos villes et dans vos campagnes en conquérants ou en ennemis, mais en libérateurs.

Depuis le temps d'Oulagou, votre ville et votre pays ont été soumis à la tyrannie des étrangers, vos palais sont tombés en ruines, vos jardins se sont dégradés et vos pères comme vous-mêmes ont gémi dans l'esclavage. Vos fils ont été enlevés pour faire des guerres qui ne sont pas les vôtres, votre richesse vous a été arrachée par des hommes injustes et gaspillée dans des pays éloignés.

Depuis les jours de Midhat les Turcs ont parié de réformes. Cependant les ruines et la désolation d'aujourd'hui ne témoignent-elles pas de la vanité de ces promesses ?

C'est le souhait non seulement de mon roi et de ses peuples, mais c'est aussi le souhait des grandes nations avec lesquelles nous sommes alliés que vous prospériez aussi bien que dans le passé, à l'époque où vos terres étaient fertiles, où vos ancêtres donnaient au monde la littérature, la science et l'art et où la ville de Bagdad était une des merveilles de l'univers.

Entre vos peuples et les domaines de mon roi, il y a des liens étroits d'intérêt. Pendant deux cents années les marchands de Bagdad et ceux de Grande-Bretagne ont commercé à leur avantage réciproque et en grande amitié. D'autre part les Allemands et les Turcs vous ont dépouillés, et depuis vingt ans ils ont fait de Bagdad un centre où ils s'organisaient pour attaquer la puissance de l'Angleterre et de ses alliés en Perse et en Arabie. C'est pourquoi le gouvernement britannique ne peut rester indifférent en présence de ce qui se passe dans votre pays, ni maintenant, ni dans l'avenir. Car dans son devoir de défendre les intérêts du peuple britannique et de ses alliés, le gouvernement anglais ne peut pas risquer que

Et, ce qui est, sur ce point, son devoir envers l'édifice qu'elle a élevé en Asie et qu'elle doit maintenir, et aussi son honneur, est sans aucun doute incompatible avec ce que les Jeunes-Turcs sont dès à présent disposés à accepter, surtout avec le carcan germanique qui leur maintient l'échine. La paix séparée avec la Turquie reste pour le moment une illusion car il n'y a pas plus de chances de voir l'Angleterre renier le langage de son Premier que de voir la Turquie se résigner dès maintenant à un compromis entre ce que signifie la déclaration de M. Lloyd George et son propre désir de recouvrer la domination que les victoires de sir Stanley Maude lui ont fait perdre. Les hommes qui mènent l'Empire ottoman dans l'esprit du panturquisme n'en sont pas encore là.

Ces esprits malveillants, toujours empressés à dénoncer les objets des Alliés pour innocenter ceux de l'ennemi, diront peut-être que, par là, c'est l'impérialisme britannique qui rend impossible un accord avec la Turquie. On a bien vite fait d'incriminer l'impérialisme : est-il bien juste de l'accuser lorsqu'il s'agit de la sauvegarde d'une œuvre déjà ancienne et qui a valu de grands

ce que les Turcs et les Allemands ont fait à Bagdad pendant la guerre se fasse de nouveau dans l'avenir.

Mais vous, gens de Bagdad, dont la prospérité commerciale et dont la sécurité contre l'oppression et l'invasion doit être pour toujours l'objet de l'attention la plus étroite du gouvernement britannique, devez bien comprendre que ce n'est pas le désir de ce gouvernement de vous imposer des institutions étrangères. L'espoir du gouvernement britannique est que les aspirations de vos philosophes et écrivains seront réalisées et que, de nouveau, le peuple de Bagdad florira, jouissant de ses richesses, sous des institutions conformes à ses lois sacrées et à l'idéal de sa race. Dans le Hedjaz les Arabes ont expulsé les Turcs et les Allemands qui les opprimaient et proclamé le chérif Hussein leur roi, et Sa Seigneurie règne indépendante et libre. Elle est l'alliée des nations qui combattent contre la puissance de la Turquie et de l'Allemagne; il en est de même des nobles Arabes, les seigneurs de Koueit, du Nedjed et de l'Assir.

Beaucoup de nobles Arabes ont péri pour la cause de la liberté arabe sous les coups de ces maîtres étrangers, les Turcs, qui les opprimaient. C'est la détermination du gouvernement de la Grande-Bretagne et des grandes puissances ses alliées que ces nobles Arabes n'aient pas souffert en vain. C'est l'espoir et le désir du peuple britannique et des nations qui sont avec lui en alliance que la race arabe puisse retrouver la grandeur et la renommée qu'elle avait parmi les peuples de la terre et que, dans ce but, elle s'unira dans la concorde.

Oh! peuple de Bagdad, rappelez-vous que pendant vingt-six générations vous avez souffert sous des tyrans étrangers qui ont toujours travaillé à susciter une maison arabe contre l'autre de manière à profiter de vos dissensions. Cette politique est en horreur à la Grande-Bretagne et à ses alliés, car il ne peut y avoir ni paix ni prospérité là où il y a inimitié et mauvais gouvernement. Aussi j'ai ordre de vous inviter par l'intermédiaire de vos notables, de vos anciens et de vos représentants à participer à la gestion de vos affaires civiles en collaboration avec les représentants politiques de la Grande-Bretagne qui accompagnent l'armée britannique, de manière à ce que vous soyez unis à vos frères du Nord, de l'Est, du Sud et de l'Ouest en réalisant les aspirations de votre race.

avantages aux peuples encore mineurs sur lesquels elle s'est étendue?

Mais, en admettant même qu'il y ait de l'impérialisme dans cette affaire, on pourrait faire observer qu'il s'y mêle de la manière la plus inextricable avec l'humanité et avec le besoin de limiter les moyens de nuire que tire de l'Orient et développerait de plus en plus, si une paix bien conçue n'y met bon ordre, la politique de domination par qui le monde est maintenant ensanglantée.

**

Sur ce terrain il ne s'agit plus seulement de nos alliés d'Europe mais encore des Etats-Unis non moins résolus à ne pas rendre à la tyrannie panturque les pays qui viennent d'en être délivrés et même à en affranchir de nouveaux. Les abominations arméniennes ont eu le même retentissement en Amérique que dans les milieux libéraux et piétistes d'Angleterre où on a dénoncé ces atrocités, comme on y dénonçait en 1876 les atrocités bulgares. L'esprit et le langage sont les mêmes des deux côtés. A l'antiimpérialiste et naguère pacifiste *Manchester Guardian*, le *Sun* de New-York a fait écho. Le premier écrivait à la fin de 1916 : « Et l'Arménie ! Un mot d'horreur effroyable évoquant le souvenir d'actes comme il ne s'en était pas vus dans le monde depuis la naissance du Christ — un pays vidé par le massacre total de son peuple. A la Turquie ce pays ne doit jamais et dans aucune circonstance être rendu. » Le *Sun* en interprétant quelques semaines plus tard le discours de M. Lloyd George comme une réponse à la formule « ni annexions ni indemnités », lancée par la révolution russe, peut-être sous des influences occultes allemandes, qui ont abusé de son humanitarisme ingénu, s'écriait : « Les vandales ne paieront-ils pas ? Et quoi des annexions ? Aucun homme voudrait-il envisager le retour de la Mésopotamie à la Turquie qui a fait un désert du jardin de l'Eden ? Et l'Arménie dont les cris, sous les infamies du régime turc, ont si longtemps monté au ciel sans y trouver en apparence d'écho ? Et l'Alsace-Lorraine arrachée à la France par la puissance de la piraterie... Nous avons dit que cette guerre doit rendre le monde sûr pour la démocratie, mais il n'y a pas de sûreté sans justice. »

Personne n'accusera l'Amérique d'apporter le moindre grain d'impérialisme dans la question arménienne non plus que dans aucune de celles que soulève la guerre où elle est entrée en pleine liberté et en plein désintéressement. Elle n'est animée que par un humanitarisme que soutiennent sans doute les témoignages des missionnaires américains qui étaient depuis déjà longtemps nombreux et agissants en Arménie. Cette affaire arménienne est si claire, si criante, que l'on a vu des révolutionnaires russes portés au pouvoir par les derniers événements — et tout au moins, croyons-nous, M. Kerensky — déclarer qu'il est impossible à la révolution de retirer son armée des pays arméniens qu'elle occupe pour les rendre au cimetière osmanli.

On n'aperçoit encore aucune commune mesure entre toutes ces volontés de réparation et de préservation et une Turquie osant encore nier qu'il y ait eu des massacres d'Arménie, aidée par une Allemagne qui admet bien qu'il s'est produit quelques violences mais seulement dans le détail de l'opération de police un peu rude nécessitée par les dispositions de tout le peuple arménien à trahir, Allemagne qui s'en lave d'ailleurs les mains en invoquant avec un hypocrite respect le droit qu'ont les Etats souverains à régler sans aucune immixtion leurs affaires intérieures.

*
*
*

Quant au danger que fait courir à la liberté du monde la combinaison germano-touranienne et à la forme que prend cette combinaison, tous les yeux qui ne se ferment pas volontairement sont éclairés. Voici tantôt un an que l'Asie française exposait le problème dans un article sur la « Mittel Europa ». S'il faut y revenir c'est que la chose est maintenant dénoncée par un homme qui peut la juger sans ombre de passion, et qui est venu à la guerre après la réflexion la plus froide et la plus prolongée sur les causes des deux partis en présence : le président Wilson. Comment douter de la nécessité pour l'Europe d'empêcher la réalisation de la politique de la formule « Berlin-Bagdad » lorsque l'on voit un Américain l'exposer comme un principe d'asservissement pour le monde entier. Le 14 juin, le président des Etats-Unis l'a dénoncée, en même temps que toute la machination allemande, avec une force et une clarté qui montrent tout le chemin qu'a fait cet esprit de bonne foi depuis le temps où la guerre européenne lui apparaissait un peu comme une crise de folie incompréhensible, dont tous les acteurs étaient aussi insensés les uns que les autres. Parlant à Washington le « jour du Drapeau », M. Woodrow Wilson a montré qu'il avait maintenant saisi entièrement le problème et distingué entre ceux qui attaquent et ceux qui défendent leur vie en tant que nations libres :

Les exigences formulées par l'Autriche à la Serbie, a déclaré le Président, ne marquaient qu'une simple étape dans la réalisation d'un plan qui embrassait l'Europe et l'Asie de Berlin à Bagdad. On espérait que ces exigences ne soulèveraient pas l'Europe, mais on était décidé à les pousser qu'elles la soulevassent ou non. Car ceux qui la formulaient se croyaient prêts pour la décision finale par les armes. Leur plan était de lancer une zone de puissance militaire allemande et de contrôle politique à travers le centre de l'Europe et au delà de la Méditerranée jusqu'au cœur de l'Asie. L'Autriche-Hongrie devait être leur jouet et leur gage aussi bien que la Serbie, la Bulgarie, la Turquie ou les Etats variés de l'Orient. L'Autriche-Hongrie en effet devait devenir une partie de l'Empire germanique central et être absorbée et dominée par les mêmes forces et influences qui ont autrefois cimenté les Etats allemands eux-mêmes.

Le rêve avait son centre à Berlin. Il ne pouvait l'avoir nulle part ailleurs. Il rejetait entièrement l'idée de solidarité de race. Le choix des peuples eux-mêmes n'avait aucune part dans le programme qui voulait lier les uns

aux autres des unités nationales ou politiques qui ne pouvaient être maintenues ensemble que par la force. Et maintenant ils ont exécuté une grande partie de ce plan stupéfiant.

Voyez où en sont les choses. L'Autriche à leur merci a agi non pas sur sa propre initiative ni d'après le choix de son propre peuple, mais à la dictée de Berlin depuis le jour où la guerre a commencé. Ses peuples désirent maintenant la paix, mais ils ne peuvent l'avoir tant que le consentement n'est pas donné par Berlin. Les soi-disant puissances centrales ne sont en fait qu'une seule puissance. La Serbie resterait à sa merci si on laissait un seul instant les mains libres à cette puissance. La Bulgarie a consenti à ses volontés; la Roumanie est écrasée par des armées turques que les Allemands ont formées pour servir l'Allemagne et les canons des navires de guerre allemands ancrés dans le port de Constantinople rappellent chaque jour aux hommes politiques turcs qu'ils n'ont d'autre choix que de prendre les ordres de Berlin.

De Hambourg au golfe Persique le filet est jeté. N'est-il pas facile de comprendre le désir de paix qui est manifesté par Berlin? « Paix, paix, paix! » Voilà la parole du ministre des Affaires étrangères allemand depuis une année ou plus, non pas la paix à la propre demande de l'Allemagne, mais à la demande des nations sur lesquelles l'Allemagne estime maintenant avoir l'avantage. Quelques-unes de ces paroles ont été publiques mais presque toutes ont été privées et murmurées par toutes sortes de sources. Elles nous sont venues sous les formes les plus diverses, mais jamais en déclarant les conditions que le gouvernement allemand serait disposé à admettre.

Ce gouvernement a d'autres gages de grande valeur en dehors de ceux que j'ai mentionnés. Il tient encore une riche partie de la France bien qu'avec une poigne qui se relâche lentement et il tient pratiquement la Belgique tout entière. Ses armées serrent de près la Russie et dominent la Pologne. Il ne peut pas aller plus loin mais il n'ose pas reculer. Il désire clore l'affaire avant qu'il soit trop tard. Les maîtres militaires, sous lesquels l'Allemagne saigne, voient très clairement le point où le destin les a portés; s'ils reculent ou s'ils sont repoussés d'un pouce leur pouvoir à l'extérieur et à l'intérieur s'écroulera. C'est leur pouvoir à l'intérieur auquel ils pensent plus maintenant qu'à leur pouvoir au dehors, c'est ce pouvoir qui craque sous leurs pieds.

Il nous serait difficile de résumer avec plus de force le principe de la lutte sans compromis qui oppose les maîtres de l'Allemagne à l'Europe libre que ne l'a fait ce témoin lointain, lent à comprendre, mais si vivement éclairé à la fin qu'il s'est décidé à engager toute la puissance de son pays comme partie au grand procès. Il a saisi toute l'économie du projet de la *Welt politik* germanique : dominer l'Europe centrale et l'Orient et en tirer la force d'une barbarie qu'elle retournerait ensuite contre l'Occident, même si, dès l'étape de cette guerre, elle n'avait pas réussi à asservir, à incorporer au système de l'impérialisme allemand la France, la Belgique et tous les petits pays européens actuellement neutres. Ce projet, le président Wilson juge nécessaire, même pour son pays, de le briser. Son idéalisme veut même le briser pour libérer l'Allemagne en la dégoûtant de l'idole de force qui la courbe encore à son adoration.

Et comment croire plus que lui que la Turquie soit maintenant d'humeur ou de force à s'affranchir de Berlin, de manière à sortir par elle-même

de l'aventure dans des conditions nous assurant qu'elle ne restera pas un des rouages essentiels de cette machine à écraser qui porte la devise : « Berlin-Bagdad » ?

* * *

Les intérêts acquis les plus respectables, ceux de l'humanité même, le souci suprême de maintenir les conditions de leur indépendance obligent les Alliés à ne conclure avec la Turquie qu'une paix de vainqueurs. Or la Turco-Allemagne n'est encore préparée à leur concéder qu'une paix de vaincus. Voilà, toute nue, la vérité qui s'oppose dès que l'on presse un peu les faits, à l'illusion d'un accord séparé avec les gens de Constantinople, beaucoup plus compromis en Turquie même que le militarisme impérialiste n'est encore près de l'être en Allemagne. Il leur faut vaincre ou tomber à rien, il leur faut rester libres de s'appuyer sur l'Allemagne et de l'appuyer, justifier par le succès les outrages qu'ils nous ont faits et qui, sans réparation, nous effacent de l'Orient, il leur faut justifier de même les infamies commises en Arménie. C'est-à-dire qu'il n'y a encore aucune conciliation possible entre cette bande et les puissances européennes ayant le souci de leur dignité et de leur sécurité future.

S'il était chez nous des gens qui voudraient ne pas regarder en face cette vérité et qui se sentiraient prêts à se coucher sur la route, ce qui serait commode à leur lassitude quitte à se faire un peu après écraser, ils ne le pourraient pas car nous sommes étroitement attachés à des Alliés qui voient très clairement le but et sont fermement résolus à continuer à marcher vers lui. Pour obtenir avec eux les garanties et les réparations qui nous sont essentielles en Europe il nous faut donc poursuivre avec eux les garanties et les réparations qu'ils veulent en Orient et qu'ils jugent non moins essentielles, pour toutes les raisons qui viennent d'être exposées. C'est-à-dire que même si nous étions tentés de nous en désintéresser nous serions amenés par la force des choses à défendre nos intérêts en Orient exactement dans la même mesure et les mêmes conditions que nos Alliés les leurs, intérêts sur lesquels nous nous sommes d'ailleurs mis d'accord avec eux. Si on montrait chez nous une tendance à abdiquer sur ce terrain particulier ce ne serait donc pas avancer par la paix d'un seul jour.

Voilà la situation telle qu'elle se présente en dépit de ceux qui ont vu dans la révolution russe une facilité d'arrangement séparé avec la Turquie. Cette révolution a, au contraire, rendu la paix plus difficile en retardant l'action du seul facteur qui puisse nous l'assurer ; la démonstration d'une force ne laissant plus aucun espoir à l'ennemi. Il est bien vain de s'imaginer ainsi que l'on peut fractionner un problème dont la volonté des gouvernants de Berlin et la domination qu'ils exercent sur leurs alliés n'ont pas laissé, jusqu'ici, altérer le moins du monde l'unité. C'est ce fond solide de la question qu'il faut considérer et non

prêter la moindre attention aux agitations de cette manière de « bourse des pieds humides » de la diplomatie qui se tient çà et là en Suisse, presque depuis le début de la guerre, et qui, malgré un abondant concours d'importances vaniteuses, de tripotages et de stipendes, n'a jamais pu lancer d'autres valeurs que d'éphémères attrape-nigauds.

ROBERT DE CAIX.

L'Anarchie chinoise et la Guerre ⁽¹⁾

On connaît le coup de théâtre qui vient de se produire en Extrême-Orient : la dynastie mandchoue, qui avait abdicé en 1912 et qui semblait avoir disparu pour toujours, est rétablie sur le trône du Céleste Empire reconstitué. Tel est le résultat du soulèvement des gouverneurs militaires qui ont imposé leur volonté avec une facilité et une rapidité assez déconcertantes.

Selon les dernières nouvelles des décrets impériaux organiseraient, à l'exemple de ce qui existait avant la réforme constitutionnelle de 1910, un grand conseil qui serait chargé des affaires de l'Etat et un Sénat, sorte de cour consultative de grands mandarins conservateurs dont l'ancien ami de Youan Chi Kaï, Siu Che Cheung serait le président. La direction du grand conseil reviendrait à Tchang Tchoun, qui a présidé cette restauration monarchique et qui va en réalité exercer derrière l'augustule recouronné, Pou yi, la toute-puissance d'un « maire du palais ».

J'ai déjà eu l'occasion de parler de Tchang Tchoun au cours d'articles parus dans ce Bulletin, mais il faut revenir sur la carrière de ce personnage pour bien marquer le caractère du bouleversement actuel. Tchang Tchoun, qui était un de ces chefs de bande comme il y en a eu de tous temps dans les provinces de Chine qu'ils mettent en coupe réglée, fit pour la première fois parler de lui, au début de la révolution de 1911. Appelé à Nankin par le vice-roi qui avait de bonnes raisons pour ne pas compter sur les troupes régulières, il défendit cette ville contre les révolutionnaires. Quand ceux-ci, après plus d'un mois de siège, s'emparèrent de cette capitale du bas Yangtsé, le bruit courut dans la presse chinoise qu'elle leur avait été livrée à la suite d'un marché secret conclu avec son défenseur.

Quoi qu'il en soit, Chang, passé avec ses « braves » sur la rive gauche du fleuve, s'installa dans cette

(1) Un périodique comme le *Bulletin de l'Asie Française*, ne pouvant suivre les événements au jour le jour, mais seulement en donner le sens général, nous nous réservons d'étudier, dans le prochain numéro, les causes de l'échec de Tchang Tchoun que nous mettons déjà au nombre des éventualités possibles et qui ne s'était pas encore produit quand cet article a été envoyé à l'impression.

région qu'il a toujours occupée depuis et où il ne cessa d'accroître ses forces. A diverses reprises, il affirma hautement ses préférences monarchiques et il continua d'ailleurs à faire flotter, sur sa petite armée personnelle, l'étendard au dragon de la dynastie mandchoue.

Ce loyalisme ne l'empêcha pas de s'entendre par la suite avec le dictateur Youan Chi Kai et, lorsqu'éclata la rébellion de 1913, de prendre parti pour ce dernier. Il battit à deux reprises le chef révolutionnaire Ouang Ching qui avait franchi le fleuve avec l'intention de marcher sur Pékin. Puis, il traversa à son tour le Yangtsé pour faire le siège de Nankin. Feng Kouo Chang, accouru du Nord avec deux divisions, le laissa opérer seul, dans l'espoir, dit-on alors, de le voir échouer. Mais il fut au contraire vainqueur et il entra de nouveau en maître dans cette capitale que ses soldats mirent à feu et à sang.

A partir de ce moment-là, il eut une situation officielle et fut successivement gouverneur de Nankin et inspecteur général du Yangtsé. Il occupait ce dernier poste quand se produisit, après la tentative impériale de Youan Chi Kai, le nouveau soulèvement qui amena, cette fois, la débâcle et la mort du dictateur. Bien qu'il ait d'abord paru, à l'exemple des autres généraux, encourager les visées ambitieuses de Youan, comme eux également il l'abandonna dès qu'il le sentit perdu.

Depuis lors, Tchang Tchoun prit une attitude d'hostilité de plus en plus marquée à l'égard du Parlement réuni de nouveau par le président Li Yuen Hung. Nous avons déjà parlé de la ligue de gouverneurs militaires qui s'était formée sous son égide et des réunions qui avaient eu lieu à sa résidence de Siu-tchéou-fou d'où ces généraux sommèrent à diverses reprises le président de dissoudre les Chambres et de renvoyer certains ministres. Li Yuen Hung, au lieu d'obtempérer à ces ordres, ayant destitué le président du Conseil, Toan Tsi Yoei, soupçonné, a-t-on prétendu, d'être en sa qualité de général, secrètement d'accord avec ce clan militaire, Chang et ses acolytes ont levé l'étendard de la révolte. On sait le reste.

Sur les chances de durée de ce nouveau régime monarchique, il faut garder une très prudente réserve. La dynastie réinstallée n'a évidemment plus le moindre prestige, mais si les gouverneurs militaires restaient groupés autour de Tchang Tchoun celui-ci disposerait d'une force sérieuse. Cette cohésion des conjurés peut, il est vrai, n'avoir qu'une très courte existence.

Les républicains comptent sur le concours du maréchal Feng Kouo Chang, vice-président de la République, qui a sous ses ordres, à Nankin, des troupes assez nombreuses. L'étrange attitude que ce personnage a eue ces derniers temps pouvait faire craindre que cet espoir fût déçu. Il est surprenant en effet qu'il ait laissé Tchang Tchoun faire son opération sur Pékin sans intervenir alors qu'il lui eût suffi de faire passer le fleuve à ses divisions pour ruiner ses projets. A moins qu'il ne faille voir dans cette abstention un calcul très subtil, ce qui n'est pas invraisemblable de la part

d'un homme dont toute la carrière est une suite d'évolutions machiavéliques.

Les derniers télégrammes nous apprennent qu'il a enfin pris position. Il a lancé un appel contre Tchang Tchoun et aurait même commencé les hostilités. On annonce également que Toan Tsi Yoei, dont la chute aurait été la cause du soulèvement des gouverneurs rebelles, se serait pourtant aussi déclaré contre Tchang.

Si tout cela est exact, et il y a de grandes chances qu'il en soit ainsi, la situation de la monarchie mandchoue, si prestement restaurée, devient très précaire. A supposer d'ailleurs que la tentative eût réussi, son avenir n'était pas brillant. Son existence exigeait des moyens financiers dont on n'aperçoit pas la source et elle restait à la merci d'influences extérieures dont rien ne pouvait contrebalancer l'action. Au mieux, dans tous les cas, elle ne se serait maintenue qu'en laissant prendre aux provinces éloignées une quasi indépendance qui, pour la Chine du Sud, serait sans doute allée jusqu'à la séparation totale. Ce ne sont là, jusqu'à ce qu'on connaisse le résultat de la lutte engagée, que des hypothèses. Par contre, il n'est que trop certain que la Chine se montre de moins en moins susceptible de se constituer un gouvernement stable et fort.

*
* *

Au point de vue de la participation à la guerre, ces événements remettent tout en question. Les Chinois de Paris, qui, au cours d'une récente séance à la Sorbonne, nous ont assuré de leur sympathie, envoyèrent à la presse, aux premières nouvelles de la rébellion, une note dans laquelle ils affirmaient que les généraux révoltés, représentant la réaction, étaient germanophiles et que le gouvernement républicain était par contre partisan de la guerre aux côtés de l'Entente.

En réalité, les situations respectives ne se présentent pas, là-bas, en ce qui nous intéresse avec cette netteté. Du côté des gouverneurs, l'hostilité paraissait d'abord certaine. Bien qu'on n'ait su rien de positif sur l'avis qu'ils ont donné, lors du voyage qu'ils firent à Pékin, dans ce but et à la demande du président de la République, au mois d'avril dernier. On a par la suite émis des doutes. Tchang Tchoun, qui avait donné des preuves manifestes de germanophilie, se serait, a-t-on prétendu depuis, déclaré pour la guerre contre l'Allemagne. Il peut d'ailleurs évoluer encore et revenir à sa précédente opinion. On ne doit être sûr que de ceci, c'est qu'il se décidera dans le sens où les intrigues chinoises et internationales en cours auront déterminé son intérêt. La position très catégorique prise par l'ancien président du Conseil Toan Tsi Yoei doit inspirer plus de confiance. L'ancien vice-roi et ministre Siu Che Chung, que l'on donne comme président du nouveau Sénat, passe dans la presse d'Extrême-Orient pour être des nôtres. Le célèbre lettré Liang Tsi Chao, conservateur réformiste, promoteur de la propagande confucienne, a pris très ouvertement parti pour l'Entente.

Du côté républicain, des hommes comme le récent ministre des Affaires étrangères, Ou Ting Fang, ou encore l'ancien président du Conseil Lou Tseng Tsiang, malgré sa collaboration avec Youan Chi Kai et qui semble avoir eu la charge de débrouiller, depuis la rupture sino-allemande, l'imbricatio diplomatique, sont à coup sûr de nos partisans. Mais le président de la République, Li Yuan Hung, n'a pas cessé d'être très hostile à la rupture avec l'Allemagne d'abord et à la guerre ensuite.

On peut même dire que les sommités de ce parti nous sont contraires. Le chef de la révolution, Sun Yat Sen, a protesté contre l'entrée de la Chine dans le conflit aux côtés de l'Entente. Il a adressé, à cet effet, une lettre au Parlement et une autre à M. Lloyd George, reniant ainsi toutes les obligations qu'il a envers l'Angleterre. Tang Chao Yi a écrit dans le même sens au Parlement. Les Chambres de commerce, notamment celles de Changhaï et de Tien-tsin, ont demandé avec instance au gouvernement de rester neutre.

Parmi les opposants notoires, il faut encore citer le fameux lettré Kang Yu Wei, précurseur du réformisme, dont les journaux ont publié une longue lettre désapprouvant les projets de déclaration de guerre. Et tous ces adversaires de l'intervention se sont servis du même argument, à savoir la toute-puissance de l'Allemagne et sa victoire probable après laquelle la Chine paierait durement son hostilité.

L'attitude du Parlement lui-même a été des plus équivoques. On ne comprend pas pourquoi, après avoir voté la rupture, il s'est retourné contre le président du Conseil qui l'avait proposée et qui annonçait l'intention d'aboutir rapidement à la déclaration de guerre. L'explication qu'en ont donnée les agences est inadmissible. Toan Tsi Joei, dont elles ont prétendu les opinions inconciliables avec celles d'un Parlement républicain, était chef du gouvernement depuis plus d'une année. Son autorité était même telle qu'il y a trois mois, dans la question de la rupture avec l'Allemagne, il faisait adopter, à la presque unanimité des voix, ses vues qui étaient cependant contraires à celles du président de la République. Lorsqu'il a voulu aller jusqu'à la déclaration de guerre, les parlementaires lui sont devenus hostiles et se sont associés au président Li Yuen Hung pour l'abattre. Il y a là quelque chose d'inexplicable et bien de nature à rappeler d'antérieurs revirements du Parlement, notamment quand il éleva à la présidence définitive de la République Youan Chi Kai, après avoir favorisé l'insurrection qui avait peu de mois auparavant éclaté contre lui.

L'attitude de Feng Kouo Chang, à l'égard de l'intervention dans la guerre, est également très énigmatique. Lors de son voyage à Pékin, au début du printemps, il passait pour y être favorable. Depuis, certains journaux ont dit qu'il conseillait la neutralité. Le moins qu'on puisse penser, dans tous les cas, c'est qu'il est douteux.

Cette incertitude dans laquelle tout cela nous

laisse sur la décision finale, que les événements paraissent d'ailleurs devoir laisser longtemps en suspens, n'a heureusement, au point de vue de notre conduite de la guerre, aucune importance. L'aide de la Chine, limitée à de la main-d'œuvre et à quelques matières premières, serait en effet insignifiante. C'est pour elle surtout, pour sa sécurité et le bon équilibre futur de la politique générale en Asie, que nous désirions la voir sortir de son isolement.

JEAN RODES.

LA GUERRE EN ORIENT

L'inaction des Russes.

La révolution russe et l'inaction militaire à peu près complète dont elle a été cause jusqu'à ces tout derniers jours ont eu les mêmes effets, ou peut-être des effets plus immédiats et plus fâcheux encore, sur les théâtres asiatiques de la guerre qu'en Europe. Lorsque nous rédigeons notre dernier numéro on pouvait croire que si la saison allait nécessairement ralentir l'effort des troupes anglo-indiennes du général sir Stanley Maude, du moins celles-ci pourraient s'appuyer à leur aile droite sur les Russes qui, agissant partout dans les montagnes, reprendraient l'offensive en profitant du printemps qui ouvre la saison des opérations dans le haut pays alors qu'il les ferme à peu près complètement dans la plaine mésopotamienne. D'autre part on savait que l'armée de sir Archibald Murray était renforcée, que ses voies de communication étaient achevées à travers tout le désert qui sépare le Sud de la Palestine de l'Égypte : elle était à même d'exercer une pression vigoureuse sur la route de Jérusalem et l'on considérait généralement les combats qui lui avaient livré, sinon la ville de Gaza, du moins le passage de l'ouadi Gaza le 26 et 27 mars comme le commencement d'opérations sérieuses qui mèneraient les Anglais avant la fin du printemps à Jérusalem.

Rien de tout cela ne s'est produit : les troupes russes du front dit du Caucase n'ont pas fait un mouvement appréciable. C'est à telles enseignes qu'il est impossible d'ouvrir dans ce numéro une rubrique de quelque étendue sur les opérations en Arménie. Le résumé des opérations tient en un mot : néant. C'est tout au plus si l'on a signalé ici et là quelques petits combats d'avant-garde. Le seul événement intéressant qui se soit produit sur ce théâtre a été un recul des Russes : dans les derniers jours d'avril ils ont évacué Mouch prise et reprise à plusieurs fois depuis le début de la campagne et que les soldats russes avaient réoccupée en août 1916. C'est donc l'atonie complète. D'ailleurs le général Baratov, qui commandait les troupes russes de Perse dont nous avons signalé

dans notre dernier numéro le mouvement ne avant et la jonction avec les Anglais, a été rappelé à Péetrograd et plus récemment on a annoncé que le vainqueur d'Erzeroum, le général Youdénitch, avait quitté le commandement de l'armée dite du Caucase. Le seul fait de quelque intérêt que l'on puisse signaler est que, depuis le 27 juin, les communiqués signalent un petit renouveau d'activité russe dans les montagnes du Kurdistan. Nos alliés ont pris la petite localité de Rania et le mont Alcho, dans la région excentrique du territoire turc qui se trouve à un peu plus de cent kilomètres au Sud-Ouest du lac d'Ourmiah. Peu après ils ont annoncé l'occupation de la bourgade de Serdecht, en Perse. On peut se demander si ces nouvelles toutes récentes indiquent que l'armée russe d'Asie est près de recommencer l'action comme l'armée du front de Galicie.

En Palestine.

En attendant, les Turcs ont eu toute liberté pour se renforcer sur le point qui paraissait le plus inquiétant pour eux au mois d'avril alors que nous rédigeons notre dernier numéro. Il s'agit de la Palestine. Après le combat de l'ouadi Gaza le général sir Archibald Murray fit un nouveau pas en avant les 17 et 18 avril et s'empara des positions avancées de l'ennemi devant Gaza. Mais il se heurta à une résistance très grande et il trouva des troupes turques considérablement renforcées et en aussi grand nombre que les siennes. Les Anglais remarquèrent là des divisions amenées d'Arménie en Palestine et même une division chaudement habillée et qui avait été équipée par les Allemands à Constantinople pour servir en Galicie.

Sans doute l'expédition considérable que les Anglais avaient organisée sur le canal de Suez n'aurait-elle pas dû manquer sa chance et attendre si longtemps pour pousser en avant. Si le général sir Archibald Murray avait eu des méthodes de guerre ressemblant, même de très loin, à la rapidité dont Bonaparte fit preuve pendant sa campagne de 1799 depuis l'Égypte jusqu'à Saint-Jean-d'Acre, la Palestine aurait sans doute été occupée bien avant que les Turcs eussent pu recevoir d'Arménie et de Constantinople des troupes capables de contre-balancer les effectifs beaucoup plus considérables qu'il amenait contre eux. Mais il a été, comme nous l'avons déjà signalé, d'une extrême lenteur ; il n'a voulu prendre aucune chance et son avance, qui en aucun point n'osait distancer le rail venu d'Égypte, s'est trouvée arrêtée au seuil de la Terre Promise au sens propre du mot.

Peut-être faut-il voir dans le changement de commandement, qu'une nouvelle publiée le 28 juin nous annonçait, la preuve que cette lenteur a été défavorablement jugée par les autorités militaires de Londres : quoi qu'il en soit, le général sir Edmond Allenby a remplacé le général sir Archibald Murray comme commandant en chef de l'armée de Palestine. Le général Allenby

a pris part à la guerre sud-africaine. Il a brillamment commandé un régiment de cavalerie à la bataille du Cateau, en août 1914 ; il était chef de la troisième armée anglaise qui, en avril dernier, a enlevé les positions de l'ennemi à l'Est de Vimy et au Sud d'Arras. On peut craindre que ce changement, qui vient seulement après le moment où l'on pouvait tenter facilement quelque chose, ne puisse pas beaucoup modifier maintenant la tournure des opérations.

À l'heure qu'il est, les Anglais se trouvent entre Bir-Chebba et la mer en face de lignes de tranchées et d'une position organisée tenue par des effectifs sérieux qui défient sans doute de très grands efforts.

Le 23 mai, le gouvernement britannique, répondant à une question qui lui était adressée à la Chambre des Communes, résumait ainsi la situation de ce front qui n'a pas changé depuis : « Les opérations de la Palestine du Sud, qui ont eu lieu du 17 au 19 avril, ont eu pour résultat la conquête, après un dur combat, des positions turques avancées dans le voisinage de Gaza. Nous sommes maintenant en contact étroit avec les principales positions de l'ennemi qui défendent la ville et qui s'étendent de la mer à Cheik-Abbas sur un front de 14 mille yards (très approximativement 14 kilomètres). Les troupes turques, qui ont reçu des renforts, ont tiré très bon parti des obstacles naturels et leur position principale sur le front de Gaza est très forte tandis que leur flanc gauche est couvert par un pays coupé et dépourvu d'eau. Dans ces conditions notre progrès ne pouvait être que lent et il n'y a pas eu de combats sérieux depuis le 19 avril. Mais nous avons continué à gagner un peu de terrain et nous avons organisé et consolidé les positions prises en avril. »

En Mésopotamie.

Lorsque nous avons quitté, dans notre dernier numéro, les troupes anglo-indiennes du général sir Stanley Maude qui venaient de prendre Bagdad le 11 mars, elles poursuivaient l'ennemi en retraite vers le Nord, mais étant donné la saison et la résistance de l'ennemi qui semblait se raffermir il paraissait peu vraisemblable qu'elles atteindraient avant l'automne Samarra, à environ 112 kilomètres en amont de Bagdad sur le Tigre. De ce côté le progrès a été cependant plus rapide que les circonstances et la saison ne permettaient de l'espérer.

Les troupes de sir Stanley Maude ont poursuivi l'ennemi dans deux directions : la première remontait le Tigre par ses deux rives vers Samarra, la seconde suivait la route qui va de Bagdad à Erbil, à quelque distance à l'Est de Mossoul, et qui s'éloigne beaucoup du fleuve pour se rapprocher des derniers contreforts du plateau de l'Iran. C'est le 18^e corps turc qui disputait aux Anglais la route de Samarra et le 13^e corps, descendu de Perse, qui essayait de les contenir sur la route d'Erbil.

Dans la nuit du 17 au 18 avril, les troupes britanniques forcèrent le passage du Chatt-el-Adhaïm à une quarantaine de kilomètres en aval de Samarra. Ce cours d'eau, descendu de l'Est comme tous les affluents du Tigre, grossi seulement par le ruissellement des montagnes de Perse alors que sur sa rive occidentale s'étend un désert, était le dernier obstacle naturel sérieux que pussent défendre les Turcs avant Samarra. Les Anglais qui les bousculèrent ainsi sur la rive gauche du fleuve, aidèrent beaucoup ceux qui remontaient sur la rive droite à emporter le 21 avril la station d'Istaboulat, qui se trouve sur cette rive, comme tout le chemin de fer partant de Bagdad vers le Nord. Les Turcs, pris d'enfilade par le feu de la rive gauche, furent obligés d'abandonner la position, non sans avoir violemment résisté et tenté quelques contre-attaques. Le surlendemain les forces du général Maude avaient franchi les 20 kilomètres qui séparent Istaboulat de Samarra et s'emparaient de la station de cette ville. Ils y trouvèrent 16 locomotives, 170 wagons, sans compter du matériel Decauville et des péniches de munitions sur le Tigre, dont l'une portait 14 canons de campagne. La présence à Samarra de ce matériel, auquel il faut ajouter deux ou trois grosses pièces, prouve que les Turcs n'avaient pas l'intention d'évacuer si précipitamment ce point et qu'ils comptaient que leurs lignes d'Istaboulat pourraient arrêter longtemps leurs adversaires; sinon il n'est pas douteux qu'ils auraient détruit en temps utile tout le matériel roulant du chemin de fer et emmené leurs canons.

Pendant cette même période les Anglais remontaient vers le Nord par la route d'Erbil et, le 10 avril, ils repoussaient une attaque du 13^e corps turc qui essayait de les surprendre en pleine marche. Le 30 avril, ils le battaient une seconde fois sur les bords du Chatt-el-Adhaïm, à une quarantaine de kilomètres au Sud-Ouest de Kifri : les Turcs perdirent beaucoup de monde et de matériel. Ils se retirèrent et allèrent se retrancher à l'endroit où le Chatt-el-Adhaïm sort du djebel Hamrin, premier plissement des hauteurs qui portent le plateau de l'Iran.

Les Russes n'ont joué sur ce théâtre aucun rôle intéressant depuis qu'ils ont occupé Kasr-i-Chirine et Khanikine et fait leur jonction avec les troupes britanniques le 2 avril à Kizil-Robat, sur la rive gauche du Dialah, en aval de Khanikine. Ils semblent être là en force peu sérieuse et assez « en l'air ».

* *

On a maintenant des détails sur la marche qui les avait amenés là, depuis le centre de la Perse, en talonnant l'armée turque qui avait commencé sa retraite lorsque l'on apprit que sir Stanley Maude avait forcé le passage du Tigre, en amont de Kout-el-Amara et dessiné son avance rapide sur Bagdad. Le 3 mars, à cette nouvelle, les Turcs se retirèrent de la banlieue de Hamadan. Le 10, ils essayaient de retarder la marche des Russes

sur le Kara-Sou dont ils avaient fait sauter le pont. Néanmoins le 11, les Russes entrèrent à Kermanschah. Depuis ce point, la poursuite continua sans arrêt jusqu'à Kérind où les Turcs occupèrent une position solide et préparée à l'avance en travers de la gorge où passe la route. Là, il fallut se battre pendant dix jours. L'ennemi se retira le 30 mars. Le suivant de près, les Russes arrivèrent à Kasr-i-Chirine le 31 et, comme nous venons de le dire, à Kizil-Bobat le 2 avril.

Tous ces mouvements avaient été singulièrement durs pour les deux armées. La route était une série de défilés entre des montagnes couvertes de neige dans laquelle il était presque absolument impossible de faire des mouvements tournants. De là l'impossibilité d'envelopper et de couper l'arrière-garde turque. Néanmoins celle-ci, talonnée par les Russes, perdait beaucoup de monde par le feu, les maladies et l'épuisement. Toute la route était jonchée de cadavres de mules, de chevaux, de chameaux, d'ânes et de bœufs porteurs. Les Turcs souffraient du typhus, leur infanterie n'avait plus de chaussures; celles qu'elle avait pu se procurer à Hamadan étant de cuir très léger n'avaient duré que quelques jours, aussi les hommes allaient-ils pieds nus et les Russes trouvèrent les villages remplis de déserteurs. Entre Kermanschah et Khanikine le pays est maintenant complètement inhabité. Sept fois les armées y ont passé en dix mois : les villages sont abandonnés et il n'y a plus rien à trouver, c'est ce qui explique que beaucoup de Turcs soient tombés d'inanition. Dans tous les cimetières on trouvait leurs tombes, toutes fraîches : près de deux mille ont été comptées rien qu'à Kermanschah. Les chevaux des cosaques étaient nourris de feuilles sèches et de broussailles : il n'y avait pas trace de grains.

* *

Chose curieuse, à Kermanschah avaient été amenés des prisonniers musulmans français, c'est-à-dire des Algériens et des Marocains, chargés de faire des travaux de route. Ils s'enfuirent et rejoignirent les troupes russes. Les Anglais ont d'ailleurs recueilli de ces soldats à Bagdad. C'est ainsi que le correspondant du *Times* signale un Algérien pris à Verdun, au commencement de 1915, à la suite d'une attaque par les gaz, et conduit à Berlin. Un officier allemand réunit les Algériens et leur demanda s'ils ne désiraient pas aller voir leur calife à Constantinople; ils déclarèrent qu'ils ne demandaient pas mieux et partirent joyeusement, on ne leur avait d'ailleurs pas dit un seul mot de se battre encore. On leur fit traverser à la hâte Stamboul et ils ne virent pas le moins du monde de calife; au lieu de cela on les mit en chemin de fer pour Alep et on les conduisit par étapes à Bagdad. Lorsqu'on leur annonça qu'on allait leur faire combattre les Russes ils refusèrent, mais beaucoup d'entre eux furent tués, les autres eurent à travailler sur la ligne de communication entre Kermanschah et Kérind. Ils

désertèrent jusqu'au dernier. L'homme rencontré à Bagdad par le correspondant du *Times* déclarait qu'il avait fait partie d'une troupe de 500 prisonniers algériens.

Disons en passant que depuis quelque temps les Anglais ont su de source certaine que les prisonniers anglais et indiens faits en Mésopotamie ont été l'objet de très mauvais traitements de la part des Turcs; un très grand nombre d'entre eux sont morts de faim.

* *

Nous avons signalé à plusieurs reprises combien, depuis l'effroyable désordre du début, l'expédition anglaise de Mésopotamie a été organisée largement et systématiquement. Non seulement on a beaucoup amélioré les transports fluviaux mais au milieu d'avril le petit chemin de fer reliant Kourna, au confluent du Tigre et de l'Euphrate, à Amara avait été élargi à la voie d'un mètre : c'est le gabarit de la voie ferrée qui fonctionne entre Bassora et Nassiriyeh sur l'Euphrate. On travaille à pousser le chemin de fer du Tigre dans la direction de Bagdad. Quant aux voies étroites, les Anglais ont tout ce qu'il leur faut sur leurs lignes de communications. Dès le 25 avril le chemin de fer de Bagdad à Samarra fonctionnait de nouveau; les Anglais en arrivant dans ce nouveau point ont d'ailleurs constaté que la ligne n'avait pas été, comme on le croyait généralement, poussée plus en amont par les Turcs et que, par conséquent, le rail n'atteint pas Tékrît, à une cinquantaine de kilomètres plus haut, sur le fleuve, point où l'armée turque en retraite s'est arrêtée et a installé son camp. Tékrît est dans une oasis qui s'allonge sur les rives du Tigre qui sort là du pays entièrement désert qu'il traversait depuis vers Mossoul.

Comme nous le disions en commençant, si les Russes avaient fait un effort comparable par quelques points avec celui qui a été fourni par les Anglais en Mésopotamie, toute la situation sur ce théâtre de la guerre aurait sans doute complètement changé cette année.

Dans la Perse méridionale.

Nous avons signalé le travail de pacification et de police fait en Perse par sir Percy Sykes. Celui-ci est maintenant à Téhéran et il s'est mis en contact avec le gouvernement persan pour l'organisation de sa force de gendarmerie. D'après les déclarations faites à la Chambre des Lords par lord Curzon les Anglais ont l'intention de créer dans le sud de la Perse des troupes indigènes de police assez nombreuses, puisqu'il est question de onze mille hommes alors qu'actuellement sir Percy Sikes a déjà plus de cinq mille hommes en dehors de son escorte de huit cents soldats fournis par l'Inde. La situation a d'ailleurs été très améliorée par la retraite des Turcs qui, depuis le

commencement d'avril, ont complètement évacué le territoire persan.

Dans la mer Rouge.

Pour faire un résumé complet des événements de la guerre en Orient il faut signaler une petite opération navale anglaise sur la côte de l'Yémen. Le 12 juin le commandant en chef de la station navale des Indes a annoncé la prise du port de Salif, dans la baie de Kamaran, après un combat de trois heures. Les Anglais, qui n'ont fait aucune perte, ont pris soixante-quatorze soldats, deux canons de campagne et trois mitrailleuses.

Cet événement n'améliorera certainement pas la situation de la garnison turque de l'Yémen, coupée de toute communication, même par terre, avec la Turquie depuis la proclamation de l'indépendance du grand chérif de la Mecque. Au début de la guerre les Turcs avaient une trentaine de mille hommes dans cette région où ils étaient en lutte constante avec l'émir Yahia. Il semble que ce dernier soit resté neutre depuis le début des hostilités et les Turcs ont pu employer leurs forces contre la colonie anglaise d'Aden qu'ils avaient envahie jusqu'à assez près du littoral au début de la guerre. Depuis lors ils se bornent à se maintenir dans une position difficile entre la mer tenue par les Anglais et les montagnes où dominent les partisans de Yahia. Salif, dans la baie de Kamaran, est à 135 kilomètres de Sanaa.

LE FANATISME PANTURC

On a beaucoup parlé du pantouranisme qui doit lier Bulgares, Turcs et Hongrois avec toutes les populations de l'Asie centrale. Il est certain que ce sentiment a existé chez quelques personnes puisque, par exemple, le Hongrois Vambéry se sentait une sorte de solidarité nationale avec les Turcs et les Turcomans de la haute Asie. Mais c'est tout récemment et dans l'Empire ottoman que, sans aucun doute sous l'influence allemande, une politique de panturquisme a été prêchée et organisée. Elle est nettement marquée par cette tendance rétrograde qui caractérise toute l'idée nationale allemande, laquelle proclame, avec une pédanterie aussi absolue que dépourvue de preuves, l'existence de races maîtresses, appelées à dominer les autres. Cette conception fait régresser la morale internationale et même l'idée religieuse jusqu'aux temps où tout étranger était un ennemi qu'on avait le droit de réduire en esclavage et où les Hébreux, par exemple, envahissant le pays de Chanaan, considéraient comme un devoir sacré de passer les Amalécites au fil de l'épée.

Nous trouvons dans la revue anglaise *The Near East* du 30 mars une lettre fort instructive sur

cette politique de race, dans laquelle on peut reconnaître non seulement les inspirations allemandes, mais encore cette méthode qui fait tout travailler à la satisfaction et à la manie dominante : religion, morale, organisations politiques, etc.

« Les Unionistes, écrit le correspondant du *Near East*, ont fondé une société centrale turque sous le nom de *Turk Oujagui* ou « La Famille Turque », dont le but principal est de rejeter l'Islam tel qu'il est jusqu'ici et de turquifier tous les éléments non-turcs de l'Empire. Cette Société a son quartier général dans la capitale et des ramifications dans toutes les villes et villages de l'Anatolie, du Caucase, du Turkestan, de la Thrace et de la Macédoine. Ses ressources ont été tirées du ministère des Ouakoufs aussi bien que du Machiékât-oul-Islam. Elle travaille par l'intermédiaire de quatre organisations subalternes dont chacune a été fondée pour exercer ses fonctions dans un domaine particulier.

« La première, *Turk Yourdou* (Le Royaume Turc), avait pour mission de développer la littérature nationale par différents moyens : 1° en purgeant la langue des mots d'origine arabe de manière à lui rendre un caractère purement mongolique ; 2° en écrivant les livres nationaux dans cette langue expurgée ; 3° en enseignant celle-ci dans les écoles et en la répandant dans toutes les provinces turques ; 4° en usant de lettres détachées comme dans les langues européennes et en contradiction avec l'écriture arabe, de manière à faire disparaître toute ressemblance entre les langues turque et arabe. Le devoir des membres de cette organisation était de nuire à tout écrivain turc ou non-turc qui ne partageait pas leurs vues et ne professait pas leur foi ; de répandre les livres nationaux, les poèmes épiques et les chansons héroïques parmi les Turcs ; d'enseigner aux Turcs la vieille histoire touranienne et de les pénétrer de l'idée qu'ils sont la plus grande nation du monde et que le destin les a désignés comme la race maîtresse. Des Turcs de sens rassis comme Ali Kémal bey, le docteur Riza Nour, Loutfi Fékri bey et d'autres ont été positivement menacés de mort, accusés par des membres de cette organisation de trahison envers la cause turque et qualifiés de bâtards, d'impurs d'origine grecque.

« La seconde organisation est appelée *Turk Dernéki* (Le Vrai Turc), elle était chargée de prêcher l'idée nationale parmi les Ottomans turcs et non-turcs et cela par des procédés violents sans précédent dans l'histoire des nations. Les membres de cette organisation sont des Unionistes extrêmes qui exècrent tous les autres éléments et sont imbus du désir violent de les turquifier et de détruire en eux tout vestige d'une autre idée nationale. Ils sont animés d'une énergie extraordinaire, mais leurs illusions ont complètement oblitéré leur esprit et leur ont inspiré des actes qui sont en grande partie cause des désastres qui ont affligé l'Empire. Comme un exemple de cet état d'esprit, on peut citer le fait que, pendant la guerre des Balkans, alors que l'ennemi était à Tchataldja, menaçant la capitale même de l'Em-

pire, un de leurs chefs, Ahmed Aghaef, publiait dans le *Tasouir Efkar* des articles dans lesquels on pouvait lire des phrases comme celle-ci : « La Turquie doit considérer l'Iran avec la plus grande attention, car l'Iran est la porte de l'Inde et de la Chine. »

« La troisième organisation, *Turk Belkichi* (Le Drapeau Turc), a été chargée de la traduction de livres scientifiques en turc et de la diffusion de ces livres en même temps que de l'idée nationale turque dans le Turkestan et au Caucase, dans le but de créer un lien aussi étroit que possible entre la population musulmane de ces pays et le Gouvernement Unioniste de Turquie.

« La quatrième organisation, *Turk Kourdj* (La Force Turque), consacre son activité au développement physique des Turcs en popularisant les sports et les jeux.

« Parmi les conditions d'admission dans la Société centrale ou dans les différentes organisations qu'elle a créées, il faut citer celles-ci : 1° tout membre doit être turc et promettre de consacrer sa vie, ses énergies et sa fortune à l'élévation du prestige des Turcs et à leur domination sur les autres peuples ; 2° tout membre doit changer son nom et le remplacer par un vocable purement touranien : c'est ainsi que Enver peut être remplacé par Ichildak, Mohammed par Timour, Sélim par Genghiz, Hussein par Oulagou, Saïd par Oghouz, etc.

« Tous les officiers unionistes, aussi bien que les membres du présent gouvernement, qui sont parmi les personnages marquants de cette société, sont connus par leurs amis turcs sous leur nom touranien qui diffère de celui par lequel ils sont connus des non-Turcs. Cette société et ses branches ont fondé un grand nombre de clubs dans les villes et villages turcs pour enseigner la vieille histoire turque et spécialement celle de Oulagou, de Oghouz et de Genghiz, exalter par là l'idéal national de manière à créer le sentiment de la supériorité des Turcs sur toutes les autres nations. Trois jours par semaine ont été fixés pour répandre la même prédication parmi les femmes turques et pour leur faire subir une instruction ayant pour but la bonne éducation des enfants dans un esprit purement turc. Le ministère des Ouakoufs a récemment accordé un crédit de 50.000 livres turques à cette société pour les frais de la publication d'ouvrages historiques sur Oulagou, Genghiz et Tamerlan.

« Les non-Turcs sont exclus de la société. Avant d'y entrer tout membre doit produire une carte portant son nom, sa photographie et la date de sa naissance.

« Parmi les derniers efforts de cette société il faut mentionner la traduction en vieux turc du Coran, des sermons du vendredi, aussi bien que d'autres textes religieux dont la loi musulmane exige cependant la lecture en arabe ; en même temps elle fait enlever les grandes inscriptions arabes des mosquées de crainte que la présence de ces inscriptions dans des lieux où de grandes foules se réunissent constamment affaiblisse le

sentiment national dans les esprits turcs. La rupture avec tout ce qui est arabe doit être complète.

« Toutes les écoles publiques ottomanes, primaires ou secondaires, militaires ou civiles, ne sont que des branches de cette société. Il en est de même du Comité Union et Progrès et de toutes les autres sociétés turques, politiques, scientifiques, religieuses et littéraires qui ont été fondées à Constantinople et dans l'Asie Mineure un peu avant la guerre et depuis. Qui plus est, le gouvernement a introduit dans le programme de ses écoles supérieures et spécialement dans celui de l'École militaire et de l'enseignement de l'état-major général de Constantinople un cours spécial d'histoire des Touraniens, de leur science militaire, de leur littérature et de leurs lois : Ahmed Agaef bey, Emin bey, Khaleb Zia bey et Abdoullah bey ont été nommés professeurs de ces matières dans les écoles militaires, les écoles de droit, de médecine et de génie civil. Cette propagande de race a été si persistante et si fanatique qu'elle a fini par enflammer l'imagination des étudiants turcs qui ont mis de côté les mots modernes et ne lisent plus guère que des livres consacrés à des sujets purement turcs, tels que *Le Royaume Turc, le Sabre Turc, l'Histoire du Touran, Tamerlan, Oulagou, Genghiz*.

« L'extrait suivant d'un discours adressé par le professeur d'éducation militaire à des officiers de réserve, quelques jours avant l'entrée de la Turquie dans la grande guerre, révèle dans toute sa férocité l'esprit de cette propagande : « Nous sommes, Messieurs, avant tout des Turcs. Je me demande pourquoi on nous appelle des Ottomans, car qui est Othman, d'après qui on nous a donné ce nom ? C'est un Turc de l'Altaï, qui a conquis ce pays avec son armée turque. Il est donc plus honorable pour nous d'être appelés du nom du peuple auquel il appartient que du sien propre. Amis, vous serez bientôt attachés à l'armée et vous serez les chefs de nos héroïques soldats : enseignez-leur qu'ils sont des Turcs et que s'ils combattent l'ennemi pour la Turquie et le drapeau turc ils remporteront la victoire. Soyez certains que la nationalité turque est meilleure pour nous que l'Islam et que l'orgueil de race est une des plus grandes vertus sociales. » A ces mots un officier arabe protesta en disant : « Tous les Ottomans ne sont pas des Turcs et si l'Empire devait être considéré comme purement turc, tous les éléments non-turcs lui seraient étrangers au lieu d'être des membres vivants du corps politique, connu sous le nom d'Empire ottoman, et luttant en commun pour lui et pour l'Islam. »

« A ceci le professeur répondit : « Sachez que les faits sont à part des sentiments et que la réalité ne doit pas être confondue avec l'émotion ; quoique vous soyez un Arabe, vous et votre race êtes sujets de la Turquie. Les Turcs n'ont-ils pas colonisé votre pays et ne l'ont-ils pas conquis par l'épée ? L'Etat ottoman pour lequel vous plaidez n'est rien qu'une tricherie politique dont vous vous servez pour atteindre vos buts. Quant à la

« religion elle n'a pas de relation avec la politique. « Nous marcherons bientôt en avant au nom de la Turquie et du drapeau turc, laissant de côté la religion qui est une affaire purement personnelle et secondaire. Vous et votre nation devez bien comprendre que vous êtes des Turcs et qu'il n'y a rien qui ressemble à une nationalité arabe ni à une patrie arabe. »

« Tous les officiers arabes qui entendirent ce discours envoyèrent une protestation collective au ministre de la Guerre et demandèrent le renvoi de ce professeur. Mais, bien loin de tenir compte de leur protestation, le ministre les fit expédier immédiatement sur les différents fronts et aux points les plus exposés.

« Ces mauvais sentiments envers les Arabes ont constamment été à la base de la politique unioniste. Quelques officiers arabes qui combattaient à Boulaïr pendant la guerre des Balkans prirent connaissance d'une lettre adressée par un chef unioniste à un officier unioniste, qui contenait les mots suivants : « Exposez les Arabes aux balles ennemies et faites de votre mieux pour vous en débarrasser ainsi : leur mort est tout profit pour nous. »

* * *

Il est bon de connaître cette doctrine car elle explique le massacre des Arméniens, des Nestoriens, des Chaldéens et la politique de famine systématique poursuivie en Syrie. Elle est la base de ces atrocités comme le culte national monstrueux inculqué aux Allemands, qui a fait mentir la science et qui a faussé la religion elle-même, est la cause de toutes les atrocités commises en Belgique, dans le Nord de la France et en Serbie. Le phénomène est analogue : nous sommes en présence d'une régression morale et religieuse qui est cause de la régression du droit des gens constatée dans cette guerre. La doctrine du panturquisme, si contraire à la forme qu'a l'esprit national en Orient, où il est faible et où les hommes se groupent plutôt par croyance religieuse que par affinités linguistiques ou ethniques, porte à croire qu'il s'agit d'une idée systématiquement importée d'Allemagne en Turquie. Quoi qu'il en soit, il y a là une série de phénomènes d'ordre moral qui intéressent autant les Arabes et tous les non-Turcs de l'Empire ottoman que les alliés et en particulier les Américains qui veulent établir la paix sur le droit et la justice. Un fanatisme, qui fait reculer de plusieurs milliers d'années les concepts d'un monde où l'on considérerait que tous les « honnêtes gens », comme on disait autrefois, doivent s'estimer ou se fréquenter en dehors de toute question nationale, est à la fois une des inspirations les plus redoutables et la condamnation la plus grave de cet ensemble d'aberrations mentales et d'effets matériels que le monde civilisé condamne sous le nom de « militarisme prussien ».

LA PROPAGANDE ALLEMANDE DANS LES PAYS MUSULMANS

Nous avons reçu récemment le rapport fait pour la Commission du budget de la Chambre par M. Louis Marin sur le crédit de 3.500.000 francs pour la Mission de musulmans français à La Mecque dont nous avons parlé à plusieurs reprises, notamment en résumant une conversation avec Si Abd el Kadar ben Ghabrit, chef de la Mission (1).

Ce rapport est un très intéressant recueil de documents non seulement sur la Mission en Arabie et sur la construction d'hôtels pour les musulmans français à La Mecque et à Médine, mais encore sur le pèlerinage aux villes saintes, la politique qu'il a inspirée aux diverses puissances ayant des ressortissants musulmans, le califat et le chérifat, l'attitude des Turcs et notamment des Jeunes-Turcs à l'égard des chérifs, l'opinion des Arabes en ce qui concerne les puissances belligérantes, et le soulèvement des Arabes. Ce sont des sujets qui ont été traités à diverses reprises par l'*Asie française*, mais sur chacun d'entre eux on trouve des renseignements intéressants dans le rapport de M. Louis Marin. Il signale, par exemple, le fait généralement inconnu en France, que les très petits groupes de Tiams et de Malais musulmans de notre Indochine sont représentés dans le pèlerinage par un contingent appréciable. C'est ainsi qu'en 1912, dernière année dont on ait la statistique, 200 pèlerins malais et tiams sont allés chercher en Arabie le titre vénéré de Hadj. M. Marin ne propose pas que l'on fasse user ces petits groupes d'Indochinois des installations que l'on a commencé à créer pour nos milliers de pèlerins de l'Afrique du Nord, de mœurs trop différentes ; il indique que l'on pourrait, par un arrangement avec la Hollande, les faire bénéficier de l'excellente organisation créée par cette puissance pour ses pèlerins avec lesquels les Indochinois se confondent : « Tous les pèlerins de race malaise, écrit M. Louis Marin, qu'ils proviennent des Indes néerlandaises, des Etablissements des Détroits, des Etats Fédérés Malais, des provinces malaises du Siam, de l'Indochine française ou même du cap de Bonne-Espérance, sont englobés par les Arabes, avec les Javanais, sous le nom générique de « Djawas ».

C'est peut-être lorsqu'il parle de l'énorme propagande allemande faite contre les Alliés dans les pays musulmans que M. Marin donne les renseignements les plus nouveaux et les plus curieux. Nous avons déjà produit quelques exemples des bourdes que les docteurs d'outre-Rhin n'ont pas cru trop énormes pour la clientèle orientale, M. Marin en cite une admirable : « En automne

1916, écrit-il, nos pèlerins à La Mecque ont trouvé un manifeste arabe, publié antérieurement à la guerre, et prenant à partie la France pour des raisons ridicules, affirmant, entre autres curiosités, que les journaux français ont révélé l'intention de leur pays de détruire les Lieux Saints musulmans et de transporter au Musée du Louvre la pierre noire de La Mecque et les cendres du Prophète... »

Cet exemple de littérature propagandiste illustre bien cette idée fixe d'impérialisme, cette manie de saper la maison du voisin que le président Wilson a dénoncée comme un danger pour tous les peuples du monde dans son manifeste du 2 avril, par lequel il demandait au Congrès de reconnaître l'état de guerre entre les Etats-Unis et l'Allemagne du « militarisme prussien ». Si les officines allemandes lançaient de tels produits avant la guerre, on peut deviner ce qu'elles ont fabriqué pendant.

Dès l'ouverture de la guerre, écrit M. Louis Marin, les Allemands ont organisé dans le monde entier une active propagande qui déconcerte, de prime abord, par l'abondance de ses ressources matérielles, l'ingéniosité, la variété de ses moyens et la régularité de son fonctionnement.

Des pamphlets dans toutes les langues, aussi bien européennes qu'orientales, ont été répandus avec une profusion qui passe l'imagination. La Hollande, les Pays Scandinaves, l'Espagne, les Etats-Unis, l'Amérique du Sud en ont été d'abord inondés ; le tour de l'Afrique et de l'Asie est venu ensuite avec moins de succès, faute de pouvoir franchir des frontières bien gardées.

Sans doute, les Alliés ont riposté — tardivement d'ailleurs — à cette propagande effrénée ; mais, quels qu'aient été leurs efforts, on a pu dire qu'en la matière les produits allemands l'emportaient sur les leurs au point de vue quantité « autant qu'un obus de 420 sur un de 75 ». Tracts, brochures, manuels, cartes, documents tronqués et truqués, journaux, dépêches, calendriers, pièces de théâtre, chansons, films, la propagande allemande a mis à contribution toutes les formes imaginables. Des sommes énormes ont été dépensées à éditer et distribuer gratis et franco tout ce fatras.

Les Allemands ne se sont pas bornés au racolage des sympathies chez les neutres, des révoltés et des dupes chez les belligérants adverses ; avec le même acharnement méthodique, ils se sont efforcés d'entretenir chez eux et leurs alliés la croyance en une Allemagne invincible et qui retirera d'inestimables profits de son inéluctable victoire. A cet effet seul, près de 25.000 volumes en allemand, sans parler des feuilles volantes et des tracts de petite dimension, ont été publiés. Un recueil trimestriel intitulé *Die deutsche Kriegsliteratur, Teildruck aus dem Register zu Hinrichs' Halbjahrs-Katalog* (Bibliographie allemande de la guerre, tirage à part de la table des matières du catalogue semestriel de la librairie Hinrichs, à Leipzig) en enregistre environ 15.000, rien que dans le courant de 1915 sur la victoire consciente et écrasante de l'Allemagne, les origines de la guerre, les lois de la guerre, l'organisation du commerce allemand, les correspondances du front, les dépêches de la guerre, etc., etc. Il faut ajouter à ce déluge d'imprimés les manuels à l'usage du soldat allemand : livres de prières, de chant, d'instruction militaire, d'hygiène, guides en toutes langues, pour avoir une faible idée de l'empoisonnement systématique de l'opinion publique dans le monde entier entrepris par les généraux prussiens et les « doktoren » à leur suite.

Une machine de guerre si bien montée devait naturelle-

(1) Voir notre numéro d'octobre-décembre 1916.

ment réserver des efforts et des produits de choix aux musulmans sujets de l'Entente ou aux neutres orientaux trop peu germanophiles.

Les premiers attiraient spécialement son attention; leur révolte pouvait priver les Alliés de soldats indigènes redoutables, nécessiter l'emploi, loin du front, de nombreuses troupes chargées de réprimer les révoltes. Il n'est intrigues qu'elle n'ait mises en œuvre pour réussir ce magnifique coup double.

L'empire des mers lui étant interdit par les flottes alliées c'est d'Espagne, de Turquie, de San Francisco et des Philippines, que l'Allemagne lança sa littérature venimeuse sur l'Afrique septentrionale, l'Asie orientale et extrême, orientale. En Espagne, en effet, la propagande germanique s'étala presque au grand jour malgré la neutralité bienveillante des pouvoirs à l'égard de l'Entente. Elle est placée sous le patronage du prince de Ratibor, ambassadeurs d'Allemagne à Madrid, et recrute ses agents parmi les Allemands installés de longue date, réfugiés ou intérêts, en Espagne. Ses services sont centralisés à Barcelone en dirigés dans cette ville par l'imprimeur et fondeur de caractères Hofer. Elle possède une section de télégraphie sans fil, de presse, d'éditions, mettant à la disposition de journaux et des revues espagnoles les documents, photographies et clichés favorables à la cause des empires centraux.

C'est par Barcelone, Cadix, Almeria, grâce aux agents du *Deutscher Flottenverein*, du *Norddeutscher Lloyd*, des expéditeurs allemands d'Espagne et de leurs sous-ordres espagnols qu'étaient embarqués avec mille ruses sur des navires neutres — hollandais et espagnols de préférence — des tracts en arabe, turc, persan, hindoustani, bengali, pandjabi, malais, chinois, annamite, siamois, imprimés presque tous à Berlin, quelques-uns en Suisse ou même en Espagne, pour prêcher aux indigènes la révolte contre leurs oppresseurs anglais, français, russes et même néerlandais, et pour leur vanter aussi l'invincible Allemagne, protectrice née de l'Islam et des musulmans du globe.

Il s'y ajoute pour « renseigner l'Orient sur la politique mondiale » une revue bi-mensuelle en allemand *N. O. Halbmonatsausgabe des Korrespondenzblattes der Nachrichtenstelle für den Orient*. *Redaktion: Berlin W. 50. Tauentzienstr. 19a* (Nouvel Orient. Edition bi-mensuelle de la feuille de correspondance du bureau d'informations pour l'Orient) qui expose surtout les questions de politique orientale jugées épineuses pour l'Entente, par exemple: la rivalité anglo-russe en Perse; — le Siam et la France; — la situation de l'Inde britannique, etc. Les Alliés peuvent du moins y recueillir des indications intéressantes sur le fonctionnement actuel de l'administration ottomane.

L'*Osmanischer Lloyd*, rédigé aussi en allemand, par un certain Dr Uebelhör, paraît plus spécialement destiné à maintenir haut le moral et la confiance des Allemands fixés à Constantinople et dont la domination orientale doit être parfois hantée par la vision d'une fin brusque et sanglante, à l'orientale aussi.

Ces dangereux ballots étaient, pour l'Extrême-Orient, débarqués, partie au Siam, dont la commode neutralité permet d'en acheminer par la Birmanie et par le Laos sur les Indes, l'Indochine, la Chine, le Turkestan; partie aux Philippines, point terminus de la navigation espagnole, pour être concentrés avec d'autres tracts de même esprit venus de San Francisco. De Manille, les uns et les autres devaient être disséminés dans tout l'Extrême-Orient.

Pour troubler l'Inde anglaise, des émissaires, partis de Turquie, allèrent à travers la Perse et l'Afghanistan dénoncer aux musulmans hindous, au nom du sultan de Stamboul, que leurs gouvernants mêmes leur avaient appris à respecter, les soi-disant crimes de l'Angleterre contre l'Islam. Ils les incitaient à se soulever contre elle, à lui refuser leur appui contre le sultan et son fidèle allié

« Hadji Guilloume », dont ils pouvaient se rappeler le retentissant pèlerinage à Jérusalem et qui, descendant d'une sœur de Mahomet, feignait d'être chrétien pour conserver son pouvoir sur son vaillant peuple, mais avec le désir et la certitude de l'amener bientôt à la foi du Prophète. En attendant ce jour glorieux, les musulmans devaient s'unir aux hindouistes pour profiter de l'extraordinaire occasion qu'ils avaient de libérer l'Inde du joug anglais. A ces bourdes pieusement semées dans la foule ignorante, les Allemands ajoutaient, pour l'élite, de curieuses brochures en hindoustani, en pendjabi, en bengali, habilement rédigées, fort bien présentées au point de vue typographique; toutes flétrissaient les injustices, les crimes de l'Angleterre, montrant sa défaite inévitable sous les coups de l'invincible, de la généreuse, puissante, pieuse Allemagne. Des brochures analogues, en malais, engageaient encore les Malais musulmans des Straits Settlements et des Etats fédérés Malais à se révolter pour renverser la domination infidèle et obéir au khalife de Constantinople.

En Perse, il s'agissait de rendre odieux à la fois Anglais et Russes, et d'en attester à Mahomet bien plus qu'au khalife de Stamboul auprès de musulmans chiïtes. Des tracts, en persan très pur, stigmatisèrent les convoitises anglaises et russes et les bénéfices que pourrait retirer le Chah, pour l'intégrité de son empire, d'une étroite amitié avec l'incomparable Allemagne, protectrice de l'Islam, n'ayant jamais cherché malgré ses victoires et sa prospérité à asservir des terres islamiques.

Des brochures en turc oriental et en turc azéri, à l'usage des musulmans russes, leur dévoilèrent les soi-disant crimes commis par leurs maîtres en Prusse orientale et leur devoir de se révolter contre l'empire des Tsars pour faire cause commune avec les Turco-Germains.

Il n'est pas jusqu'aux Malais et Tiams islamisés de notre Indochine, aux musulmans chinois que l'Allemagne n'ait cherché à gagner à sa cause contre nous.

Bien plus, on retrouve sa main et ses agissements dans les derniers soulèvements, à caractère islamique fort net, des indigènes malais et javanais aux Indes néerlandaises.

L'Afrique septentrionale, grenier d'abondance et pépinière de soldats pour les Alliés a, comme il fallait s'y attendre, attiré tout spécialement l'attention des Allemands. Faute de pouvoir l'aborder par le Nord et la mer que gardaient les escadres de l'Entente, ils en ont tenté la pénétration par le Sud. A travers l'Abyssinie ils ont envoyé de l'argent, des munitions, quelques officiers turcs — sans parler de présents considérables aux Senoussis — pour soulever le Soudan à défaut de l'Egypte et alimenter la résistance aux Italiens en Tripolitaine. Leur échec a été jusqu'ici à peu près complet.

Il en a été de même en Tunisie où la masse de la population, à l'imitation de ses princes, est restée d'un parfait loyalisme malgré les excitations sourdes de quelques fanatiques ou les aigreurs égoïstes de quelques Jeunes-Tunisiens.

En Algérie, au Maroc, Arabes et Berbères se sont enrôlés en foule sous nos drapeaux et l'on sait leurs héroïques exploits. La propagande pour ces deux pays avait été cependant soignée presque à l'excès par les Allemands; ne les pouvant aborder par le Sud, c'est d'Espagne et du Maroc espagnol qu'ils ont essayé de les contaminer. De Madrid, de Séville, de Malaga, partirent avec une activité inlassable pendant toute l'année 1915 et bonne part de l'année 1916 des tracts en arabe, dont plusieurs en caractères maghrébins, d'autres en berbère, tous rédigés avec un art perfide et une impudence rare, pour inciter les Algériens et surtout les Marocains à nous jeter à la mer. Grâce à nos escadres, grâce à une surveillance minutieuse de nos frontières instituée par le général Lyautey, peu de ces factums « aux nobles habitants de la Chaouia » sur

les « infamies françaises » sont arrivés à destination et ils n'ont produit aucun effet.

Voici les titres de quelques-uns de ces réservoirs à gaz asphyxiants intellectuels *Made in Germany* dont un de nos islamologues les plus distingués, M. Cabaton, professeur à l'École des langues orientales, a recueilli inlassablement et traduit avec soin dans leurs plus petites variantes une collection considérable.

Ils visent un double but : exciter la haine et le mépris des musulmans contre les puissances de l'Entente dont on expose les crimes contre leurs sujets islamiques et les constantes défaites dans la grande guerre européenne; exciter l'admiration des mêmes en faveur de l'Allemagne protectrice et amie de l'Islam, riche et victorieuse entre toutes.

Conclusion inévitable : tous les musulmans du globe, asservis par les Alliés ou indépendants, doivent, sous peine de manquer à tous leurs devoirs religieux, adhérer au *djihad*, à la guerre sainte proclamée par le sultan de Constantinople, khalife et commandeur de tous les croyants. Ils sont assurés du succès final, grâce à l'appui de l'invincible Allemagne.

a) Tracts généraux s'adressant à tous les musulmans.

1. — *At-Takim as-Sanawi al-Awwal li-ahmm Hawādith al-Harb al-Hādzir*. [Premières éphémérides annuelles, pour les principaux événements de la guerre actuelle (du début de la guerre à la fin de juillet 1915).] Arabe. In-8°, 50 pages.

2. — *Athār hādhihi'l-Harb*. [Les conséquences de cette guerre.] Arabe. Feuille volante in-4° de 2 pages, sur papier rose, signée Ibn El-Hossein. Cette guerre n'ouvrira-t-elle pas les yeux aux musulmans molestés et opprimés ?

3. — *Bāyam Hāmm li-'Alam al-Islām*. [Exposé important pour le monde de l'Islam.] Arabe. In-16, 15 pages, brochure d'As'ad Sāhib, chef des Nakch bendi ya et successeur de son oncle Khlāid, à Damas. Cette brochure est la troisième d'une série dite *As-Serr Al-Matwi* « Le Secret enveloppé ». Imp. Aⁿ-Nairaki, 1333/1915. Mysticisme et panislamisme au service de l'Allemagne.

4. — *Al-Fadhā' Ar-Rouziya*. [Les atrocités russes (à Memel).] Arabe. In-4°, 13 pages. — Récits de soi-disant atrocités russes lors de la prise de Memel, avec d'horribles illustrations de « massacres » si exagérées qu'elles risquent d'aller contre leur but.

5. — *Al-'Adl*. [La Justice.] Journal arabe « indépendant », bi-hebdomadaire, publié à Constantinople et « qui sert la nation, la société, le gouvernement ».

b) M. Louis Marin cite ensuite seize tracts, s'adressant spécialement aux Algériens, Marocains et Tunisiens, publiés les uns en écriture orientale, les autres en écriture moghrébine pour être plus à portée du public visé.

c) Tracts plus spécialement destinés aux sujets musulmans de l'Angleterre.

Ils ont même esprit et même valeur que ceux destinés aux musulmans d'Égypte.

1. — *Khithāb maftoūh ilā 'l-Mister Asquith, raīs Wizrāt Ingliterrā*. [Lettre ouverte à M. Asquith, président du Conseil des ministres d'Angleterre.] Arabe in-8°, 4 pages, par Mohammed Felmi, président du Comité permanent de la Jeune-Égypte en Europe (Genève, 14 septembre 1915). Cette lettre rappelle les promesses faites par les Anglais d'évacuer l'Égypte.

2. — *Moukārana bain Miṣr wa 'l-Beldjik Taḡrihāt Ingliterrā 'ām 1832-1914 M(ilādiya)*. [Rapprochement entre l'Égypte et la Belgique. Les explications de l'Angleterre pendant les années 1832-1914 de J. C.] Arabe. Imprimé à Berlin, le 1^{er} juillet 1915, pe it in-8°, 18 pages. Par le D^r Mançour Moustafa Rif'at. — A la fin, adresse de l'auteur : Hôtel Deutscher Kaiser, Berlin S. W. — Critique des déclarations officielles du gouvernement anglais.

3. — *Ḥaifa men tārikh Ingliterrā fī-Miṣr... Lest we forget... A page from the history of the English in Egypt*. Mai 1915.

Arabe (8 pages), anglais (4 pages). In-4° oblong, 6 vues de l'exécution des condamnés de Denchawāi (Delta du Nil) et un portrait de Moustafa Kamel pacha. C'est l'exploitation de l'incident de 1895.

[On se souvient que, pour certains esprits, « Denchawaïsme » devint à cet époque synonyme de joug étranger et que, suivant le mot d'un leader jeune-égyptien « c'est à Denchawāi que l'Arbre de la Liberté de l'Égypte musulmane a ses racines profondes ». Toute une littérature populaire s'est alors échafaudée sur ce fait; il en subsiste encore en arabe un drame, « l'Affaire de Denchawāi », par Hasān Mer'yi, et un roman, « La Vierge de Denchawāi », par Mahmoud Taher Hacy (A. C.).]

4. — *Al-Hayāt al-Iktizādiya al-Almāniya ithnā' al-Harb al-hādzira*. [La vie économique de l'Allemagne dans la guerre actuelle.] Arabe in-8°, 72 pages; les 14 dernières occupées par des illustrations relatives à la vie économique de l'Allemagne. Par Ali Al-Idāni Al-Miṣri. — Préface (Le triomphe de l'Allemagne ne fait aucun doute). — I. Ampleur de la vie économique en Allemagne. — II. La lutte économique de l'Angleterre contre l'Allemagne. — III. Les initiatives du gouvernement allemand touchant la vie économique, pendant la guerre. — IV. L'industrie allemande pendant la guerre. — Une figure représente au moyen de soldats de pays et de tailles divers, le nombre de prisonniers faits aux Alliés par les Allemands jusqu'au 28 juillet 1915; il indiquait un total de 1.900.000. Des graphiques montrent quelle est la fortune de l'Allemagne et de ses ennemis. Epigraphe : « Quiconque possède est envié et l'envieux n'est pas le maître. »

Il existe de cet opuscule des traductions en turc, persan, hindoustani, pandjabi, chinois, malais, etc.

5. — *Fachal al-Ingliz fī al-'Irak*. [Echec des Anglais en Mésopotamie.] Arabe. Feuille volante.

d) Tracts de même but édités à la fois en arabe, persan, turc et hindoustani.

1. — *Al-Harb al-'Ammā Mousawara*. [La guerre mondiale illustrée.] Arabe, persan, turc et hindoustani. In-4° oblong, 56 pages. Légende des planches en allemand, espagnol, français, portugais et anglais; tables en arabe, persan, turc et hindoustani. A la fin : « Album de la grande guerre. Edition pour l'Orient publiée par Deutscher Übersiedienst Transocean, G. M. B. H., Berlin W., et Nachrichtenstelle für den Orient, Berlin W 50, Tauentzstrasse 19a. » — Paraît tous les mois.

2. — *Madjmou' khasāir oustoūl al-Angliz wākā l-Fransis imām Madhik ad-Dardanih hatta nihāyat chahr mayoū*. [Pertes subies par les flottes anglaise et française devant les Dardanelles, jusqu'à la fin de mai 1915.] Arabe, persan, turc et hindoustani. In-4° oblong, 11 pages. Vues de vaisseaux détruits avec un texte explicatif dans les langues ci-dessus.

3. — *Kulāqā wākā*. — *Denchawāy Hadisesiniū Khoulāqase*, [Résumé de l'affaire de Denchawāi.] Arabe, persan, turc, hindoustani. In-4° oblong, 12 pages, 6 planches avec texte explicatif en turc, arabe, etc.; le tout déjà utilisé pour « Une page de l'histoire des Anglais en Égypte » indiqué plus haut.

e) Tracts en langues de l'Inde contre nos alliés anglais.

En ce qui concerne l'Inde, les pamphlétaires se trouvent gênés : les musulmans hindous ont été dès longtemps, à titre de minorité malgré leur nombre de 65 millions, l'objet des faveurs anglaises. Aussi on expose surtout les soi-disant « crimes » des Anglais contre la masse hindouiste, leur administration égoïste, qui empêche l'Inde de développer son industrie; on révèle les défaites qu'ils ont subies en Mésopotamie et Europe; le triomphe inévitable et déjà « kolossal » de l'Allemagne qui remporte constamment des victoires, a fait déjà des millions de prisonniers et dont l'industrie, les finances sont plus prospères que jamais.

Conclusion : musulmans et hindouistes doivent s'unir pour libérer l'Inde avec l'appui de l'Allemagne; leur avenir est en leurs mains.

I. — En hindoustani :

1. — *Dounyā ki djang kā pahld sāl*. [La première année de guerre universelle.] Hindoustani. In-8°, 28 pages, lithog. — I. Introduction : apologie de l'Allemagne, puissance pacifique qui

voulait la paix, l'a fait durer 45 ans, et doit lutter contre une coalition mondiale. — II. L'Allemagne est l'amie de l'Islam. — III. Comment la guerre est survenue. — IV. La guerre sur le front occidental. — V. La guerre sur le front oriental. — VI. Guerre de proie et de commerce.

2. — *Hindason ki gawahi*. [Témoignages mathématiques.] Hindoustani-ourdou. In-8°, 32 pages, lithog. Publication de l'*Hindustan Gaddar* de San Francisco. La situation de l'Inde avec de nombreuses statistiques à l'appui. Critique mordante de l'administration anglaise.

3. — *Roûs Baghyôn ki Dâsâtén, ya'ni Roûs ki Gadar Parti ké Oulou'f-Azm Sourbirôn va-Birniyôn ké Diltchasp Kahâniyan*. Histoire des révolutionnaires russes. Hindoustani. In-4°, 64 pages, lithog. Publié à San Francisco par le *Gadar*. Principaux sujets traités : Formation du parti révolutionnaire russe : Vladimir Bourtsév ; le sang des martyrs, Sophie Pieroskia, Vera Figuev Léon Deutsch ; la grève de la faim ; la grève générale ; histoire d'une jeune fille russe : Maria Spiridovna. — Ce pamphlet est destiné à l'éducation des révolutionnaires hindous et à les encourager.

4. — *Hindustan mên Angrizi râj*. [La domination anglaise dans l'Inde.] Hindoustani. In-8°, 15 pages. C'est une traduction de l'étude de M. William Jennings Bryan, « Secretary of State of the United America », intitulée *British Rule in India* (Petit in-8°, 14 pages).

5. — *Ghaddar*. [Le Glaive.] Hindoustani. Journal lithographié à San Francisco, révolutionnaire et anti-anglais, organe des agitateurs hindous réfugiés en Californie et aux Philippines. Les sous-titres, en caractères latins, portent : *Hindustan Gaddar*, et plus souvent, *Hindustan Gadar*. — Le n° du 22 mars 1916 renferme de violentes attaques contre la domination anglaise, un article magnifiant la victoire allemande et flétrissant les « bandits de l'Inde », c'est-à-dire les Anglais.

II. — En pandjabi :

1. — *Amgân dî gawâhî. Ghadar parai de pustakâm dî larî Amgrezi râj wich prajâ de duckh dî kakârî. Eh amg wahowakh kilâbâm srakârî rapotâm wichom laë gaë hai, san 1915*. [Témoignages mathématiques. Série de livres pour les lecteurs du *Ghaddar* (*Hindustan Gadar*). Histoire des souffrances du peuple dans l'Inde anglaise. Les chiffres ont été de temps en temps empruntés aux documents et rapports officiels.] Pandjabi. In-8° 32 pages, lithog. Publication de l'*Hindustan Gadar*, de San Francisco, tirée à 10.000 ex. et distribuée gratis. L'analyse de cette brochure a été donnée plus haut, voir *Hindason ki gawahi*.

2. — *Bandê mâttram. Ghadar dî Gumj. Deçhagatâm dî Bâni* [Mère [Inde], je te salue. Série du *Ghadar*. La voix des patriotes.] Pandjabi. Gr. in-8°, 32 pages, lithogr. Recueil de chants patriotiques et de poèmes révolutionnaires, formant le n° 2 d'une série de tracts publiés par l'*Hindustan Gadar* et distribués gratis par le *Yugântar Acrama*, « Les temps nouveaux », société révolutionnaire hindoue qui a son siège en Amérique, et dont le programme est : l'Inde aux Hindous. — *Bandê mâttram* est un hymne de protestation et de révolte, interdit dans l'Inde, et que chantent les autonomistes hindouistes et musulmans. — *Bandê Mâtaram* sert aussi, depuis quelques années, de pseudonyme et d'épigraphe aux œuvres d'un agitateur hindou réfugié à San Francisco, d'où il envoie clandestinement dans l'Inde britannique force écrits subversifs.

3. — *Bandê mâttram. Ghadar dî Gumj. Deçhagatâm dî Bâni*. [Mère, je te salue. Série du *Ghadar*. La voix des patriotes.] Pandjabi. Gr. in-8° 1916, 32 pages, lithog. Nouveau recueil, débutant par le *Bandê mâtaram*, de chants patriotiques et de poèmes révolutionnaires, formant le n° 3 de la série de tracts publiés par l'*Hindustan Gadar*. Tirage 11.000 exemplaires.

4. — *Diverses brochures en langues de l'Inde* portant les titres suivants : Manifeste de l'Association indépendante de l'Hindustan. — L'Orient, la guerre mondiale et le joug mondial anglais. — L'Afghanistan. — L'Angleterre et l'Arabie. — Le compromis anglo-russe. — Le Siam, etc.

f) Contre nos alliés russes.

Il semble qu'en ce qui regarde nos alliés russes la propagande allemande ait peu compté sur la cohésion de leurs sujets musulmans, ou bien qu'elle ait préféré la propagande orale et occulte assez facile à exercer auprès d'eux. Les tracts, dans la plupart des dialectes turcs parlés en Russie, flétrissent bien « les atrocités russes à Memel, ou

Prusse orientale », là où elles risquaient le plus de laisser les musulmans indifférents, « les agissements du général Lyautey au Maroc », mais se bornent surtout à défigurer les événements de la guerre mondiale et à proclamer le rapide triomphe de l'Allemagne.

Ajoutons que les Allemands publient depuis quelques mois un journal en géorgien, le *Qarthouli Gazethi*, qui avec le *Rouskii Viestnik* (le messager russe), destiné à déprimer les prisonniers russes, sont de dignes pendants de la trop fameuse *Gazette des Ardennes*.

I. En turc azéri, à destination spéciale des musulmans de Russie et de l'Azerbaïdjan

Butun Dunyâ Soghounouñ èvvêlki yelenda boulghan èñ muhimn vake' alare, 1915 *nitchi yel 31 eyyoulguè kadare*. [Les plus importants événements de la guerre mondiale, jusqu'au 31 juillet 1915.] Turc azéri. In-8°, 64 pages.

II. — En turc oriental, pour les musulmans de Kazan et d'As-trakan :

1. — *Oumoûmi soughouch daghi bir yellek Wake'alareneñ Khoulsase, yel 1914-1915*. [Les plus importants événements de la guerre mondiale, année 1914-1915.] Turc oriental, in-16, 54 pages. Résumé historique.

2. — *Guïrmaniada Iktisâdi Dormouch hêm soughouch*. [La situation économique en Allemagne et la crise européenne.] Turc oriental. In-8°, 56 pages, vues et graphiques. — Voir plus haut le sommaire de cet opuscule, article *Al-Hayât al-Iktiçâdiya...*

3. — *Irân dooulati vè Avrupa soughouch*. [Le gouvernement persan et la crise européenne.] Turc oriental. In-8°, 52 pages. La conclusion de ce pamphlet, paru aussi en persan, est : La neutralité est-elle possible ?

4. — *Fansouzalareng general rezidentining Marokda seuiléken seuzlêri munâsèbètile*. [A propos du discours du Résident général de France au Maroc.] Turc oriental. In-8°, 22 pages, 2 fig. : portrait du général Lyautey et têtes de Marocains décapités. Pamphlet traduit de l'arabe, et dont il existe une édition en persan. L'auteur, un soi-disant uléma arabe, dit avoir voulu, en commentant phrase par phrase le discours du général Lyautey à Souk-el-Arba, mettre ses coreligionnaires en garde contre leurs tyrans, les Français. L'auteur dit habiter Berlin, et connaître à fond le monde de l'Islam.

5. — *Rouslareng zulmlêri*. [Les atrocités russes.] Turc oriental. In-4° oblong, 12 pages. Récit des soi-disant atrocités commises par les Russes, lors de la prise de Memel, avec photographies. Voir l'édition arabe, article *Al-Fadhâ' Ar-Roussiya*.

III. — En géorgien.

Qarthouli Gazethi. [La Gazette de Géorgie.] Géorgien. In-4°, 8 pages. Journal destiné à soutenir les droits des Géorgiens contre leurs « oppresseurs » russes, et publié par la « Nachrichtenstelle für den Orient », Tauentzienstr. 19 a, Berlin W. 50.

g) Pamphlets plus généraux adressés aux peuples islamiques ou extrême-orientaux qu'il s'agit de gagner à la cause germanique.

Ces écrits sont particulièrement curieux en ce qu'ils montrent, s'adressant aux Ottomans alliés de l'Allemagne ou à la Perse supposée hostile à l'appui russe et anglais, combien les Germains redoutent l'antipathie des masses turque et persane à leur égard. Ils cherchent à les gagner en calomniant auprès d'elles les puissances de l'Entente et en se représentant comme le pays pacifique par excellence qui, contraint à la guerre, mais sûr de sa force, voit dans la victoire seulement une occasion de délivrer les peuples islamiques injustement asservis ou menacés par l'Entente.

Les tracts en chinois vantent surtout à la Chine l'industrie et les produits allemands ; en claironnant sa victoire, donnée pour certaine, c'est surtout le marché chinois que vise la Germanie.

I. — En turc osmanli à destination des Ottomans d'Europe et d'Asie.

1. — *Flitâf-i Musellès Dêvletlêriniñ Nêchriyâte'nazrèn Harb-*

oumoumenê Mènchêlêrî. [Réponse aux publications des gouvernements de la Triple Entente. Les causes de la guerre mondiale.] Turc. In-8°, 80 pages, Constantinople, Ahmed Ihsân et C^{ie}, sept. 1333 (1915), 2^e édit. tirée à 5.000 ex. C'est la traduction turque faite par Ibn Chems ud-Din Sivâsi Rechîd Savfet, et accompagnée d'une préface de Talaat bey, ministre de l'Intérieur, des déclarations du ministre allemand des Finances, le Dr Hellferich. Conclusion : la responsabilité du cataclysme incombe à l'Entente.

2. — *Harb-i 'oumoumenê bir sênênîñ Khoulôsai-Voukou'dte sênê 1914-1915.* Turc. In-8°, 30 pages, apologie de l'Allemagne, puissance pacifique qui voulait la paix, l'a fait durer 45 ans, et doit lutter contre une coalition mondiale. — I. Introduction. II. — L'Allemagne est l'amie de l'Islam. — III. Comment la guerre est survenue. — IV. La guerre sur le front occidental. — V. La guerre sur le front oriental. — VI. Guerre de proie et de commerce.

3. — *Alman Hayât-i Ihtisâdiyêsi vè-Harb.* [La domination anglaise aux Indes.] Turc. In-8°, 32 pages, traduction de l'opuscule de W. J. Bryan, que les Allemands ont largement répandu en anglais. Cf. plus haut, *Hindustân mên Angrîzî râj.*

5. — *Guendj Dirnêklêrî Techkili Hakkenda Kânôn-i Muvekkal u-Ta'limât-nâmê.* [Loi provisoire sur la formation des sociétés de jeunes gens (pour la préparation militaire), et recueil d'instructions.] Turc. In-16, 49 pages. Constantinople, Imp. militaire, 1332. Un appel patriotique aux jeunes gens accompagne les textes officiels. A la fin une marche militaire notée en musique européenne.

6. — *Tevîr-i Efkiâr.* [La reproduction des pensées.] Turc. Quotidien « Indépendant », de Constantinople. Le n° du 9 août 1916 renferme un article sur le nouveau parti de Pierre Carp, en Roumanie.

II. — En persan.

1. — *Iran vè-Djeng-è Ferenguistân, 133.* [La Perse et la guerre européenne, 1333 (1914).] Persan. In-8°, 46 pages. Sommaires : Gravité de la situation actuelle. — Rivalité anglo-russe — Injustice et cruauté des Russes. — L'Angleterre s'associe à l'étranglement de la Perse? — L'espoir du salut de la Perse chez les Anglais. — Les officiers suédois et belges en Perse. — Atteintes portées par les Anglais et les Russes à la neutralité persane. — La conquête du monde et la violation des traités. — Quelle est l'attitude de la Perse. — Conclusion et résultats. — Appendice. — La neutralité est-elle possible? — (Le problème est ainsi posé : l'Allemagne et l'Autriche luttent à la fois pour le droit et contre les ennemis historiques de la Perse.)

2. — *Ghalebèyé-Bakk yâ Kachf-é Desâyê.* [Le triomphe du droit, ou les intrigues dévoilées.] Persan. In-8°, 35 pages. Le but de ce pamphlet est de rallier les Persans à la cause de l'Allemagne, en tant que Persans et en tant que musulmans. L'Allemagne, puissance humanitaire, juste, bienfaisante, qui fait la guerre pour défendre le droit, et en observant les prescriptions de l'humanité, est l'amie naturelle des Persans; elle assurera à leur pays un brillant avenir par le chemin de fer de Bagdad (on insiste particulièrement sur ce point) : intérêt, justice, raison, tout porte les Persans à faire cause commune avec les Allemands.

3. — *Kiyâmet-é Irân.* [La résurrection de la Perse.] Persan. Petit in-8°, 14 pages. Brochure signée Féridoun, et datée du 28 moharram 1334 (1915). La Perse, dont la situation est critique doit se réveiller, chasser les envahisseurs, venger l'honneur national et assurer son indépendance. En première page, on rappelle la destitution du trésorier général américain de Perse, Mr. Morgan Schuster, renvoyé sur l'ordre des Russes.

4. — *Zendêganî iktisâdî Almân vè-Djeng.* [La vie économique de l'Allemagne et la guerre.] Persan. In-8°, 54 pages, les quatorze dernières occupées par des illustrations relatives à la vie économique de l'Allemagne. Voir ci-dessus le sommaire de cette brochure, article *Al-Hayât al-Iktiçâdiya.*

III. — En chinois.

1. — *Ngeou tcheou tchan yi ta che ki.* [Récit des principaux événements de la guerre européenne.] Chinois. In-8°, 54 pages. Simples éphémérides (23 juillet 1914-30 juillet 1915) sans le moindre commentaire qui trahisse le rédacteur, sinon qu'il n'y est traité jamais que des victoires allemandes.

2. — *Che hio siu to tsan ma tchang louen kiun che chang tche tsin hîu.* [Suite d'un précédent mémoire. Exposé du remarquable discours du chancelier de l'empire allemand touchant la guerre et les affaires militaires.] Chinois. In-4°, 23 pages, lithographié. Réplique aux articles d'un journal chinois, soi-disant à la solde de l'Angleterre depuis 1914. Toutes les personnalités militaires s'accordent à dire que les nouvelles armées mises en ligne

par l'Allemagne en 1915 ont jusqu'ici excellemment réussi et n'ont subi aucun échec sérieux.

3. — *To kouo king tsi yu tchan tcheng tche kouan hi.* [La vie économique de l'Allemagne dans la guerre actuelle.] Chinois. In-8° carré, 86 pages, lithographie. Illustrations relatives à la vie économique de l'Allemagne et représentant le nombre de prisonniers faits par les Allemands, utilisées dans tous les pamphlets de même titre et en diverses langues. Voir le sommaire donné pour la version arabe : *Al-Hayât al-Iktiçâdiya...*

4. — *Hie houo Pao.* [L'Union.] Chinois. In-4°, 20 pages, imprimerie allemande de Frank Pakian (?), à Pékin. Périodique destiné à défendre en Chine les idées et les intérêts allemands. Nombreuses annonces de firmes allemandes (construction de locomotives, de locomobiles, de machines, matériel de chemin de fer).

Toutes ces brochures, quelle qu'en soit la langue, sont rédigées dans le même esprit. Elles dénoncent les injustices, les crimes, les incapacités des Alliés représentés comme les oppresseurs de leurs sujets et de tous les peuples orientaux, comme les ennemis nés des musulmans.

Aujourd'hui la tactique a changé : aux indésirables brochures, les Allemands, instruits par l'expérience, tentent de substituer les individus : c'est en ravitaillant, au départ d'Espagne ou du Maroc espagnol, Raissouli et les dissidents marocains qu'ils s'efforcent de nous créer des embarras plus sérieux.

On ne saurait enfin oublier qu'à l'instigation de l'Allemagne il s'est fondé à Lausanne une « Société internationale musulmane » avec l'appui moral et financier de l'ex-khédive d'Égypte, Abbas Hilmy. La parcimonie très connue de ce dernier suffirait seule à démontrer que, sous son nom, c'est l'Allemagne qui agit.

Avec son argent, des journaux sont soudoyés, des conférences panislamiques prononcées et, sous prétexte de s'occuper des prisonniers musulmans (Algériens, Tunisiens, Marocains), internés en Suisse, on a un moment accompli auprès d'eux un véritable ministère d'espionnage et cherché, sans le moindre succès, à les endoctriner pour en faire, après la guerre, les agents de la propagande germano-islamique dans leur pays.

L'hypocrisie de cette propagande panislamique de l'Allemagne à l'adresse des territoires musulmans des Alliés est soulignée par ce fait que, dans ses propres colonies de l'Est africain, elle se montrait ennemie déclarée de l'Islam.

Les Anglais, après la prise de Moschi, ville importante de l'Afrique Orientale Allemande, trouvèrent dans les archives de la Ville une curieuse circulaire confidentielle, en date du 13 octobre 1913, émanant du gouverneur général de l'Afrique orientale, Schnee, à Dar-es-Salam et disant :

Je prie le service de vouloir bien me rendre compte, dans un délai de trois mois, des moyens qui lui semblent indiqués pour combattre efficacement la propagande islamique exercée par des fonctionnaires de la colonie, en particulier par les maîtres des écoles officielles. Y a-t-il lieu de prendre un arrêté interdisant radicalement à ces maîtres toute propagande musulmane? On pourrait aussi envisager une mesure tendant à défendre aux instituteurs de pratiquer, en dehors de leur emploi public, la circoncision et de remplir l'office d'imâm à la mosquée. De même, il sera bon d'examiner si une interdiction identique devrait être étendue aux autres agents de couleur du gouvernement. Enfin, les gens compétents recommandent comme moyen éprouvé contre la propagande de l'Islam de favoriser l'élevage du porc parmi les indigènes.

Je vous prie de prendre position également à l'égard de cette question (1).

C'est bien la preuve que la politique de l'Allemagne envers l'Islam n'était pas autre que sa politique vis-à-vis

(1) L'Asie française avait déjà publié ce document.

du monde jaune ou vis-à-vis du monde noir. On se rappelle la déclaration de guerre de l'empereur à l'Extrême-Orient, le gantelet de fer de son frère, les projets de partage de la Chine. On sait qu'en Afrique, nulle politique ne fut plus cruelle que celle de l'Allemagne vis-à-vis des Noirs.

La nation qui devait commettre vis-à-vis des Belges et des Français envahis tant d'atrocités ne pouvait être meilleure dans sa bienveillance apparente pour l'Islam.

Il est indéniable que la propagande de l'Allemagne visant à soulever contre les Alliés tous leurs sujets musulmans a été organisée sur un plan grandiose et méthodique et poursuivi avec une inlassable énergie depuis le début de la guerre. Très onéreuse, elle paraît avoir totalement échoué.

Son insuccès semble dû à ce qu'elle était surtout livresque quoique s'adressant aux peuples orientaux dont la lecture est le moindre souci ; il y a là une grave erreur de psychologie. Son insistance à porter l'Allemagne aux nues, les exagérations trop évidentes de ses statistiques contribuaient encore à la rendre suspecte, même à ceux des musulmans les mieux disposés à l'écouter.

Les Allemands n'ont d'ailleurs pas négligé d'essayer de fomentier des complots parmi les musulmans des Alliés ou même de puissances neutres insuffisamment germanophiles.

Leur activité dans notre Afrique du Nord s'est concrétisée au Maroc dans les agissements de Raïssouli et des dissidents marocains pour renverser le sultan légitime Moulay Youssef ; on a été édifié au début des opérations par des procès d'espionnage retentissants : « Il ne faut pas, avait écrit le 4 août un des inculpés, qu'un seul Français sorte vivant du Maroc. » En Algérie et en Tunisie, une immense propagande a abouti, en tout et pour tout, à de légères échauffourées à Batna et dans le Sud-Tunisien.

En Indochine, nous retrouvons leur main dans les troubles du Cambodge et de Cochinchine à propos du recrutement : dans les premiers, un rôle net a été joué par les Malais musulmans du Cambodge qui sont en relations avec les Malais des Straits Settlements et des Indes néerlandaises, les uns comme les autres sous l'action des Allemands installés à Bangkok. C'est encore du Siam devenu un véritable foyer d'espionnage allemand contre nous et contre l'Angleterre, que sont partis l'argent et les instructions allemandes qui, tout au début de la guerre, agitèrent le haut Laos. Les troubles de Cochinchine ont été encore soudoyés par les Allemands de Chine, par l'intermédiaire des sociétés secrètes chinoises.

Dans l'essai de rébellion des musulmans du Yunnan, aux portes mêmes de notre Tonkin, on ne saurait davantage ignorer la part due à l'Allemagne.

Les Russes ont eu à lutter contre des bandes sous les ordres d'officiers allemands, venues de Chine et qui par la Mongolie et la Mandchourie avaient pour mission d'endommager le Transsibérien et d'entraver le ravitaillement en munitions fait par le Japon et par l'Amérique.

Aux Indes néerlandaises, le gouvernement hollandais, qui se fiait à sa parfaite neutralité, a eu la désobligeante surprise de quelques violentes émeutes islamiques à Bantam, à Djambi, dans le pays de Padang avec la complicité avérée de l'Allemagne.

En Tripolitaine, les Allemands ont pris au moins la peine d'abriter leurs menées sous le couvert d'officiers turcs allemands et des Senoussis.

Par contre, il n'est moyen qu'ils n'aient mis en œuvre pour arriver au soulèvement de l'Inde qui leur tenait au cœur autant que celui de notre Afrique septentrionale. Des émissaires germano-turcs par la Perse gagnèrent l'Afghanistan dans l'espoir de le jeter dans la lutte contre l'Angleterre. Le gouvernement britannique en fut averti par l'émir même des Afghans ; il a pu annoncer à la Chambre

des Communes que bien peu des *missi dominici* germains avaient eu chance de rentrer dans leurs foyers. D'autres partirent du Siam pour pénétrer dans l'Inde par la Birmanie. Mais c'est surtout par la voie américaine de San-Francisco, avec escale aux Philippines, qu'armes et chefs s'acheminèrent vers les mécontents hindous. San Francisco était devenu le refuge des agitateurs nationalistes hindous, de tous les « babous » séditieux, de tous les intellectuels et révoltés qui aspiraient à jouer un grand rôle aux Indes. Il y a quelques jours à peine, l'arrestation à New-York de l'agent allemand, le docteur Sokunner et du docteur nationaliste Chakravartin révéla que le dernier avait reçu déjà plus de 300.000 francs pour entretenir de l'agitation dans l'Inde et y introduire en contrebande des armes rassemblées en Chine par les soins du premier.

Malgré la dissémination méthodique de centaines de propagandistes et d'agitateurs soudoyés, l'Allemagne jusqu'ici n'a rien pu obtenir aux Indes. Les musulmans hindous n'auraient pas eu même besoin des appels de l'aga Khan et des souverains islamiques de l'Inde pour se rappeler qu'ils avaient toujours été traités par l'Angleterre en enfants de prédilection ; leur loyalisme n'a pas fléchi.

Ce loyalisme, appuyé d'une claire vue de l'asservissement de la Turquie à l'Allemagne, a fait échouer le plan grandiose d'un djihâd ou guerre sainte déclanchée par l'appel du sultan de Stamboul à tous les musulmans du globe contre l'Entente au seul profit de l'Allemagne.

Cette conception « colossale » reposait elle-même sur une erreur de même dimension, ainsi que l'a démontré, avec une logique impitoyable, l'islamologue néerlandais Snouck Hurgronje dans son livre récent : *Guerre sainte made in Germany*.

Pour les musulmans, en principe, la guerre est toujours « sainte » puisqu'elle doit être toujours dirigée contre les non-croyants pour les convertir ou pour les asservir à la communauté islamique. C'est ainsi que les premiers khalifes dirigèrent le *djihâd* contre l'Europe, l'Asie et l'Afrique pendant les deux premiers siècles qui suivirent la mort du Prophète.

En 1914, les musulmans de Turquie accueillirent avec indifférence le prétendu *fétoua* rendu par le cheick-ul-islam de Constantinople, sur l'ordre des Jeunes-Turcs athées et, de ce fait, beaucoup plus en horreur aux bons musulmans que les infidèles eux-mêmes, et qui servit de base au manifeste du sultan, à l'armée et à la flotte, le 12 novembre 1914.

Ce manifeste avance que la Russie, l'Angleterre, la France ont commencé les hostilités ; aussi le sultan déclare le djihâd pour assurer, avec la prospérité de l'empire turc, celle des 300 millions de musulmans du globe. Ces 300 millions doivent lutter contre l'Entente avec la Turquie et ses fidèles alliés l'Autriche et l'Allemagne....

Toute cette énorme pharmacopée venimeuse a totalement manqué son objet parce qu'il y a dans le monde musulman des forces morales, des capacités de loyalisme que ne pouvaient découvrir les lunettes des *Doktoren* qui compulsaient des doctrines, essayant d'en tirer des conclusions applicables aux ennemis du *Deutschthum*, et s'ingéniant à des ruses de pédant et de cuistre. Mais il est intéressant de passer en revue, avec M. Louis Marin, cet arsenal. L'exemple n'est pas à suivre, mais cet effort du pachyderme germanique est à méditer : il doit nous inspirer non l'imitation, mais l'émulation dans l'effort.

MANIFESTATIONS SIONISTES

Les manifestations d'intérêt que des organes juifs portent à la Palestine se sont beaucoup multipliées depuis trois mois. Elles méritent toute notre attention, non seulement parce que l'avenir de la Palestine ne peut manquer d'affecter profondément la puissance qui a, en Syrie, des traditions et des intérêts spéciaux, mais encore parce que le sionisme revêt un caractère nationaliste singulièrement accentué et qui pose pour les Juifs eux-mêmes les problèmes les plus sérieux. La constitution en Palestine d'un Etat politique dont la raison d'être serait le judaïsme aurait sans doute des répercussions très étendues sur la situation des Juifs dans le monde entier.

* *

Commençons par noter qu'une des causes de la recrudescence de l'intérêt qui a été porté ces derniers temps à la Palestine vient non pas d'aspirations du monde israélite mais bien des souffrances que des colons juifs installés dans des colonies sionistes de Palestine ont subies récemment du fait des Turcs. Le 28 mars l'ordre d'évacuation de la population civile d'une partie de la Palestine était publié par les Turcs et, si nous en croyons le *Bulletin juif* de Lausanne, cet ordre portait surtout sur l'élément israélite. On peut se demander si les Turcs n'ont pas vu dans les Juifs de Palestine les éléments d'une nationalité qu'il convenait d'extirper, tout comme les Arméniens et autres chrétiens ou même les Arabes, pour permettre la turquisation de l'Empire ottoman. Quoi qu'il en soit, dès la fin de mars, trois cents personnes environ avaient été expulsées. Le 1^{er} avril tous les Juifs recevaient l'ordre de quitter Caïffa et ils se retiraient en laissant derrière eux tous leurs biens et en emportant un léger bagage dont la quantité était singulièrement réduite par le prix formidable qu'atteignait la location des charrettes et des bêtes de somme capables d'assurer leur transport.

On assure qu'en Palestine huit mille Juifs ont été expulsés et que dès leur départ des bandes de pillards, composées en partie de femmes bédouines, ravagèrent leurs maisons et amenèrent des chameaux et des ânes pour pouvoir plus facilement emporter leur butin ; quelques Israélites de nationalité ottomane auraient même été pendus.

Ces événements ont provoqué le plus vif émoi dans les milieux Israélites de tous les pays. En Amérique notamment on s'en est ému. Il en a été de même en Angleterre. En Allemagne même quoiqu'il s'agisse des méfaits d'un des alliés de l'empire, le sentiment de la solidarité israélite semble avoir été vivement excité. La *Gazette de*

Francfort a cru devoir publier des articles interprétant la conduite du Gouvernement ottoman et l'excusant plus ou moins. C'est en vain d'ailleurs qu'elle a parlé « de calomnies inventées par les Anglais comme en ce qui concerne la Belgique et le nord de la France » où l'on sait que les Allemands se sont conduits avec la plus parfaite correction et la plus grande mansuétude. Les nouvelles données à Berlin constataient que des « excès isolés » avaient été commis. Le *Berliner Tageblatt* qui a les mêmes attaches que la *Gazette de Francfort* publiait, vers le milieu de mai, un appel qui démentait singulièrement les dénégations d'abord opposées aux nouvelles venues de Palestine. Après avoir parlé des souffrances de la population juive de ce pays qui a été obligée d'évacuer ses colonies, le *Berliner Tageblatt* concluait ainsi : « Juifs, dans tous les pays, tout le monde juif doit prouver qu'il n'abandonne pas les pionniers de notre régénération dans le pays de nos pères. Des enfants et des femmes, des personnes âgées et malades attendent notre secours. L'organisation de secours, grands, rapides et étendus est nécessaire. Nous nous tournons vers tout Israël avec cet appel urgent : secours ! secours prompt ! secours avec amour ! Israël fera tout son devoir. »

Il semble d'ailleurs qu'en présence de la sympathie puissante que les colons juifs de Palestine pouvaient trouver chez leurs coreligionnaires du monde entier, les Turcs se soient quelque peu modérés et aient évité de se conduire à leur égard comme ils l'ont fait avec les Arméniens, Chaldéens et autres populations qui n'ont pas les mêmes ramifications dans les pays d'Occident. Quoi qu'il en soit, depuis quelques jours, il n'est plus guère question de ces excès commis par les Turcs sur les sionistes de Palestine.

* *

Tandis que l'on s'intéressait à eux, la question du sionisme en lui-même était l'objet de discussions très intéressantes parmi les Israélites d'Angleterre. Le *Times* publiait le 24 mai l'appel suivant, condamnant le sionisme sous sa forme extrême et publié par des représentants des associations juives les plus puissantes de Grande-Bretagne :

La Terre Sainte présente nécessairement un intérêt profond et international pour tous les Juifs comme ayant été le berceau de leur religion, le principal théâtre de l'histoire biblique et le lieu de ses souvenirs sacrés. Les Juifs ne considèrent cependant pas ce pays comme un simple sanctuaire ou un lieu de pèlerinages. Depuis l'aurore de leur émancipation en Europe ils ont fait un de leurs premiers soucis de la régénération de la population juive de la Terre Sainte et ils ont toujours nourri l'espoir que, grâce à leurs efforts, une communauté juive, digne des grands souvenirs l'entourant et devenant une source d'aspirations spirituelles pour tout Israël, serait restaurée sur le sol de la Palestine. Aussi la Commission commune de nos associations a salué avec une profonde satisfaction les perspectives ouvertes par le progrès victorieux de l'armée britannique en Palestine.

Désireuse de voir toutes les sections et tous les partis du monde juif s'unir en un effort commun, la Commission a fait connaître aux organisations sionistes, dès l'hiver 1914, sa disposition à coopérer avec elles sur la base du programme dit de « culture » qui avait été adopté aux deux derniers congrès sionistes de 1911 et 1913. Ce programme visait tout d'abord à faire de la Palestine un centre spirituel juif en assurant aux Juifs de ce pays et aux colons qui pourraient se joindre à eux de telles conditions d'existence qu'ils seraient dans la meilleure situation possible pour développer l'esprit juif selon son propre génie. Les questions politiques plus vastes, qui ne concernaient pas directement cet objet principal, furent ajournées au moment où leur solution deviendrait nécessaire et possible.

Malheureusement un accord sur cette base ne s'est pas montré réalisable et la Commission commune se voit en conséquence obligée de continuer isolément son travail. Elle le fait sur la base de la formule adoptée par elle en mars 1915, formule selon laquelle il était proposé de recommander au gouvernement de Sa Majesté la reconnaissance formelle du haut intérêt historique que la Palestine présente pour la communauté juive et de faire une déclaration publique qu'à la fin de la guerre « la population juive devra être assurée de jouir d'une liberté civile et religieuse égale et de droits politiques égaux à ceux du reste de la population, de facilités raisonnables, pour s'installer dans le pays et coloniser, et de tels privilèges municipaux dans les villes et dans les colonies habitées par eux qui se révéleront nécessaires ». Telle est encore la politique de la Commission.

Cependant la Commission a appris, par les déclarations qu'ont publiées les chefs sionistes dans ce pays, que ceux-ci sont maintenant en faveur d'un programme beaucoup plus étendu et d'un caractère essentiellement politique. Deux points de ce programme semblent à la Commission prêter aux objections les plus graves pour des raisons d'ordre public.

Le premier est la demande que les colonies juives de Palestine soient reconnues comme possédant un caractère national dans le sens politique du mot. Si cette revendication avait une importance purement locale on pourrait bien la laisser se poursuivre en relation avec les exigences générales de la réorganisation du pays sous un nouveau pouvoir souverain. La Commission n'aurait en effet aucune objection à formuler si la nationalité juive locale devait se constituer dans de telles conditions. Mais la présente revendication n'a pas ce caractère limité. Elle fait partie d'une théorie sioniste plus vaste, qui considère les communautés juives du monde entier comme constituant une nationalité distincte mais sans foyer, incapable de s'identifier d'une manière complète au point de vue social et politique avec les nations au milieu desquelles elle vit; on soutient que pour cette nationalité sans foyer un centre politique et une patrie en Palestine sont nécessaires.

Contre cette théorie la Commission proteste fermement et de la manière la plus sérieuse. Les Juifs émancipés de ce pays se considèrent comme une communauté religieuse et ils ont toujours fondé leur revendication de l'égalité politique avec leurs concitoyens des autres religions sur ce principe qu'ils n'ont pas d'aspirations nationales distinctes dans le sens politique du mot. Ils tiennent le judaïsme pour un système religieux dont leur statut politique est indépendant, et ils maintiennent que, comme citoyens des pays dans lesquels ils vivent, ils sont entièrement et sincèrement identifiés à l'esprit national et aux intérêts de ces mêmes pays. Il s'ensuit que l'établissement d'une nationalité juive en Palestine, fondée sur la théorie d'un Israël sans foyer, doit avoir dans le monde entier pour effet de marquer les Juifs comme des étrangers dans

leurs pays natals et de saper la situation qu'ils ont lentement conquise de citoyens et de nationaux de ces pays. De plus une nationalité politique juive, créée et poussée jusqu'à sa conclusion logique, doit, dans les circonstances présentes du monde, se présenter comme un anachronisme. La religion juive étant la seule pierre de touche certaine du Juif, la nationalité juive devrait être fondée sur la religion et limitée par elle. On ne peut pas admettre qu'aucun groupe de Juifs contemporains tendrait vers une communauté politique gouvernée sur une base religieuse et apportant par là des limites à la liberté de conscience: or une nationalité religieuse peut-elle s'exprimer politiquement d'une autre manière? La seule alternative serait une nationalité juive séculière recrutée sur quelque base de race imprécise et obscure et sur des particularités ethniques. Mais ceci ne serait juif dans aucun sens spirituel et l'établissement en Palestine d'une telle nationalité serait le reniement de tous les idéaux et de toutes les espérances sur lesquels la résurrection de la vie juive, dans ce pays, se recommande à la conscience et à la sympathie israélites. Pour ces raisons la Commission répudie de la manière la plus sérieuse les propositions nationales des sionistes.

Le second point du programme sioniste qui a soulevé les objections de la Commission est la proposition d'investir les colons de Palestine de certains droits spéciaux supérieurs à ceux dont jouirait le reste de la population, ces privilèges devant être formulés dans une charte et pratiquement assurés à leurs bénéficiaires par une compagnie à charte juive. Qu'il soit désirable ou non de confier quelques parties de l'administration de la Palestine à une compagnie à charte, c'est ce que nous n'avons pas à discuter, mais il est sans conteste fort peu désirable que les Juifs sollicitent ou seulement acceptent une concession fondée sur des privilèges politiques et économiques. Une pareille action se révélerait comme une véritable calamité pour tous les Juifs. Dans tous les pays où ils vivent le principe de l'égalité des droits pour toutes les confessions religieuses est vital pour eux. S'ils donnaient en Palestine l'exemple de méconnaître ce principe ils se verraient convaincus de l'avoir invoqué ailleurs pour des principes purement égoïstes. Dans les pays où ils luttent encore pour obtenir l'égalité ils se trouveraient irrémédiablement compromis tandis que dans les autres, où ces droits leur ont été assurés, ils auraient de grandes difficultés à les défendre. La proposition est d'autant plus inadmissible que les Juifs sont et resteront probablement longtemps une minorité de la population de la Palestine et parce qu'elle pourrait les plonger dans les conflits les plus haineux avec leurs voisins des autres races et religions, ce qui retarderait sérieusement leur progrès et aurait des échos déplorables dans tout l'Orient. Ce projet n'est d'ailleurs pas nécessaire pour les sionistes eux-mêmes. Si les Juifs réussissent dans la concurrence permise par une parfaite égalité de droits et de possibilités, ils établiront éventuellement leur prépondérance en Palestine sur une base infiniment plus solide que tout ce qui peut leur être assuré par des privilèges et des monopoles.

Si l'on peut donner satisfaction à la Commission commune en ce qui concerne ces points, elle est prête à coopérer à assurer aux organisations sionistes le soutien unanime du monde juif.

DAVID ALEXANDER,

Président du Comité des Députés
des Juifs britanniques.

CLAUDE G. MONTEFIORE,

Résident de l'Association anglo-juive.

Londres, le 17 mai 1917.

Il semblait que ces arguments fussent singulièrement topiques, du moins pour les Juifs libéraux, citoyens des pays d'Occident et connaissant les idées qui y règnent et celles qu'il faut éviter d'y faire naître. On pouvait donc s'attendre à voir le manifeste que nous venons de reproduire approuvé au moins par toute la partie supérieure de l'élément juif. Néanmoins il s'est produit au sujet dudit manifeste un débat et il a été rendu un vote qui constituent des documents singulièrement instructifs sur un certain état d'esprit. Le 16 juin, le Comité des députés juifs d'Angleterre s'est réuni et un membre proposa la résolution suivante :

Que ce Comité, ayant considéré les vues de la Commission commune telles qu'elles ont été exposées dans la communication publiée par le *Times* le 24 mai, exprime sa profonde désapprobation de telles vues et son déplaisir de ce qu'elles aient été publiées. Il déclare que la Commission commune a perdu la confiance du Conseil et il invite ses représentants dans la Commission à résilier immédiatement leurs fonctions.

Lors Rothschild lui-même a soutenu cette résolution. Il a dit qu'il l'appuyait à la fois comme Juif et comme Anglais, étant fier de ces deux qualités. Il a déclaré estimer que le manifeste n'était juif ni dans ses termes ni dans la manière dont il a été publié et que, en raison des malentendus qu'il pouvait faire naître, il n'était pas anglais. Lord Rothschild a ajouté que feu son père, avec qui il avait été en contact constant pendant les dernières années de sa vie, lui avait fréquemment déclaré qu'en principe il était en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, mais pas aussi longtemps que la Palestine serait entre les mains des Turcs. Son père lui avait toujours dit qu'il appuyerait un mouvement dans ce sens aussitôt que la Palestine passerait sous le contrôle d'une des puissances actuellement alliées. Il contesta de la manière la plus formelle qu'aucun plan sioniste ait jamais été soumis au Gouvernement et qu'on n'en avait jamais envisagé qui puisse ne pas prévoir des droits égaux pour tous les habitants de la Palestine, sans acception de race ou de croyance. Le manifeste qui suggère que les plans sionistes méconnaissent ces droits est donc un document faux et trompeur.

La résolution ainsi soutenue fut votée par 56 voix contre 51 et par suite le docteur D. L. Alexander, président du Comité, et les autres membres du bureau déclarèrent qu'ils donnaient leur démission.

Dans l'intervalle le *Times* avait été accablé de lettres de protestation contre le manifeste du 24 mai. L'affaire eut même des échos dans d'autres organes. Le *Jewish chronicle* dénonça le manifeste comme une trahison. Des Israélites écrivirent au *Times* que ce document ne représentait pas du tout l'idée de la majorité des Juifs en Angleterre ni ailleurs. Le Dr Gaster, vice-prési-

dent des Congrès sionistes, considérant qu'il existe actuellement un « problème juif », écrivait au *Times* que ce problème « serait sans aucun doute compris dans le règlement général qui doit assurer au monde une paix durable fondée sur la liberté nationale et l'amitié internationale... Le Juif aussi veut cette paix, mais il ne peut la trouver que dans la réalisation du programme sioniste, dans une vie nationale autonome en Terre Sainte, vie reconnue publiquement et assurée par le droit international. Elle doit embrasser la vie religieuse aussi bien que la vie politique et économique, indissolublement unies dans la conscience nationale juive ».

* * *

A côté de ces documents qui démontrent l'existence de telles idées dans des milieux israélites beaucoup plus étendus, influents et élevés que ceux chez lesquels on se serait attendu à les trouver, les discussions auxquelles le sionisme a récemment donné lieu a révélé chez certains Anglais un état d'esprit bien piquant. Il résulte d'une fréquentation assidue de la Bible, d'une tendance à tout rapporter au Livre, et il a pour résultat d'amener ceux qui en sont atteints à trouver dans les prophètes la justification la plus étendue du sionisme. Nous en rencontrons un curieux exemple dans le *Near East* qui a publié le 9 février dernier une lettre où l'on pouvait lire : « La Bible nous déclare qu'il doit y avoir dans l'avenir un Etat juif en Palestine, et que les Juifs y retourneront d'une manière représentative, aidés et probablement protégés par Israël. Jérusalem deviendra alors la métropole du monde. Comment une ville de l'intérieur des terres peut-elle devenir un centre universel dans le temps où nous sommes ? Attendez un peu : la Bible nous dit encore que la langue de la mer d'Egypte sera desséchée.

« Cette prophétie s'applique évidemment au golfe de Suez et lorsqu'elle sera réalisée le canal de Suez deviendra inutilisable. Mais la même convulsion naturelle (ou probablement la même) divisera en deux le mont des Oliviers et ouvrira une grande voie (selon toute probabilité une voie d'eau) passant par Jérusalem et reliant la Méditerranée à la mer Morte. Cela veut dire que le niveau de cette dernière s'élèvera de 1.300 pieds, ce qui la fera déborder jusqu'à rejoindre le golfe d'Akaba. Il en résultera la plus magnifique voie d'eau naturelle que le monde aura jamais connue, reliant l'Orient à l'Occident, avec, au milieu, Jérusalem assise dans un pays d'une fertilité prodigieuse. Qui peut dire que cette convulsion naturelle ne changera pas les caractères et le climat des grands déserts de Syrie et d'Arabie de telle sorte que, eux aussi, fleuriront comme roses ? L'esprit peut à peine embrasser les possibilités de cette voie de navigation, mais nous savons qu'elle doit s'ouvrir et alors les visions des voyants d'Israël seront devenues des faits et il n'y aura plus à discuter sur l'avenir de la Palestine. »

Voilà ce que révèle la Bible à certains de ceux qui s'en sont bien rempli l'esprit. Ils nous montrent qu'il n'est de savoir la lire, dans les dispositions qui conviennent, pour connaître l'avenir aussi bien des montagnes et des mers que des nations. Le signataire de la lettre à laquelle nous empruntons cet édifiant passage a d'ailleurs cru devoir renforcer la prophétie dont il se faisait l'intermédiaire en citant plus en détail ses auteurs et, le 13 avril, le *Near East* donnait l'hospitalité à des justifications de sources et à des commentaires dont nous nous ferions un scrupule de priver nos lecteurs.

« Dans Isa xi-15, nous lisons : « Et le Seigneur « désséchera complètement la langue de la mer « d'Égypte. » N'est-il pas évident que c'est le golfe de Suez qui est visé, d'autant plus que, dans la dernière partie du verset, on voit les jugements s'étendre au delta du Nil. La destruction du golfe de Suez implique, sinon la destruction même, du moins l'inutilité du canal de Suez.

« Dans Zech. xiv-4-5, nous avons : «... Le mont « des Oliviers se divisera et, au milieu, il y aura « une très grande vallée allant vers l'Est et vers « l'Ouest ; la moitié de la montagne se retirera vers « le Nord et la moitié vers le Sud... Vous fuirez « comme vous fîtes lors du tremblement de terre du « temps d'Ouziah. » Ici est indiquée la grande convulsion qui doit ouvrir cette profonde vallée. Elle entraînera sans doute la destruction d'une bonne partie de Jérusalem, y compris la mosquée d'Omar, dont l'anéantissement aidera beaucoup à résoudre la question politico-religieuse de la possibilité pour les Juifs de reconstruire leur temple sur son ancien site. Dans le huitième verset du même chapitre nous trouvons : « Et il arrivera, « en ce temps que des eaux vivantes sortiront de « Jérusalem, la moitié vers la mer orientale et la « moitié vers la mer occidentale » ; en d'autres mots la mer Morte et la Méditerranée. Dans Ezek. XLVII-8 et 10 nous lisons : « Ces eaux « s'écoulent vers la région orientale et descendent « dans l'Arabah et elles iront vers la mer... et il « arrivera que toute créature vivante pulullant « partout où viennent les deux rivières vivra... « leurs poissons seront de leur même espèce, « comme les poissons de la grande mer... » Ainsi, à moins que les mots n'aient pas de sens, cela nous annonce qu'il y aura une voie d'eau entre la Méditerranée et la mer Morte, et ensuite au golfe d'Akaba, voie passant par Jérusalem et contenant une quantité de poissons de mêmes espèces que ceux qui se trouvent dans la Méditerranée. Que pouvons-nous souhaiter de plus ? Une voie maritime unique, reliant l'Orient à l'Occident, et Jérusalem au milieu. Dans le chapitre 60 d'Isaïe on voit que le prophète est presque à court de mots pour décrire les richesses que déverseront sur Sion les nations qui alors reconnaîtront Jérusalem comme le centre politique, religieux et de distribution de l'univers. »

Le reste de la lettre répond à l'objection que l'inondation recouvrirait une grande partie de la vallée du Jourdain qui est, on le sait, située,

jusqu'en amont du lac de Tibériade, au-dessous du niveau de la mer. Mais cette submersion créerait des fiords qui ouvriraient au pays des communications admirables et qui auraient sans doute de plus l'avantage d'augmenter les pluies qui arrosent la Palestine. L'auteur se demande d'ailleurs si, sans doute pour limiter l'inondation au minimum indispensable pour faire de Jérusalem un port s'ouvrant sur deux mers, « le reste du pays ne changera pas son niveau ».

On n'est pas plus arrangeant avec les prophètes. C'est à tel point que nous serions tentés de rapporter ces propos sous forme de variété si nous n'en parlions au sujet du sionisme qui n'est pas seulement un phénomène digne d'intéresser les curieux de psychologie. Cette hantise des prophéties, qui caractérise sans doute aussi bien certains Israélites sionistes que les Anglais ralliés par cette formation d'esprit à leurs vues, est d'ailleurs elle-même, par ses effets, quelque chose de plus qu'une singularité mentale.

Ce sentiment, très répandu dans les pays de langue anglaise, y fait naître autre chose que des fantaisies géologiques inspirées de la Bible. Il y détermine, par sympathie et par traditions religieuses des tendances favorables au sionisme, en dehors même des milieux juifs. Et cette tendance se combine avec le nationalisme anglais. Pour certains le sionisme paraît être quelque chose qui ressemble à une branche de l'impérialisme britannique. C'est ainsi que, dans le *Near East*, ont paru des lettres qui parlaient d'une « Palestine britannique », pour donner plus de sécurité aux juifs. L'une d'entre elles invoquait à l'appui de cette idée les dires de lord Cromer. « Il a prêté, disait-elle, sa grande autorité au projet sioniste d'une grande réinstallation juive en Terre Sainte comme donnant la solution d'un problème à la fois juif et anglais, dans lequel est impliquée la sécurité de l'Égypte, cette épine dorsale de l'Empire. »

*
*
*

Tout cela est intéressant aux titres les plus divers et soulève bien des questions. Nous ne voulons dire ici quelques mots que des plus générales d'entre elles. Celle d'un protectorat de l'Angleterre sur une Palestine juive ne se pose guère : le gouvernement de Londres n'y songe certainement pas ; ce serait, pour un très mince profit, provoquer des difficultés internationales sérieuses. Le sionisme, tel qu'il se présente d'après ce qui a été exposé plus haut, est surtout intéressant en ce qui concerne le judaïsme lui-même. Ainsi donc, de l'aveu d'Israélites qui ne sont pas de petites gens récemment tirés des groupes bornés et fanatiques du judaïsme de Pologne ou d'autres régions de l'Europe orientale, il existe un « problème juif », autre que celui de l'accession à l'égalité des droits civils et politiques dans les pays où les juifs ne l'ont pas encore obtenue, et qui devra être résolu sous une forme territoriale.

Voilà une grande nouveauté pour tous les es-

prits qui n'avaient jamais eu l'occasion de connaître les aspirations qui se résument dans le sionisme. Elle montre le judaïsme non pas comme une religion internationale, ainsi que le sont le catholicisme et les grandes confessions protestantes, mais comme une sorte de nationalité qui aspire à se reconstituer territorialement. Et, comme elle ne saurait le faire que d'une manière très partielle, puisque la Palestine est beaucoup trop petite et trop pauvre pour abriter et nourrir même la moindre partie des Juifs qui vivent de par le monde, cette reconstitution mettrait ceux d'entre eux qui n'y seraient pas compris, c'est-à-dire la majorité, dans une délicate situation à l'égard des nations de Gentils dont ils devraient rester citoyens. Celles-ci pourraient être tentées d'objecter à leurs concitoyens juifs ce pouvoir temporel du judaïsme, établi en Palestine, bien plus encore que l'on n'a reproché aux catholiques les Etats de l'Eglise, qui n'avaient rien de national pour eux. Ainsi réalisé le sionisme exposerait les Juifs à être considérés dans les divers pays comme des étrangers inassimilables et il pourrait amener les nations qui les ont admis dans leur sein à se demander si l'internationalisme qu'ont inculqué peu à peu aux Israélites des siècles de vie difficile, exclue de celle des groupes au milieu desquels ils se trouvaient, ne recouvre pas un nationalisme très particulier et plus tenace que tout autre. C'est un sujet qui pourrait inspirer des considérations infinies : le premier sentiment qu'il détermine est la surprise de voir que la passion sioniste soit assez forte pour pousser des Juifs ayant de grandes situations dans les pays dont ils sont citoyens à aller délibérément au-devant de telles difficultés et de telles suspensions.

Voilà une question asiatique par la géographie, mais qui dépasse singulièrement les cadres de la politique asiatique. Non seulement elle intéresse la situation du judaïsme chez toutes les nations, mais encore elle affecte dans une sensible mesure le christianisme et même l'islam. La Terre Sainte des Juifs se trouve par là même, en raison de la filiation des deux religions, être celle des Chrétiens. Si parmi ces derniers il y a des groupes si bibliques qu'ils pensent plus à l'Ancien Testament qu'au Nouveau, ce qui les incline au sionisme, d'autres sont plus exclusivement intéressés par l'Evangile et ils estiment avoir autant de droits sur Bethléem et le Golgotha que les Juifs sur l'emplacement du Temple. Les Eglises orientales par exemple, l'Eglise russe en particulier, éprouvent sans aucun doute ce sentiment. Il faut se souvenir enfin que Jérusalem, avec sa mosquée d'Omar, est une ville sainte pour les musulmans.

Si donc on conçoit que des sanctuaires et des centres de hautes études des diverses religions intéressées se juxtaposent dans les villes de Palestine, on ne voit guère ce pays devenant la propriété politique de l'une d'entre elles. C'est à-dire que le sionisme « culturel » se comprend fort bien, tandis que le sionisme politique surprend et étonne. Et il étonne encore plus les profanes qui, après l'avoir considéré comme la manie illu-

soire de quelques groupes d'exaltés, s'aperçoivent, en considérant la qualité d'un certain nombre de ses adeptes, que c'est un phénomène qu'il faut prendre au sérieux.

R. C.

DE QUELQUES IDÉES MORALES DES CHINOIS (1)

Un résultat du brassage formidable des peuples et des races que les événements actuels ont produit a été de mettre en contact direct la pensée d'Extrême-Orient et la pensée d'Occident. Jusqu'ici les idées morales des Chinois nous apparaissaient comme susceptibles sans doute d'exciter la curiosité scientifique, mais non comme pouvant intéresser pratiquement nos propres destinées. Voici que soudain la Chine, avec sa population presque aussi nombreuse que celle de l'Europe entière, est appelée à prendre position dans le conflit où la France est engagée. Nous éprouvons le besoin de savoir dans quelles voies habituelles se meut sa pensée. Je voudrais indiquer quelques-unes des idées qui sont les directrices de son activité ; il nous importe en ce moment de les connaître, afin de mieux comprendre les mobiles de sa conduite.

Une de nos sources d'information se trouve dans l'écriture chinoise. Quelques-uns des caractères qui la constituent sont composés avec des images qui nous indiquent en quels éléments doit être analysée la notion qu'ils expriment ; ils sont donc le témoignage irréfragable des associations d'idées qui ont présidé à leur formation. J'en considérerai deux dont l'étymologie est instructive.

Le caractère *sin* qui signifie « bonne foi » est écrit en joignant l'image de l'homme et celle de la parole : ce qui est digne de foi, c'est la parole de l'homme ; il n'est même pas besoin que cette parole soit rendue plus solennelle par un contrat écrit qui ne serait qu'un chiffon de papier si celui qui l'a prononcée se croit autorisé à la violer et si nécessité ne connaît pas de loi. En 651 avant notre ère, à propos d'un sage qui mourut plutôt que de manquer à son serment, les Chinois ont cité (2) ces vers, déjà alors anciens, du livre des Poésies :

Une tache dans un jade blanc,
On peut encore l'enlever en frottant ;
Mais, pour une tache dans la parole,
Il n'y a rien à faire (3).

(1) Conférence faite à la Sorbonne le 7 juin 1917 dans une solennité organisée par le Comité « France-Chine ».

(2) SSEU-MA TS'ÏEN, *Mémoires historiques*, chap. xxxix ; traduction française, t. IV, p. 271.

(3) *Che king, Ta-ya*, III, ode 2.

Il pensait de même, celui devant qui nous nous sentons petits, celui qui se dresse comme l'honneur personnifié, le souverain du peuple martyr, Albert, roi des Belges.

Le second caractère sur lequel je voudrais attirer votre attention est celui qui se lit *wou* et qui signifie « guerre ». Il se résout en deux signes élémentaires, dont l'un représente une lance, symbole des armes en général, et dont l'autre est le dessin d'un pied au repos, comportant le sens d'« immobile, arrêter ». La guerre, en effet, comme nous l'explique un texte de l'année 597 avant Jésus-Christ qui commente avec éloquence ce caractère (1), a pour but d'arrêter les armes, de faire cesser les combats. Qu'est-ce à dire? C'est que la guerre n'est pas entreprise par ambition; elle a pour objet de rétablir la paix détruite par les fauteurs de troubles. Elle est un châtement juste infligé à des coupables et c'est pourquoi un des plus anciens livres qui nous aient été conservés sur le droit pénal, le *Hing fa tche* de l'histoire des Han antérieurs, commence par traiter de la guerre, car c'est la punition appliquée aux pires criminels. Ne sommes-nous pas arrivés à une conception du même ordre et les peuples alliés ne forment-ils pas comme une haute cour de justice qui condamne l'esprit de violence et de conquête et qui s'est résolue à la guerre afin de sauver la cause de la civilisation?

Nous pouvons chercher d'autres renseignements sur les idées morales de la Chine dans la pensée de Confucius. Des événements récents nous attestent quelle influence exercent encore aujourd'hui ses écrits. Dans la première séance des deux Chambres réunies en Constituante, le 27 septembre 1916, on a discuté l'article suivant de la loi constitutionnelle :

« L'enseignement de la nation prendra pour fondement de la morale la doctrine de Confucius. » Après un débat passionné, le vote a donné les résultats suivants : sur 577 votants, la majorité étant des deux tiers, soit 385, les bulletins pour ont été de 377, les bulletins contre de 200; la majorité n'étant pas obtenue, quoiqu'il s'en soit fallu de bien peu, l'article devra passer en seconde lecture. Un mouvement intense d'opinion publique a marqué l'importance que la Chine attribue à cette question; des pétitions ont été adressées aux Chambres; des associations pour le maintien de la doctrine de Confucius ont été instituées dans toutes les provinces et le 5 mars 1917 une réunion tenue à Changhaï a jeté les bases d'une fédération entre ces groupements locaux. Il est à remarquer d'ailleurs que la divergence d'opinion qui s'est manifestée à la Constituante ne signifie pas que ceux qui ont voté contre soient opposés à la morale de Confucius; parmi les républicains chinois, bon nombre voudraient voir leur pays adopter le point de vue américain qui a séparé nettement les domaines du spirituel et du législatif et c'est pourquoi ils estiment que la doctrine confucéenne est au-dessus et en dehors

de la loi constitutionnelle. Que leur opinion finisse par l'emporter ou non, ce qui résulte de l'examen des faits actuels, c'est que la Chine moderne est à peu près unanime pour reconnaître dans Confucius celui en qui les empereurs honoraient le maître et le guide de 10.000 générations. Comment pourrait-il en être autrement puisque Confucius a été, cinq cents ans avant notre ère, comme la conscience nationale dans laquelle se sont précisées et fortifiées les idées profondes, dont les livres classiques de la haute antiquité nous révèlent les premiers linéaments? Je ne fais, disait-il lui-même, que transmettre; je n'invente pas (1). Ailleurs il se compare au héraut qui, avec la cloche à battant de bois, annonçait de lieu en lieu les sages instructions du souverain; mais le souverain dont il était le porte-parole c'était la pensée de sa race; il allait, proclamant la nécessité de se conformer à l'idéal moral que la Chine avait lentement conçu au cours des siècles; les hommes de son temps se refusèrent à lui obéir parce qu'ils trouvaient trop difficile de renoncer à leurs aises ou à leurs intérêts; ils sentaient néanmoins que sa voix avait une autorité plus qu'humaine; ils étaient émus et troublés jusqu'au plus profond de leur être quand les frôlait le souffle puissant venu du passé qui évoquait en eux les vérités entrevues par leurs pères (2).

L'une de ces vérités, la première de toutes, c'est qu'il y a une morale. Les hommes de peu n'agissent que par intérêt; les hommes supérieurs ont pour mobile de leur conduite le devoir. L'intérêt n'a que trop de prise sur les âmes vulgaires; assurément il n'est pas condamnable en soi, mais toutes les fois qu'il est en conflit avec le bien, il doit être sacrifié. Les Chinois ont donné tout récemment un bel exemple collectif de soumission à ce principe dans la lutte qu'ils ont entreprise contre un péril national, l'opium. L'usage de ce poison de la volonté s'était développé d'une manière inquiétante dans la seconde moitié du XIX^e siècle; des classes supérieures de la société, il s'était étendu jusqu'au peuple; il exerçait ses ravages non seulement sur ceux qui s'y adonnaient et qui devenaient en peu d'années des loques humaines, mais encore sur l'avenir de la race dont il diminuait la vigueur. Pour lutter contre ce fléau, il fallait tenir tête à des intérêts multiples : on privait l'Etat d'une source importante de revenus; on lésait les cultivateurs des champs de pavots; on s'opposait enfin à la passion des fumeurs chez qui l'habitude était devenue un besoin. La Chine républicaine n'a pas hésité à appliquer dans toute sa rigueur la proscription qui avait été décidée sous le gouvernement de la dynastie mandchoue finissante. On est en droit de tout attendre d'un peuple qui est assez énergique pour prendre de telles résolutions et pour s'y tenir.

Quel est donc ce devoir supérieur à l'intérêt? Quelle est cette loi morale si absolue qu'elle ne doit jamais fléchir, car suivant la forte parole

(1) *Tso tchouan*, 12^e année du duc Siuan.

(1) *Louen yu*, VII, 1.

(2) *Louen yu*, III, 2.

d'un livre classique : « On ne peut pas s'écarter de la loi morale, même un instant ; si l'on pouvait s'en écarter, elle ne serait plus la loi morale (1). » Cette loi morale n'est pas hors de l'homme ; elle est en lui. Une antique poésie dit que celui qui manie une hache pour fabriquer un manche de hache n'a pas à chercher bien loin son modèle puisqu'il l'a dans la main. Bien plus proche encore de nous est le type auquel nous devons nous conformer pour bien agir, car il est notre propre essence (2). La nature humaine, selon l'idée chinoise, est bonne à l'origine ; elle se pervertit sous l'influence des passions mais on en peut toujours retrouver en soi-même le type idéal ; le sage travaille donc incessamment à se connaître lui-même, et quand il y est parvenu, son devoir lui apparaît clair et net. Socrate, né dix ans après la mort de Confucius, faisait lui aussi de la connaissance de soi-même le fondement de la morale et l'idée platonicienne est identique à cette notion de la conformité de l'être à son essence (*tch'eng*) qui est considérée par le confucéisme comme le but (3). La pensée de la Grèce antique est la mère de la pensée occidentale et c'est pourquoi il n'y a pas lieu de s'étonner si, ici de nouveau, nous nous trouvons en merveilleux accord avec la pensée chinoise ; car enfin les puissances alliées ne luttent-elles pas pour maintenir sur la terre l'idéal humain, pour sauver les principes excellents, lentement acquis, que les despotismes conquérants foulent aux pieds dès qu'ils les gênent.

Dans les relations d'homme à homme ou de peuple à peuple, la justice est l'affirmation qu'il y a une puissance invisible supérieure à la force brutale. Confucius la considérait comme la vertu sociale par excellence, ou plutôt la justice (*yi*) n'était à ses yeux que la manière dont se manifestait dans la conduite la vertu d'humanisme (*jen*) qui était la claire notion conçue par l'intelligence de ce que l'homme se doit à lui-même précisément parce qu'il est homme (4). En quoi consiste la justice ? On trouve la réponse dans ce précepte de Confucius : « Ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse à vous-même ne faites pas à autrui (5). » Une autre fois, comme un de ses disciples lui demandait : « Doit-on rendre le bien pour le mal ? » le maître répliqua : « Que rendrez-vous donc pour le bien ? C'est par la justice qu'il faut répondre au mal ; on rendra le bien pour le bien (6). » C'est la même conception que nous trouvons dans ces nobles paroles qui résonnent encore à nos oreilles : « La France appellera à son aide, le jour de la victoire, non pas la vengeance, mais la justice. »

Les Chinois de nos jours ont conservé de la justice la même notion claire que leurs ancêtres

exprimaient il y a deux mille ans par la bouche de Confucius. Lorsqu'ils ont vu l'Allemagne déchainer sur les océans une guerre sous-marine qui dépasse en horreur tout ce que le monde a jamais commis d'iniquités et qui réduit à néant les longs et patients efforts par lesquels s'était constitué un embryon de droit international, ils ont protesté au nom de la civilisation ; puis, après être restés plus d'un mois sans recevoir de réponse satisfaisante, ils ont rompu les relations diplomatiques ; à la fin de mars 1917, le ministre d'Allemagne a dû quitter Pékin, et les uns après les autres, tous les consuls germaniques ont abandonné leurs postes respectifs. Ainsi la Chine a libéré sa conscience ; elle a affirmé par une décision grave sa désapprobation de forfaits qui soulèvent l'indignation ; elle s'est rappelé la parole de Confucius : « Celui qui voit ce qui est juste et qui n'agit pas en conséquence, manque de bravoure (1). »

Abordons enfin le groupe des idées morales compris sous le nom de piété filiale : il a joué un rôle considérable en Chine parce qu'il est la base de la famille. Je l'envisagerai sous un seul de ses aspects. Le plus grave manquement à la piété filiale, a dit un écrivain chinois de l'an 300 avant notre ère, est de ne pas avoir de postérité (2). Cette phrase qui nous paraît étrange devient claire quand on sait ce qu'est le culte des ancêtres : les Chinois pensent que les morts d'une famille ont besoin d'un culte qui leur soit rendu par leurs descendants ; si donc un homme est cause que la lignée est interrompue, il manque à la piété filiale puisqu'il met fin aux sacrifices par lesquels est entretenue la vie d'outre-tombe de toutes les générations précédentes. Sous cette pratique religieuse est cachée une intuition profonde : la famille n'est pas une simple succession d'individus ; de l'un à l'autre se transmet une hérédité qui a une existence suprasensible ; c'est de chaque génération qu'on peut dire qu'elle est chargée du passé et grosse de l'avenir ; la famille est une entité supérieure aux individus qui n'en sont que les représentants passagers. Nous avons eu quelque pressentiment de la même idée et nous en relevons la trace dans les croyances qui s'attachent chez nous au nom de famille ; on désire généralement assurer la perpétuité de ce nom ; on se sent obligé par le nom qu'on porte et on ne ferait rien qui pût le déshonorer. Dernièrement, sur l'initiative d'un publiciste éminent dont le fils est mort en héros sur le front, le garde des sceaux a déposé un projet de loi grâce auquel le nom illustré par un brave sera assuré d'être toujours représenté (3). Qu'est-ce donc que ce nom, si ce n'est l'expression de l'accumulation des vertus qu'il signifie ? Et quand nous tenons à avoir des descendants à qui nous puissions le transmettre sans tache, c'est parce que nous sentons bien que sa disparition, si elle était

(1) *Tchong yong*, dans « Les quatre livres », trad. Couvreur, p. 28.

(2) *Tchong yong*, *ibid.*, p. 36.

(3) *Tchong yong*, *ibid.*, p. 51-55.

(4) *Tchong yong*, *ibid.*, p. 45, l. 8 ; *Li ki*, chap. *Li yun*, art. IV, § 11, trad. Couvreur, t. I, p. 532, l. 2.

(5) *Louen yu*, XII, 2.

(6) *Louen yu*, XIV, 36.

(1) *Louen yu*, II, 24.

(2) Mencius, IV a, 26.

(3) HUGUES LE ROUX, *Au champ d'honneur*, p. 291-296.

volontaire de notre part, serait le suicide d'une véritable personne morale. Notre excès d'individualisme nous empêche de bien comprendre le symbolisme du culte des ancêtres en Chine; mais nous sommes obligés de reconnaître la supériorité sociale d'une croyance grâce à laquelle un peuple est assuré de ne jamais déchoir.

Avec toutes ces idées morales qui ont fait de la Chine dans l'histoire la grande puissance civilisatrice de l'Extrême-Orient, la révolution chinoise n'a point rompu; tout en s'inspirant des exemples des démocraties française et américaine, elle a su conserver intacts les principes directeurs que le génie de la race avait conçus. Pour désigner les esprits hardis qui ne reculent point devant le bouleversement nécessaire des vieilles institutions, les Chinois emploient l'expression *wei sin tche jen* qui paraît au premier abord signifier simplement « les novateurs »; mais cette expression est tirée d'un livre classique et prend une valeur différente; c'est dans une ode du livre des Poésies, glorifiant le fondateur d'une dynastie antérieure à l'an 1000 avant notre ère, qu'il est dit : « Quoique les Tcheou soient un ancien royaume, le mandat qu'ils ont reçu de régner est entièrement nouveau. » *Tcheou souei kieou pang k'i ming wei sin* (1) Aujourd'hui il en est de même; c'est sur le tronc du vieil empire qu'a fleuri la jeune République; les hommes qui la représentent ont foi dans les nouvelles destinées qui lui sont assignées; leur confiance est inébranlable parce qu'elle est enracinée dans des principes qui ont fait leurs preuves de longue date. Les forces morales lentement élaborées au cours des siècles vont manifester encore leur puissance; elles agiront, comme elles ont toujours agi dans le monde, pour la loyauté, pour la justice et pour l'idée que l'homme se fait de sa dignité.

Ainsi, dans les époques de crise, reparaît chez chaque peuple ce qui constitue sa physionomie propre. Aux heures troubles où la conscience, comme une boussole affolée, cherche sa direction, le point fixe où nous trouvons notre plus ferme appui est le caractère national dont nos ancêtres ont forgé le pur métal dans les douleurs de l'adversité. Aussi bien que le sol qui porte nos moissons, c'est ce tréfonds moral qui constitue la patrie. En France, Vercingétorix l'Arverne et Jeanne la bonne Lorraine sont toujours présents; ou plutôt, ce qui est immortel, c'est la grande âme de la France telle qu'elle s'est incarnée momentanément en eux, telle qu'elle rayonne maintenant, depuis trois ans de souffrances indicibles, dans les regards de nos soldats; elle est apparue au monde lumineuse et stoïque, et nous sentons que notre véritable raison d'être est de travailler, malgré le sang, malgré les larmes, à maintenir intacts les énergies morales dont nous sommes les dépositaires.

ED. CHAVANNES.

(1) *Che king, Ta ya, I, 4.*

Indochine

La situation économique de l'Indochine.

— A l'assemblée générale de la Banque de l'Indochine, qui s'est tenue à la fin de mai, on a donné, comme chaque année, un tableau d'ensemble de la vie économique de la colonie et des pays voisins pendant l'exercice clos.

L'année 1916 a été une des plus prospères que l'Indochine ait enregistrées au point de vue agricole tout au moins, car le commerce de la colonie a traversé une période difficile en raison des entraves apportées aux exportations par le manque de fret et par la hausse du change.

En Cochinchine, la rareté des communications avec l'Europe a déplacé le courant des exportations de riz qui ont été dirigées principalement vers la Chine. Sur une sortie totale d'environ 1.250.000 tonnes, chiffre qui n'avait été dépassé qu'en 1914, plus de 600.000 tonnes ont été expédiées vers Hongkong et 265.000 tonnes seulement en Europe. Les opérations de la succursale de la Banque de l'Indochine à Saïgon avec les pays à base d'argent ont donc été plus importantes que celles avec les pays régis par l'étalon d'or. Elles ont apporté à cette succursale de Saïgon un élément d'activité considérable, non seulement en raison des affaires de change qui s'y rattachent, mais aussi par les opérations préliminaires d'es-compte et d'avances qu'elles impliquent.

Au Cambodge, la situation est également prospère. Les mises en culture se développent parallèlement à la création et à l'extension des routes. En Annam, une bonne récolte de sucre a permis quelques exportations vers la France d'un produit qui, d'ordinaire, était absorbé par le marché de Hongkong.

Au Tonkin, on a constaté une augmentation notable des affaires locales. Si les exportations de riz sur l'Europe ont été inférieures à celles de l'année précédente, toujours en raison de la rareté et de la cherté du fret qui s'est élevé l'an dernier de 300 à 450 francs par tonne, et qui s'est encore accrue depuis, les chargements à destination de Hongkong ont été importants ainsi que les envois de minerais de zinc au Japon et les expéditions de ciments aux Philippines et aux Indes Néerlandaises. Une notable partie de la récolte de riz a du reste été achetée par les distilleries pour la fabrication de l'alcool destiné à la guerre.

On évalue le stock de l'ancienne récolte restée en Cochinchine, sans parler du Tonkin, à 300.000 tonnes environ qui, venant s'ajouter au produit de la récolte actuelle, donnent une possibilité d'exportation de plus de 1.500.000 tonnes dont pourrait bénéficier la France, si la question des transports pouvait être résolue dans un sens favorable. Cette contribution de la colonie à l'approvisionnement de la métropole apparaît

d'autant plus désirable au moment où les récoltes de céréales s'annoncent comme déficitaires presque partout.

La situation générale de l'Indochine constitue donc une nouvelle preuve de la vitalité et de la richesse, encore incomplètement connues, de notre grande colonie d'Asie. Malgré la guerre, elle continue sa marche ascensionnelle. Son budget général se solde par des excédents considérables qui lui ont permis de verser en fin d'exercice plus de 10 millions de piastres à la caisse de réserve dont le total a, par suite, atteint 18.800.000 piastres.

En même temps, les budgets locaux effectuaient de leur côté, à leurs caisses de réserve respectives, des versements d'ensemble 3.400.000 piastres, ce qui portait leur avoir à 7.460.000 piastres.

SIAM

L'achèvement du chemin de fer de Bangkok à Singapour. — Nos lecteurs savent que depuis longtemps un chemin de fer est en construction dans le nord des Etats Fédérés Malais et dans la péninsule malaise pour relier par un rail ininterrompu Bangkok à Singapour. Cette voie ferrée est maintenant construite de bout en bout. Le *Times of Malaya* du 5 avril a annoncé que le premier train avait franchi le 30 mars les parties nouvelles de la ligne; ce train ne transportait d'ailleurs qu'un certain nombre d'ingénieurs principaux, entre autres le directeur général des chemins de fer des Etats Fédérés Malais et l'ingénieur en chef des chemins de fer de l'Etat siamois. Il va sans dire que la ligne Singapour-Bangkok ne sera pas utilisée par les marchandises qui ont tout intérêt à prendre la voie de mer et qu'au point de vue du trafic commercial, elle n'a guère à espérer que des transports locaux entre les points de production et le port le plus voisin. Mais les voyageurs auront un moyen rapide et régulier de se rendre de Singapour à Bangkok par les trains confortables dont on annonce la prochaine mise en marche.

Levant

La situation en Syrie. — D'après les informations qui arrivent par la voie d'Egypte, la situation reste extrêmement grave et mauvaise en Syrie. Il y a même des révoltes particulièrement dans le Hauran et dans la montagne des Ansarihs. Voici un passage traduit du journal *El Koukab* qui paraît en Egypte et qui donne les renseignements suivants sur la situation en Syrie :

« Dans ce pays, à l'heure actuelle, chaque personne est obligée de rendre compte de toutes les provisions qu'elle possède : ceux qui manquent de se conformer à cet ordre sont passibles de peines très sévères, même de la peine de mort. Pendant les derniers mois le gouvernement a cessé de payer les allocations aux familles des soldats pauvres. La hausse des prix, qui a suivi la saisie par les autorités de tous les comestibles, faisait d'ailleurs que les familles des soldats arabes ne pouvaient déjà plus vivre que pendant dix jours au lieu d'un mois sur les allocations qu'elles recevaient et l'on voit maintenant des femmes et des enfants de la classe pauvre et même de la petite bourgeoisie camper dans les rues, dans les mosquées et dans les églises, mourant de faim et nus. Dans le Liban et en Palestine, les morts d'inanition sont nombreux. Les maladies infectieuses ont aussi fait beaucoup de victimes, les habitants étant trop affaiblis par la disette, le manque de vêtements et d'abris pour résister au virus.

« Les Turcs, ayant voulu étendre le système des réquisitions à la montagne des Ansarihs et saisir la nouvelle moisson, ont provoqué une révolte : deux bataillons de leur armée ont été mis en fuite par les montagnards avec une perte de 200 tués et blessés. Les survivants sont retournés à Hama pour attendre des renforts et regagner ensuite la montagne avec une batterie pour infliger un châtiment exemplaire aux rebelles. Mais l'attitude des Druses du Hauran semble avoir fait renoncer les Turcs à lancer pour l'instant une expédition dans la montagne des Ansarihs. Ne pouvant pas grand-chose contre le Hauran, le gouvernement s'est mis à persécuter plus cruellement les Druses du Liban qui, comme on le sait, habitent cette montagne à côté des Maronites. Le cordon qui isole le Liban et l'oblige à mourir de faim a été resserré et l'on craint de plus en plus que si la situation ne change pas avant longtemps la population tout entière de la montagne ne périsse faute de vivres.

« En Syrie comme ailleurs, les Turcs ont appliqué leur politique d'installer des immigrants de race turque et circassienne pour remplacer les indigènes qu'ils veulent faire disparaître. Ils ont exilé 7.000 familles syriennes dont la place a été prise par un nombre égal de familles turques et kurdes venues d'Anatolie et même de Macédoine. Ces arrivants commettent une foule de mauvaises actions sous l'œil indifférent des autorités. »

Tout cela fait partie de la politique d'extermination et de mélange qui doit aboutir, dans l'esprit des Jeunes-Turcs, à la turquisation complète de leur empire.

Il suffirait sans doute d'un assez faible encouragement du dehors pour qu'une insurrection générale éclatât dans la Syrie ainsi traitée par les Turcs.

Les massacres arméniens et l'hypocrisie turque. — La preuve des abominables massacres arméniens repose sur des documents de plus en plus nombreux. Sans doute s'agit-il

d'une histoire monotone dans ses détails dont l'horreur ne cesse de se répéter, mais néanmoins faut-il reproduire les nouveaux témoignages que nous avons de ces tragédies pour ancrer dans les esprits la vérité sur le gouvernement turc et bien faire comprendre comment la justice exige que cette guerre finisse en ce qui concerne le régime de l'Empire ottoman.

Les derniers témoignages que l'on a des massacres arméniens viennent de Bagdad où les Anglais ont trouvé et délivré un certain nombre de réfugiés. Au mois d'avril M. Edmond Candler envoyait sur ce sujet au *Times* une courte lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« J'ai visité une des maisons de refuge entretenues par le gouvernement britannique. J'y ai trouvé un certain nombre de jeunes filles d'âge nubile mêlées à de plus nombreux enfants de moins de six ans qui avaient déjà oublié leur langue et leur foi. La première fille que j'ai interrogée était une enfant de dix ans, originaire d'un village voisin d'Erzeroum. Elle était partie avec sa famille sur des ânes qui, avec les personnes, emportaient quelques-uns des objets leur appartenant; mais trois jours après, les Kurdes ne leur avaient rien laissé et ils devaient continuer leur route à pied. Les Turcs avaient lancé une proclamation dans tous les villages disant que les Arméniens devaient être envoyés dans une colonie préparée pour eux, que leurs propriétés seraient conservées sous la garde du gouvernement pendant la guerre, après quoi elles leur seraient rendues. Les gendarmes se conduisaient convenablement dans leurs villages et leur disaient qu'ils recevraient de nouvelles terres et que leur voyage ne serait pas long : cette dernière partie de l'affirmation était la seule véridique puisque pour beaucoup d'Arméniens tout était accompli dès le troisième jour. Deux ou trois cents hommes furent séparés des femmes et des enfants et tués à coups de fusils et à coups de sabres, et, peu après, quelques-unes des femmes furent précipitées dans l'Euphrate, d'autres jetées dans des précipices. Sur 1.200 personnes qui avaient quitté deux villages voisins d'Erzeroum il n'en arriva que 400 à Ras-el-Aïn, sur la ligne ferrée de Constantinople à Bagdad. Parmi ces survivants il n'y avait pas un seul homme ni un enfant du sexe masculin âgé de plus de neuf ans.

« J'ai rencontré un réfugié de Kara-hissar qui m'a dit que 800 familles en tout avaient quitté cet endroit. La moitié fut noyée, les bateaux arabes qui les transportaient sur l'Euphrate ayant chaviré. Lorsque les survivants arrivèrent à Deir-*ez-Zor* ils furent placés dans un camp d'internés; ils s'adressèrent alors au mutessarif, espérant pouvoir lui acheter leur libération : ils lui offrirent 2.000 livres. Ce n'était pas assez. Ils firent une seconde collecte, tout ce qu'ils avaient pu cacher d'argent fut jeté dans la sébille et cette fois la somme s'élevait à près de 5.000. Le mutessarif accepta de se laisser acheter à la condition que les malheureux signassent un papier ainsi conçu : « Nous, Arméniens de..., donnons

volontairement cette somme pour l'armée turque. » Mais cela ne les sauva pas, les gendarmes les accompagnèrent sur la route et à neuf milles de la ville le massacre commença. Il fut fait à coups de bâtons, de pierres, de couteaux et de poignards. Peu à peu les assassins se fatiguèrent, car même le travail physique qu'exigeait leur tâche était épuisant. C'est alors que, grâce à la nuit, la vigilance des gardes s'étant lassée, les derniers survivants de la bande purent s'échapper au nombre de 55 en tout.

« J'ai vu un autre homme qui était le seul survivant d'un groupe de réfugiés qui avaient disparu entre Ras-el-Aïn et Nisbine. Ces Arméniens furent poussés dans le désert et mis en ligne, comme on le fait dans les exécutions chinoises, pour être tués à coups de sabres. On voulait économiser les cartouches. Tandis qu'il attendait son tour, l'Arménien se dit qu'il ne serait pas pire de recevoir une balle que d'être décapité. Il s'enfuit donc et dans la confusion les gendarmes le manquèrent. Il faisait presque nuit et, par miracle, s'étant glissé dans la brousse, il réussit à gagner Bagdad.

« Dans l'ensemble les histoires des massacres furent presque les mêmes. Si les émigrants ne sont pas tués en route, on les parque dans des dépôts où on les conserve quelques jours. Bientôt l'ordre vient de Constantinople disant que les réfugiés de tel ou tel district trouveront des terres à cultiver et on leur signifie qu'ils doivent se remettre en route pour y arriver. Ils partent et pendant la première demi-journée ils sont à peu près en sûreté, car le meurtre sur une grande échelle n'est pas désiré près des villes. C'est ainsi qu'on n'a vu personne être tué à Trébizonde, mais quelques jours plus tard les cadavres des Arméniens redescendaient vers la mer, flottant sur les rivières. Le désert est mauvais conducteur des nouvelles et ce qui s'y est produit ne donne lieu qu'à de vagues rumeurs.

« Les femmes laides étaient tuées, les autres prises dans les harems turcs. Un voyageur, qui se trouve maintenant à Bagdad, fut chargé par un fonctionnaire de Ras-el-Aïn d'une lettre qu'il devait remettre à un gendarme ayant la surveillance d'une partie de la route et qui était ainsi conçue : « Choisissez-m'en une jolie et laissez-la dans le village qui est juste aux portes de la ville. »

« A Alep et à Ras-el-Aïn les officiers allemands coudoyaient ces spectres de la famine et du meurtre et ils ne levaient pas un doigt ni ne disaient un seul mot pour les secourir. Le mot d'ordre des Allemands était : « Il est impoli d'intervenir. »

On sait que la presse allemande a volontiers nié les massacres d'Arménie. C'est cette liberté que prend si facilement la *kultur* avec la vérité à une époque où on voit les « intellectuels » allemands, en présence des faits les plus établis, se borner à déclarer qu'ils sont impossibles en raison de la vertu innée du peuple germanique, et écarter tous les témoignages en disant simple-

ment : « Es ist nicht war. » Mais une interview que Fuad bey, ministre plénipotentiaire en Suisse, a récemment donnée au *Berner Tageblatt*, journal fort germanophile, montre qu'en ce qui concerne l'hypocrisie et le mensonge les Jeunes-Turcs n'ont rien à envier à leurs maîtres, les Allemands de l'impérialisme contemporain. Fuad bey a froidement déclaré au reporter complaisant de la feuille pro-allemande que c'est l'Entente qui a voulu créer une question d'Arménie. Or, il n'y en a pas. D'ailleurs la Turquie ne sait pas ce qu'est « l'Arménie ». Le gouvernement ottoman connaît les provinces orientales de l'Empire où, au milieu d'une grande majorité de Turcs, se trouvent quelques milliers de chrétiens qui ont toujours été respectés, car le gouvernement ottoman est le plus tolérant du monde. Il n'y a jamais eu de « massacres d'Arméniens » : ce sont des mensonges et des calomnies des ennemis. Les Turcs ont eu simplement à réprimer des insurrections de révolutionnaires fomentées par les agents étrangers.

Jamais on n'a vu de plus scandaleuse application de la morale du loup et de l'agneau.

Les excès des Turcs à Médine. — D'après les renseignements donnés par *El Kibla*, l'organe du grand chérif de La Mecque, les Turcs commettent de nombreux excès à Médine. Ils ont commencé par affamer la population en lui prenant tous ses vivres et en lui arrachant même ceux que les habitants avaient achetés à grands frais à des Bédouins que les Turcs avaient décidé, par des proclamations mensongères, à revenir sur le marché. Ensuite, ils ont, d'après ce que l'on affirme, chassé tous les civils de la Ville Sainte.

Mais *El Kibla* insiste surtout sur les profanations commises sur la tombe du Prophète. Ce sanctuaire aurait été dépouillé de tous ses trésors par les soins du ministre des Ouakoufs, venu en personne de Constantinople pour présider à ce pillage. Il s'agirait d'une somme se montant au total à une douzaine de millions de piastres consistant en espèces et en bijoux dus à la piété de tout le monde musulman et accumulés pendant des siècles à Médine. Les officiers allemands auraient été amenés dans cette ville et l'on aurait même vu deux Allemands, le directeur de l'*Osmanischer Lloyd* et le correspondant du *Berliner Tageblatt* à Constantinople, entrer dans l'enceinte sacrée du tombeau du Prophète.

Les Nestoriens du Kurdistan. — On a annoncé il y a quelque temps le massacre au moins partiel des Nestoriens du Kurdistan. Ceux-ci forment une petite communauté religieuse ou, comme on dit dans la langue administrative turque, un petit « millet » qui se gouvernait jusqu'à ces dernières années, en matière religieuse et civile, par ses propres autorités ecclésiastiques, selon le régime de tolérance un peu méprisante que les conquérants turcs avaient accordé aux populations soumises qui conservaient la foi chrétienne. Le *Times* a donné il y a quelques

jours des détails intéressants sur l'histoire et l'extension de cette Eglise, autrefois grande, maintenant très réduite : nous croyons donc bon d'en publier ici la traduction.

« La légende dit que de bonne heure, dans le premier siècle de l'ère chrétienne, l'apôtre saint Thomas se rendant dans l'Inde aurait laissé deux de ses compagnons, mar Mari et mar Addai, des « soixante-dix », pour prêcher les indigènes de l'Azerbeïdjan et organiser l'Eglise qui commençait à exister parmi eux. Celle-ci se répandit rapidement sur tout le Nord de la Perse, dans le Turkestan et dans l'Asie centrale, elle pénétra même jusque bien avant dans l'Inde et dans la Chine. Dans un temps la communauté des Nestoriens ou des Syriens orientaux était gouvernée par vingt-cinq métropolitains et une centaine d'évêques, tous sous l'autorité suprême d'un patriarche qui résidait à Ctésiphon, sur le Tigre. Pendant près de cinq siècles, l'Eglise de la Syrie orientale fleurit et se développa jusqu'à un tel point que ses convertis pouvaient être plus nombreux que ceux de l'Eglise de Rome.

« Le soulèvement de l'Islam, suivi par les massacres de Tamerlan et de Genghis-Khan, réduisit graduellement le nombre des Syriens orientaux. La plupart de ceux qui survécurent habitèrent, et leurs descendants habitent encore, entre Mossoul, le lac de Van et le lac d'Ourmiah. On peut les classer en deux sections : les Achirets ou hommes libres et les Ryats ou peuple soumis (1).

« Les Achirets habitent la vallée du Grand-Zab. Le Nestorien du Tiari, un district de cette région, est un individu fort belliqueux. Tout homme ayant dépassé l'âge de quinze ou seize ans possède un fusil moderne ou plus rarement un vieux fusil à pierre et il porte un poignard à la ceinture. Il lui arrive très rarement de sortir de sa maison sans ses armes et il les a à côté de lui la nuit pendant son sommeil. L'homme du Tiari est très religieux. Dès le samedi matin il se prépare au dimanche par des ablutions. Sa femme et ses filles le lavent et ensuite elles lavent les vêtements qu'il vient de quitter ainsi que les leurs propres. Il semble d'ailleurs que ces dames ne possèdent qu'un seul vêtement en dehors de la robe de soie qu'elles mettent dans les grandes circonstances, car pendant les après-midi du samedi, c'est-à-dire du jour du grand lavage, on peut voir dans la vallée un grand nombre de formes nues errant sur les rives du torrent jusqu'à ce que leur habillement ait eu le temps de sécher. On peut dire que le dimanche commence dès le samedi soir au coucher du soleil. A ce moment le prêtre du village va à l'église et frappe avec un maillet une longue pièce de bois. Il lui donne trois coups, fortement espacés, en l'honneur de la Trinité, puis douze plus rapides pour rappeler les douze apôtres et il finit en reproduisant les trois premiers. Bientôt les villageois arri-

(1) Nous avons déjà fait observer, dans des articles sur les Kurdes, que la nation kurde elle-même était divisée de la même manière en nobles et en serfs, plus ou moins caractérisés.

vent et, quittant leurs chaussures, ils se baissent pour franchir la porte de l'église, haute d'un mètre à peine. Dans peu de cas, en effet, elle est plus haute et elle a reçu, dit-on, cette proportion pour rappeler aux fidèles leur humilité — il semble plus probable que, si les portes de l'église ont une dimension aussi singulière, c'est pour empêcher les Kurdes de les profaner en y introduisant leur bétail. En entrant, le Nestorien s'avance jusqu'en haut de l'église, baise la croix ou tout autre objet qu'il rencontre et qu'il considère comme digne de cette attention. Les femmes restent dans le bas de l'église. Si le fidèle sait lire, il prend place autour de l'énorme livre qui est sur un pupitre et il contribue aux chants du service; s'il ne le peut pas, il passe le temps de l'office à peigner ses cheveux ou à tirer les cordes des cloches qui pendent des murs.

« Les églises des montagnes sont toujours construites en pierres — elles sont petites et sans fenêtre. Un mur de pierre sépare le sanctuaire de la nef et il n'y a que le prêtre et le diacre, et seulement lorsqu'ils sont à jeun, qui peuvent pénétrer dans le sanctuaire. Il y a une porte au centre de ce mur qui sépare le sanctuaire de la nef et cette porte possède un rideau que l'on ferme à certaines phases de la liturgie. Les Nestoriens exècrent tout ce qui ressemble à des images et jamais on n'en voit dans leurs églises. Les seuls instruments de musique qu'ils tolèrent dans leurs temples sont les cloches et les cymbales. Dans l'ensemble c'est une race profondément dépourvue du sens musical et presque jamais on ne trouve deux de ces indigènes qui soient capables de chanter sur le même ton. Les mercredis et les vendredis, pendant toute l'année, et durant des périodes entières de certaines saisons, les Nestoriens se soumettent à un jeûne rigide. A ce moment ils n'accepteraient aucune nourriture animale, pas même des œufs ni du lait.

« Les Nestoriens du Tiari, de même que tous les Achirets ne paient pas de taxe directe aux Turcs, mais ils versent une contribution annuelle au patriarche qui, lui, s'arrange avec le gouvernement de Constantinople.

« La contrée de Djilou possède une église remarquable. Elle passe pour contenir un mouchoir de Mahomet, soigneusement enveloppé dans sept couvertures. C'est cette relique qui a protégé l'église d'être pillée par les Turcs. Aussi a-t-elle pu conserver une bibliothèque d'anciens manuscrits syriens admirablement calligraphiés et des ex-voto rapportés par les anciens missionnaires nestoriens de régions lointaines, même de Chine. Les ex-voto les plus récents proviennent de personnages moins considérables, souvent de mendiants. Dans cette église on peut voir d'exquis vases chinois remontant probablement au v^e siècle, chefs-d'œuvre de céramique, qui fraternisent avec des réveille-matin de provenance américaine. Les murs sont couverts de soieries chinoises sur lesquelles pendent des étoffes provenant de Russie ou de Rome et aussi des cotonnades à bon marché imprimées à Manchester. »

Les colonies juives de Palestine. — Nous parlons plus haut du sionisme : il n'est pas sans intérêt, au moment où les partisans de ce projet se montrent très actifs, de dire quelques mots des colonies juives de la Palestine et de la richesse de ce pays.

A la fin de mars, dans une conférence faite à Londres devant la Société royale de Géographie sur les ressources de la Palestine, le docteur Masterman a résumé brièvement l'histoire des tentatives de colonisation dans ce pays : l'établissement américain à Jaffa en 1856, qui manqua complètement, les établissements allemands commençant en 1860 et qui ont eu plus de succès, enfin les colonies juives. « De celles-ci les plus importantes sont Richon-le-Zion, Rékhobot et Zimmarine. La dernière est sur les pentes du mont-Carmel et il y a peu de vues plus plaisantes en Palestine que celle de cette colonie au printemps. Les vicissitudes de ces colonies ont été grandes. Les plus heureuses ont reçu sans compter l'appui de l'Europe et encore maintenant elles se suffisent à peine elles-mêmes. En dehors des colons juifs, la Palestine n'est d'ailleurs nullement inhabitée. Sa population indigène se trouve là depuis des temps beaucoup plus anciens que ceux où les Angles et les Saxons passèrent en Angleterre. Elle forme maintenant une race mêlée, que l'on peut appeler les Syriens, dans laquelle beaucoup de sang arabe s'est mélangé avec celui des Chananéens, des Juifs, des Grecs, des Arabes et peut-être même des Croisés. Avant la guerre, les habitants de la Palestine étaient un peu moins de 700.000, dont les trois quarts appartenaient à la religion musulmane. En outre, il y avait quelques colonies de musulmans circassiens à l'Est du Jourdain.

« Dans ces conditions présentes, la terre ne peut pas nourrir une population beaucoup plus grande. Pour que la colonisation réussisse, le plus grand besoin, même plus urgent que la restauration des régions retournées au désert, serait un effort bien conçu pour combattre la malaria, l'ophtalmie et les autres maladies. »

Constatons d'ailleurs en passant que le docteur Masterman, qui a fait de la Palestine agricole ce tableau en somme peu enchanteur, montre des dispositions peu favorables au sionisme.

L'agitation à Chypre pour l'union avec la Grèce. — Le Conseil législatif de Chypre s'est réuni au commencement de juin et cela a été une occasion pour la partie grecque de la population d'exhorter les membres élus grecs de s'efforcer d'obtenir l'union avec la Grèce. L'argument juridique présenté en faveur de cette union est que, lorsque l'île fut remise par la Turquie à l'Angleterre, c'était à la condition que la Grande-Bretagne aiderait la Turquie contre la Russie : l'Angleterre et la Russie étant maintenant alliées contre la Turquie, l'arrangement n'a plus de base légale. En outre les Grecs chypriotes, qui veulent l'union, déclarent que les troupes de M. Vénizélos combattant avec celles de l'Entente, les condi-

tions de l'offre que l'Angleterre avait faite en 1915 à la Grèce de lui donner Chypre, si elle entrait dans la lutte contre les puissances centrales, se trouvent réalisées. Il est à remarquer que les membres turcs du Conseil législatif combattent vivement cette politique et que, malgré l'état de guerre entre la Turquie et l'Angleterre, ils désirent vivement que l'île reste soumise à l'Empire britannique et non pas à la Grèce.

L'argument d'après lequel les conditions de l'union à la Grèce seraient remplies paraît d'ailleurs des plus contestables : l'offre faite en 1915 par l'Angleterre, alors que l'intervention de la Grèce pouvait être décisive pour sauver la Serbie, est devenue caduque du fait de la politique du roi Constantin et il faudrait des circonstances nouvelles pour que le gouvernement britannique puisse considérer que le concours de la Grèce rend une valeur à la proposition qu'il avait faite en vain, il y a bientôt deux ans.

Extrême-Orient

CHINE

La situation financière. — A l'Assemblée générale des actionnaires de la « Hongkong and Shanghai Banking Corporation », qui s'est tenue le 10 mai, le président a résumé la situation financière de la Chine dans des termes qui nous paraissent mériter d'être reproduits. « L'année 1916 a été pour la Chine exceptionnellement prospère. Les recettes perçues des douanes maritimes se sont élevées à 37.750.000 hai kouan taëls, ce qui est un excédent de 1 million de hai kouan taëls sur les recettes de l'année précédente. Grâce à ces résultats satisfaisants et au taux, élevé du change de l'argent on estime que, pendant les six prochains mois au moins, les recettes des Douanes seront suffisantes pour satisfaire à toutes les obligations gagées sur elles, y compris l'indemnité de 1901, et sans recourir à des contributions de l'impôt du sel, c'est-à-dire qu'une grosse partie du produit de celui-ci sera laissée disponible pour les besoins généraux du Gouvernement chinois.

« Le produit net de l'impôt du sel en 1916 s'est élevé à 72.440.000 dollars, soit une augmentation de près de 3.100.000 sur l'année précédente. Ce résultat, surtout si l'on considère le désordre politique qui a régné dans certaines provinces, est très satisfaisant et encourageant. Sur ce total près de 15.000.000 de dollars ont été appliqués au paiement et au service des différents emprunts gagés sur l'impôt du sel ; 10.000.000 ont été consacrés au service de l'indemnité, tandis que le reste, soit 52.226.500 dollars, a été libéré pour l'usage du Gouvernement chinois. Ces deux grandes sources de revenus, les Douanes maritimes et le sel, peuvent être considérées comme les piliers du crédit

de la Chine et on doit espérer que leur administration admirable servira de modèle pour les réformes fiscales et financières plus étendues qui sont un besoin urgent de la Chine et doivent donner les moyens de son progrès futur. »

Scandales politiques. — L'agence Reuter a reçu le 27 juin de Changhaï une dépêche qui confirme que l'on savait déjà la corruption du monde politique chinois qui ne permet guère à des témoins extérieurs de s'intéresser beaucoup plus à un parti qu'à l'autre. D'après ce télégramme Tchen Tchih Tao, ex-ministre des Finances, venait d'être condamné à vingt-six mois de prison ; la cause de cette condamnation était que ce personnage avait accepté un pot de vin d'un syndicat qui s'était formé pour obtenir la concession de transformer de vieux objets de bronze en monnaie. Le vice-ministre des Finances, Yin You Li aurait sans doute partagé le sort de son chef s'il n'avait eu le soin de se sauver au Japon. D'autre part, Hsou Chih Ying, ex-ministre des Communications, était récemment sous les verrous sous l'inculpation de s'être laissé lui aussi corrompre. Mais comme on n'en a pas de nouvelles, on croit que les poursuites ont été abandonnées.

L'industrie cotonnière chinoise et le commerce américain. — Un rapport publié par le Département du Commerce de Washington, qui a été reproduit dans le *Bulletin commercial d'Extrême-Orient*, donne des renseignements intéressants sur le développement de la production des cotonnades en Chine et le commerce américain avec ce pays.

« Avant la guerre avec le Japon, les Chinois commençaient déjà à créer des filatures de coton, mais ce n'est qu'après 1895, quand les étrangers ont eu le droit d'importer des machines et de fonder des entreprises industrielles de toutes sortes dans les ports ouverts, que le véritable développement de l'industrie cotonnière commença. Avant cette époque, six filatures indigènes fonctionnaient seulement avec 133.000 broches ; mais, à la fin de 1906, on comptait 12 filatures, dont sept chinoises et cinq étrangères, avec un total de 417.000 broches.

« D'abord les usines fabriquaient principalement des filés, l'installation des métiers n'a été faite qu'en 1907 et 1908. L'activité du commerce des étoffes pendant et immédiatement après la guerre russo-japonaise en 1905 et 1906 décida plusieurs manufacturiers à ajouter des métiers à leur outillage, pour la fabrication des grosses toiles et des coutils. Comme il n'y eut aucune statistique publiée sur cette industrie, le nombre de filatures, broches et métiers, dans ce pays n'est pas connu. Autant qu'on peut s'en assurer par des personnes qui ont visité les principales manufactures étrangères et indigènes, on estime qu'il y a actuellement 31 filatures, avec un total de plus de 1.000.000 de broches et environ 4.500 métiers. Ces chiffres montrent que le nombre des broches a plus que doublé en 20 ans.

La guerre européenne et la situation déprimante du commerce ont temporairement arrêté le progrès de cette industrie, mais le retour au régime normal marquera de nouvelles améliorations.

« La consommation totale de coton des filatures réunies, en temps normal, est estimée à 2.000.000 de piculs (environ 266.000.000 de livres) annuellement, et le total des étoffes fabriquées s'élève de 40.000.000 à 50.000.000 de yards, suivant les qualités de la marchandise et les conditions du marché.

« Les principaux filés manufacturés sont de 40's, 14's et 20's. Des 32's sont faits avec des cotons de provenances américaine et indienne. Mais la quantité fabriquée est très limitée.

« Les principales étoffes fabriquées sont les grosses toiles et les coutils.

« La quantité de filés exportée de Changhaï en 1914 s'élevait à 91.920.932 livres, évaluées par les douanes à 19.866.029 hai kouan taëls (1), contre 67.881.066 livres et 13.443.066 hai kouan taëls en 1913. Parmi les tissus de coton exportés, les grosses toiles et les toiles fines s'élevaient à 1.614.893 hai kouan taëls en 1914; quant aux coutils et « Jeans » exportés en 1914, ils s'élevaient à 859.640 hai kouan taëls contre 488.879 hai kouan taëls en 1913.

« Le chef du bureau du commerce extérieur et intérieur, dans sa lettre qui suit le rapport, écrit que, dix ans auparavant, le coton américain était en grande demande en Chine, mais que, depuis quelques années, les exportations sur la Chine ont considérablement diminué. Cette diminution est due principalement aux concurrences des filatures japonaises et chinoises. Cette concurrence affecte le commerce des Etats-Unis beaucoup plus que les autres pays, car le commerce des tissus de coton américain vise surtout les grosses toiles et les coutils sur lesquels les filatures chinoises et japonaises portent leur attention. Il sera difficile aux commerçants américains de lutter avec succès contre cette concurrence et de réoccuper la place qu'ils avaient sur les marchés chinois des coutils. Il y a encore beaucoup d'autres articles qui sont importés en grandes quantités et qui ne sont point fabriqués par les filateurs chinois et japonais; la plupart de ces articles sont fournis par l'Angleterre. »

L'exportation du thé. — Le *Bulletin commercial d'Extrême-Orient* donnait dans un de ses derniers numéros des renseignements très intéressants sur la décadence de l'exportation des thés de Chine.

« Dans les dernières statistiques parues sur les exportations du thé chinois sur l'Amérique, par exemple, on a remarqué, non sans une certaine surprise, qu'elles diminuaient graduellement alors que celles du Japon sur la même contrée augmentaient. D'après les enquêtes qui ont été faites, ils ressort que, non seulement l'exportation du thé chinois diminue de façon

rapide, mais qu'elle ne tardera pas à devenir insignifiante. Pendant ces trente dernières années, la consommation mondiale du thé a triplé et, pendant cette même période de temps, l'exportation du thé chinois n'a pas augmenté. En d'autres termes, les planteurs chinois se sont complètement désintéressés de l'augmentation énorme de la consommation du thé et du développement intensif des plantations de thé aux Indes, dans l'île de Ceylan, au Japon et à Sumatra. Ils n'ont fait aucun effort pour s'enquérir des exigences nouvelles du marché mondial et ont continué à travailler de la même façon que leurs ancêtres. Les marchands de thé n'ont probablement pas cherché à renseigner les planteurs sur les transformations du marché du thé, ils se sont contentés de faire placidement leurs achats, sur les mêmes bases séculaires, et de recevoir de même les thés qu'on leur fournissait.

« La situation du marché des thés continuera à inspirer les plus grandes inquiétudes tant que les marchands et les planteurs ne se départiront pas de leurs vieilles méthodes et de leur indifférence et que de nouvelles mesures ne seront pas adoptées et mises en pratique.

« Les tendances des contrées européennes et américaines à placer leurs commandes ailleurs qu'en Chine proviennent également du changement survenu dans le goût des consommateurs qui préfèrent telle ou telle qualité de thé au thé chinois. Ainsi, pendant longtemps, l'Amérique importait presque exclusivement du thé chinois; il y a quelques années encore, cette qualité de thé y faisait prime. Actuellement ce sont les thés indiens et de Ceylan qui sont de plus en plus demandés, à cause surtout du changement de goût chez les Américains et de la présentation par petits paquets, plus commodes pour le ménage. Le thé chinois, nous le rappelons volontiers, est la plupart du temps contenu dans des caissettes de plusieurs livres. Cette présentation de la marchandise exerce un effet sensible bien compréhensible, d'ailleurs, sur la vente. Que ce soit en Europe ou en Amérique et même en Chine, le client aime toujours à acheter le thé par livre et demi-livre, contenu dans des paquets plus ou moins artistement présentés. Tel n'est point le cas du thé chinois qui « se débite » au grand déplaisir du client, obligé d'attendre qu'on le serve. Les exportateurs de thé chinois devront donc concentrer leur attention sur la présentation du thé chinois par paquets d'une demi-livre, et d'une livre, s'ils ne veulent pas perdre la place qu'ils occupent encore sur le marché mondial. C'est cette présentation qui, comme nous le faisons remarquer plus haut, a favorisé les exportations des thés des Indes, de Ceylan et du Japon.

« A propos des thés japonais, nous rappellerons ici qu'on se plaint généralement de ce que les Japonais importent d'assez grandes quantités de thé chinois qui sont préparés et réexportés ensuite en Amérique comme thés japonais. La proximité du Japon et le fret relativement bas ainsi que les ristournes des compagnies de navi-

(1) Hai kouan taël: en 1913: 3 fr. 81; en 1914: 3 fr. 45.

gation japonaises ont également favorisé l'exportation et la vente du thé japonais en Amérique. Une innovation a été faite, depuis quelque temps, par les Japonais ; les marchands étrangers établis au Japon impriment sur les paquets de thé le nom de la maison américaine.

« L'exportation de thé chinois sur l'Angleterre sera probablement la moins importante enregistrée jusqu'ici. Il y a trente ans, l'Angleterre importait les quatre cinquièmes du thé qu'elle consommait des Indes et l'autre cinquième de Chine. Aujourd'hui, elle n'en importe que le dixième.

« L'importation sur la Russie, regardée comme le client le plus sûr, dont le goût ne varierait pas, inspire également les plus fortes appréhensions. Le consommateur russe a changé de goût. Il y a vingt ans, tout le thé consommé en Russie venait de la Chine ; aujourd'hui, la Russie n'importe de Chine qu'un tiers du thé qu'elle consomme, alors que les autres deux tiers sont importés des Indes et de Ceylan. Il est certain que si les commerçants et les planteurs de thé chinois avaient tenu compte du changement du goût parmi les Russes, ils auraient conservé la clientèle de la Russie.

« Le commerce du thé chinois se fait sur une grande échelle avec les contrées de l'Asie centrale comme le Turkestan, dont les populations sont antialcooliques. Ces contrées achètent les qualités supérieures de thé chinois et payent les plus hauts prix. Les parsis de Bombay furent tout d'abord les seuls importateurs de thé pour ces contrées ; les thés étaient expédiés de cette ville par voie de terre. Les Russes parvinrent à s'emparer de ce commerce et ils auraient pu le développer d'une façon remarquable avec la construction de lignes de chemins de fer aboutissant à la mer Noire. Pendant la guerre et depuis la fermeture des Dardanelles, les thés, pour ces contrées, sont dirigés sur Vladivostok et de là sur Samarkand.

« Les chiffres suivants, extraits des rapports des douanes chinoises, donnent une idée de l'importance de l'exportation du thé chinois sur les pays étrangers. On s'apercevra que la Chine arrive difficilement à conserver la place qu'elle occupait, il y a trente ans. On devra se rappeler également qu'il y a quarante ans la Chine était le fournisseur du monde entier. Le développement de la culture de l'arbre à thé aux Indes et à Ceylan ainsi que les méthodes commerciales adoptées par les marchands ont graduellement relégué le commerce du thé chinois à la place qu'il occupe maintenant.

	Piculs
1872-1881 (moyenne annuelle).....	1.854.000
1882-1891 — —	1.998.000
1902-1911 — —	1.518.000
1912..... — —	1.481.700
1913..... — —	1.442.109
1914..... — —	1.495.798

« La Chine reste cependant la contrée qui produit le plus de thé du monde entier, mais tend

à se laisser devancer par d'autres contrées. » Il sera sans doute difficile à la Chine, à moins d'un gros effort, de remonter le courant, d'autant que l'augmentation de la consommation du thé de l'Inde en Europe indique une véritable altération du goût. Le mot changement n'est pas en effet suffisant pour qualifier la préférence de la clientèle du thé de l'Inde, si fort, si astringent et dont le parfum est tellement moins fin, au thé de Chine.

JAPON

Un conflit entre le gouvernement et le Parlement. — Comme nos lecteurs le savent, le ministère Térauchi a été formé contrairement aux vœux du Parlement et selon la politique ancienne qui donnait la première place dans le gouvernement au Conseil des Anciens, ou *genro*.

Au commencement de juin le premier ministre a annoncé qu'un Conseil supérieur de la direction de la politique extérieure de l'Empire serait recruté sous le nom de « Commission d'enquêtes diplomatiques » et que ce Conseil serait constitué par l'empereur et en dehors de toute acception de parti. Doivent en faire partie les ministres des Affaires étrangères, de la Marine, de la Guerre, et le vicomte Sirata, de la Chambre des Pairs, le vicomte Makine, le vicomte Ito, M. Hara, chef du parti Seiyu-kai, M. Inuka, chef du parti Kokumin-to, M. Shidehara, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Yama, sous-secrétaire à la Guerre, M. Sugenkii, sous-secrétaire à la Marine et le comte Kodama, secrétaire du Cabinet. Ce Conseil ne sera pas responsable devant la Diète.

L'annonce de sa constitution a été généralement très mal reçue dans les cercles politiques du pays. On estime qu'il s'agit de confirmer, sous une forme nouvelle, le règne des *genro* et d'avoir un organe de gouvernement supérieur au Cabinet, qui est, dans une certaine mesure, en fait sinon constitutionnellement, responsable devant le gouvernement.

Le mouvement commercial. — La balance du commerce continue à être extrêmement favorable au Japon, comme elle l'a toujours été depuis le premier mois de la guerre. Au mois de mai les importations se sont élevées à 75 millions de yen et les exportations à 142 millions de yen. L'an dernier ces chiffres étaient pour le mois correspondant de 71 millions et de 88 millions.

L'enrichissement du Japon pendant la guerre. — Nous avons déjà signalé que de nombreuses industries créées ou développées au Japon pendant la guerre amélioreraient la situation com-

merciale de ce pays, amélioration qui se traduit par une hausse constante des valeurs japonaises sur les bourses d'Europe où d'ailleurs le gouvernement impérial a fait des rachats importants diminuant le montant de sa dette extérieure.

La cimenterie par exemple a donné des bénéfices très considérables au Japon depuis le commencement du conflit mondial. Voici un tableau qui montre comment les exportations de ciment du Japon ont bondi depuis le commencement de la guerre :

	Barils.	Valeurs.	
1911.....	67.651	328.709	yen
1912.....	48.680	237.688	—
1913.....	148.969	655.785	—
1914.....	249.618	1.033.066	—
1915.....	668.613	2.465.293	—

Il y avait en 1915 quinze compagnies japonaises fabriquant du ciment, lesquelles possédaient 13.457.085 yen de capitaux versés.

De même l'industrie du zinc s'est développée, comme nous l'avons déjà constaté d'ailleurs, au Japon pendant les deux dernières années. Auparavant on exportait du minerai de zinc japonais sur l'Allemagne et la Belgique et l'on importait au Japon du zinc affiné. Depuis le début des hostilités le Japon a au contraire importé du minerai de zinc de Sibérie, d'Australie, d'Indochine, et d'autres pays. L'exportation du minerai était tombée en 1915 à moins d'un cinquième de ce qu'elle était en 1912.

La production et la consommation de la soie. — L'excellent *Bulletin économique de l'Indochine* a récemment donné une étude très intéressante sur la production et la consommation de la soie dans le monde, production dans laquelle le Japon vient largement en tête. Il a, dans cette étude, montré comment la production, qui diminue en Europe, augmente beaucoup dans les pays de l'Asie occidentale, c'est-à-dire la Turquie, le Caucase, le Turkestan et la Perse. Ce groupe est arrivé à produire plus de la moitié de ce que produit l'Europe et cela en moins de quarante ans, puisque sa production de 1871 à 1875, qui s'élevait à 676.000 kilogrammes, est arrivée dans la dernière période pour laquelle nous avons la statistique, et qui s'arrête à 1913, à 2.669.000 kilos.

Mais c'est l'Extrême-Orient, dont la production augmente aussi très vite, qui tient et de beaucoup la place la plus importante dans la production mondiale de la soie, et, en Extrême-Orient, c'est le Japon qui vient largement en tête. La Chine n'a guère fait que doubler sa production, dans les quarante dernières années : 1871-1875 : 3 millions 940.000 kilos ; 1909-1913 : 8.040.000 kilos. Changhaï exporte près des trois quarts de sa production, soit 5.700.000 kilos à destination surtout de la France, de l'Italie, de la Suisse et des autres pays d'Europe. Canton exporte 2.335.000 kilos, dont plus de la moitié va en Amérique.

L'exportation du Japon, inférieure à 700.000 kilos en 1871-1875, s'est élevée par bonds successifs à 7.450.000 entre 1906 et 1910 ; à 9.370.000 en 1911 et à 12.120.000 en 1913. A lui seul le Japon fournit près de la moitié de la soie produite dans le monde. Dans certaines régions de l'archipel le paysan dont la vie est difficile n'a guère d'autres moyens de subsistance que l'élevage des vers à soie. Cet accroissement énorme de la production japonaise s'accompagne d'un accroissement correspondant du rôle des Etats-Unis dans la consommation de la soie. La plus grosse partie des ventes du Japon se font en effet en Amérique. Sur 27.000.000 de kilos de soie consommés en 1912 dans le monde, les Etats-Unis ont pris à eux seuls 11.208.000, soit plus de 40 0/0, c'est-à-dire à peu près exactement autant que tous les grands pays de l'Europe occidentale ensemble : France, 4.661.000 kilos ; Allemagne : 3.724.000 ; Suisse : 1.715.000 ; Italie : 1.125.000, soit au total pour ces pays européens 11.225.000. Parmi les autres consommateurs notables figurent encore : la Russie, 1.700.000 ; l'Inde anglaise, 1.175.000 ; l'Autriche-Hongrie, 794.000 et l'Angleterre, 642.000. Ce développement de la consommation américaine est de date fort récente puisque, en 1903, les Etats-Unis ne recevaient pas plus de 5.000.000 de kilos. Leur consommation a donc plus que doublé alors que celle de l'Europe ne progressait que de 12 à 14 millions et demi de kilos, de 1903 à 1912.

Voici le tableau de la production de la soie dans le monde depuis 1871 en distinguant entre les trois grandes régions de production : Europe occidentale, Levant et Asie centrale, Extrême-Orient :

	Europe occidentale	Levant et Asie centrale	Extrême-Orient	Totaux
	(Milliers de kilogrammes)			
1871-1875...	3.676	676	5.194	9.546
1881-1885...	3.630	709	5.108	9.438
1891-1895...	5.518	1.107	8.670	15.295
1901-1905...	5.312	2.304	11.476	19.092
1909-1913...	4.729	2.669	18.174	25.572

En ce qui concerne l'Indochine nous attirons une fois de plus l'attention sur l'importance des exportations de Canton (2.335.000 kilos). Nous avons dit à maintes reprises que la soie du Tonkin était à tous égards comparable à celle de Canton et il y a là des éléments de vente très importants de notre colonie indochinoise à la métropole, puisque les achats de soie faits par la France à Canton sont très considérables.

PERSE

Le chemin de fer de Djoulfa à Tabriz. — La route à automobiles qui reliait Djoulfa à l'extrémité du chemin de fer russe de Transcaucasie sur l'Araxe, à Tabriz, la capitale de l'Azerbeïdjan, a

été remplacée par un chemin de fer qui fonctionne depuis le mois de mai. Un voyageur qui a pris cette petite ligne a constaté que le matériel était très propre, il y a même une voiture directe Tiflis-Tabriz; le seul inconvénient c'est que l'on met douze heures pour faire en chemin de fer ce qui demanderait six heures de cheval en allant d'un bon train. Les arrêts sont interminables. La station de Tabriz est d'ailleurs placée d'une manière singulière : elle se trouve à l'extrémité méridionale de la ville, la ligne s'incurve autour de celle-ci en passant à l'ouest et s'inclinant ensuite vers l'est. L'idée est de pousser la voie ferrée vers Maragha, Soudjeoublak et Téhéran. Si le chemin de fer ne s'arrête pas au nord de la ville, c'est qu'on a voulu, dès à présent, faciliter son prolongement. Mais la distance qui sépare la gare du centre de Tabriz est énorme, puisqu'il ne s'agit pas moins de 7 à 10 kilomètres, selon les quartiers que l'on veut atteindre.

Tel qu'il est le chemin de fer de l'Azerbeïdjan rend déjà des services aux petits contingents russes qui opèrent à l'ouest du lac d'Ourmiah.

ASIE ANGLAISE

La participation des Indiens au Conseil de l'Inde. — Le secrétaire d'Etat pour l'Inde, M. Austen Chamberlain, vient de porter de deux à trois le nombre des Indiens membres du Conseil de l'Inde, corps qui siège à Londres et dont les attributions sont pour la plus grande partie consultatives, bien qu'il soit appelé à exercer un contrôle étendu sur les dépenses ordinaires de la péninsule. Ce corps est la seule autorité ayant l'expérience des affaires indiennes et auquel le secrétaire d'Etat pour l'Inde puisse s'adresser lorsqu'il a besoin d'avis.

Il y a une dizaine d'années, lord Morley, dont nous avons déjà analysé les réformes libérales, nomma deux Indiens au Conseil du secrétaire d'Etat pour l'Inde. Il ne pouvait manquer d'arriver que le nombre des Indiens siégeant dans le Conseil fût augmenté, puisque la politique de self government est de plus en plus pratiquée par l'Angleterre dans sa grande dépendance asiatique. Comme le Conseil de l'Inde doit légalement se composer au moins de dix membres, on remarquera que M. Austen Chamberlain, en y nommant trois Indiens, vient de porter à près d'un tiers de l'effectif de cette assemblée la représentation indigène.

Il faut ajouter que les choix faits pour assurer cette représentation sont de nature à lui donner la plus grande efficacité. Nous ne résumerons pas la carrière des membres indiens du Conseil : il serait assez inutile de donner ici des noms difficiles à retenir et qui n'apporteraient en eux-mêmes aucune indication utile à nos lecteurs.

Disons cependant que, parmi les trois membres indiens, l'un a été longtemps associé à l'administration de l'Etat de Bikanir : il s'est occupé du développement des chemins de fer et des ports alors qu'il était membre du Conseil exécutif de Bombay; un autre a été un des chefs politiques des libéraux modérés de l'Inde : il représente le parti qui désire vivement ce qui est réalisable, mais en sachant le distinguer de ce qui est impossible. Si les Anglais désirent avoir au Conseil de l'Inde des Indiens loyalistes, ce qui se conçoit, ils ont bien soin de ne pas prendre des personnalités négligeables et capables d'assurer seulement à la vaste population indigène de l'Inde une représentation purement nominale.

Une opinion indigène sur les réformes.

— Le maharaja de Bikanir, qui est venu récemment en Angleterre, comme nous l'avons annoncé, pour représenter l'Inde à la Conférence impériale, où cette grande dépendance avait des représentants à côté de ceux des Dominions, a fait à un rédacteur du *Times* sur les réformes de l'Inde des déclarations intéressantes, car elles donnent, avec toute l'apparence de la franchise, l'opinion d'un brave indigène sur la politique qui doit être suivie dans la péninsule : « Je dois dire, a déclaré le maharaja, que les progrès vers le développement du self government dans l'Inde doivent s'accomplir avec la largeur et la générosité de vues qui ont marqué la politique britannique dans tant d'autres parties du monde et qui, autant que je puis me rappeler l'histoire de son expansion coloniale, n'ont jamais été pour elle une occasion de regrets. Le sentiment compte pour beaucoup dans l'Inde et les changements doivent être de nature à parler à l'imagination. Le vieux proverbe d'après lequel celui « qui donne vite donne deux fois » s'applique avec un singulier bonheur aux réformes constitutionnelles qui, d'après une récente déclaration du vice-roi, ont été soumises par le gouvernement de l'Inde à l'examen du secrétaire d'Etat. Une prudence excessive serait une erreur aussi grande que l'acceptation de propositions hâtives et inconsidérées. Quelques nouveaux pas en avant dans l'évolution de la politique indienne ne sont pas seulement désirables mais sont même un corollaire essentiel à la décision capitale qui a été annoncée par lord Curzon que l'Inde, avec les Dominions, sera consultée régulièrement dans la paix et dans la guerre, dans des conférences et des cabinets impériaux que l'on a l'intention de réunir annuellement. Je ne veux pas faire bon marché des difficultés immenses que l'on rencontrera dans l'adaptation des affaires intérieures de l'Inde aux conditions nouvelles. Mais elles ne sont pas insolubles et elles ne doivent pas détourner les hommes d'Etat anglais et indiens de s'avancer sur la route des développements qui sont provoqués. Il n'y a pas d'erreur plus grande que de croire que les braves Indiens considéreront avec défaveur ou avec inquiétude ces développements politiques. Au con-

traire, ils se réjouiront de voir l'Inde progresser politiquement sur les bases constitutionnelles et à l'ombre du drapeau britannique. Alors que chaque Etat a préféré rester libre de conduire ses affaires intérieures de la manière la mieux adaptée aux circonstances, particularités, traditions et sentiments locaux et alors qu'ils ont des idées différentes et qu'ils sont à des degrés différents en ce qui concerne le niveau de leur développement administratif, beaucoup d'entre eux progressent rapidement en ce qui concerne l'association du peuple au travail administratif et législatif. Sur mon propre territoire nous avons inauguré il y a quelques années une assemblée représentative. Elle consiste maintenant aussi bien de membres élus que de membres nommés par le pouvoir et ses droits sont égaux à ceux qui ont été accordés aux législatures de l'Inde britannique par la réforme de 1909. En ce qui concerne le budget, elle a les mêmes pouvoirs que ceux qui ont été conférés par les réformes accomplies par lord Lansdowne de 1893 à 1909 aux législatures suprême et provinciales de l'Inde britannique. Lorsque j'ai annoncé mon intention de créer un corps représentatif, j'ai dit que, à mesure que le peuple montrerait ses capacités, il recevrait des droits nouveaux, c'est pourquoi à la fin de la première période de trois années, lorsque des élections auront lieu, nous élargirons le rôle de l'Assemblée et nous ferons disparaître les restrictions devenues inutiles et qui pèsent encore sur elle. Le fait est qu'il y a identité d'intérêts entre le Gouvernement britannique et les Etats indigènes, et tout ce qui tend à la stabilité et à la popularité de l'un tend à la stabilité et à la popularité des autres. Leur avenir est lié et leurs progrès mutuels développeront la prospérité de l'Empire britannique en général. » Et le maharaja de Bikanir a conclu en disant l'effet très heureux que produirait dans l'Inde le fait que cette grande dépendance a été représentée comme les Dominions dans le Cabinet de guerre et la dernière Conférence impériale.

Le résultat de l'emprunt de guerre indien.

— On connaît maintenant d'une manière approximative le résultat de l'emprunt de guerre indien. Le total des souscriptions est de 657.100.000 fr. C'est une somme médiocre si l'on songe à l'énormité des dépenses de guerre, mais c'est néanmoins un total très appréciable dans un pays comme l'Inde, où l'on n'avait aucune habitude de placements de ce genre et où la coutume immémoriale était de garder ses capitaux sous forme de monnaie ou de bijoux soigneusement cachés.

Bombay a fourni le plus gros chiffre, soit 174.500.000 francs, suivi de tout près par le Bengale avec 173.550.000 francs. Les Etats indigènes ont souscrit d'une manière très appréciable : Goualior a fourni 14.650.000 francs, Haidarabad 12.500.000, Mysore 8.650.000, etc. On a constaté un grand nombre de petits souscripteurs, ce qui est très intéressant vu le pays : les bureaux de

poste ont en effet recueilli un total de souscriptions montant à 52.650.000 francs.

L'emprunt de guerre des Etats fédérés malais. — Le *Bulletin économique de l'Indochine* donne les renseignements suivants sur l'emprunt de guerre qui, comme nous l'avions annoncé, a été émis par les Etats Fédérés malais.

« Le Conseil Fédéral des Etats malais a autorisé, au début de cette année, le gouvernement des Etats Fédérés à émettre un emprunt de 15 millions de dollars (soit un peu plus de 45 millions de francs), dont le produit devrait être mis à la disposition du gouvernement britannique pour l'aider à continuer la guerre. Cet emprunt est désigné sous le nom de « Federated Malay States Government War Loan ». Les souscriptions ont commencé à être reçues à la fin de mars : l'emprunt a été entièrement couvert à Singapore et dans les Etats malais. Il est remboursable au pair le 1^{er} mai 1921 : les obligations sont au porteur ; elles sont de 50 \$, 100, 1.000, 5.000 et 10.000 \$. L'intérêt est de 6 0/0. Il a été stipulé que ces obligations ne pourraient être soumises à aucune taxe dans les Etats malais. Les revenus des Etats ont été donnés en garantie du capital et des intérêts. Ces obligations de 100 \$ sont aujourd'hui cotées 104 \$.

« L'emprunt des Etats malais a été presque entièrement souscrit par des Chinois. Beaucoup sont fixés d'une façon définitive dans cette contrée : ils apprécient la tranquillité dont ils jouissent. Le gouvernement fait, du reste, tout son possible pour attirer et retenir l'élément chinois, à qui est dû, en partie, la prospérité de la péninsule.

« Cet emprunt mérite à un autre point de vue d'être signalé ; c'est la première entrée des Etats malais dans le monde financier. »

Protectionnisme foncier en Malaisie britannique. — Vers le milieu de mars le *Times of Malaya* a annoncé que le haut commissaire britannique dans les Etats confédérés malais avait avisé le ministre britannique des colonies que, jusqu'à réception de nouvelles instructions du gouvernement métropolitain, il ne permettrait l'aliénation à aucune personne autre que les sujets britanniques et les sujets d'un des Etats fédérés malais de tout terrain d'une superficie de 50 ares et au-dessus. Il est intéressant de noter cette manifestation de protectionnisme colonial anglais à un moment où l'on cherche dans la Grande-Bretagne s'entendre avec les Alliés en vue d'une politique commune après la guerre. Cette exclusion de tous les étrangers sans distinction d'alliés, de neutres et d'ennemis, serait considérée sans doute, si elle était maintenue, comme répondant fort peu à l'esprit que la guerre et les sacrifices consentis en commun, et en majorité par la France, devraient inspirer. Les Français ont déjà joué un rôle intéressant dans le développement des richesses, en particulier minières, de la Malaisie

britannique et ils seraient en droit de s'étonner de ce que l'alliance consacrée sur tant de champs de bataille ait coïncidé non pas avec un élargissement, mais au contraire avec une réduction des facilités que trouve leur activité dans la péninsule de Malacca.

Bibliographie

COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

Les Ressources de l'Indochine et leur mise en valeur après la guerre, par M. HENRI BRENIER, ancien directeur de la Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine, chef du service des affaires économiques au Gouvernement général de l'Indochine.

M. Brenier a extrait du *Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale* et publié en une grosse brochure la conférence qu'il avait faite le 4 mars 1916 devant cette Société.

L'impression que donne sa lecture est celle de l'infinie variété des richesses naturelles de l'Indochine. Notre colonie n'est pas, comme beaucoup l'ont cru à tort, un pays de monoculture, destiné à développer uniquement sa valeur en étendant ses rizières et en augmentant leur rendement. Peu à peu, lorsque la population aura augmenté et lorsqu'elle aura commencé à pénétrer dans des régions encore à peu près désertes, on verra s'allonger singulièrement la liste des articles alimentant les échanges de l'Indochine avec le dehors. Beaucoup de ceux qu'énumère M. Brenier ne sont guère encore produits qu'à titre pour ainsi dire d'échantillons, en quantité infime, dans quelques cantons et pour les usages locaux. Leur existence a surtout l'intérêt de nous indiquer des possibilités. La plupart des autres, c'est-à-dire de ceux qui donnent déjà lieu à une production appréciable et à des mouvements d'échanges sensibles, verront leur quantité augmenter beaucoup lorsque la mise en valeur du pays aura été un peu poussée.

Nous ne saurions, sans répéter la brochure de M. Brenier, dont la lecture se recommande comme intéressante et réconfortante pour tous ceux que préoccupe l'avenir de l'Indochine, énumérer ici tous les produits qui ont été cités dans sa conférence. Pour en donner une idée, nous dirons que le pavillon indochinois de l'Exposition coloniale de Marseille de 1906, où M. Brenier était commissaire de la colonie, ne contenait pas moins de six mille échantillons.

Dans sa brochure M. Brenier énumère un grand nombre de ces produits par ordre scientifique, dans un certain nombre de chapitres dont voici les titres :

- I. — Produits forestiers.
- II. — Produits de la mer et les ressources en marins.
- III. — Produits de l'élevage.
- IV. — Produits alimentaires.
- V. — Textiles et produits filamenteux.
- VI. — Oléagineux et corps gras.
- VII. — Produits divers.

Pour plus de facilité et pour présenter les choses d'une manière plus pratique nous ne suivrons pas cet ordre scientifique mais nous nous bornerons à citer les produits qui, dès à présent, donnent lieu à un commerce d'exportation

appréciable et qui surtout seraient capables de fournir la matière de ventes importantes dans un avenir peu lointain.

*
**

Actuellement le riz est de beaucoup la production la plus importante de l'Indochine. On peut dire que la moyenne annuelle de l'exportation de cette céréale dépasse pour l'ensemble de la colonie un million de tonnes depuis quelques années. Les sorties de la Cochinchine à elle seule qui est, comme on le sait, de beaucoup le centre de production le plus important de riz de la colonie sont parfois supérieures à cette quantité. La France pourrait sensiblement augmenter ses importations de riz d'Indochine qui ont été en moyenne, pendant les dix années 1902-1911, de 174.000 tonnes sur un total de 217.000 tonnes de riz importé dans notre pays. Mais pour développer ce mouvement d'affaires entre la colonie et la métropole il faudrait améliorer la qualité des riz indochinois. Il y a là un travail de technique agricole qui serait très intéressant aussi pour augmenter le rendement à l'hectare qui est très inférieur en Indochine à celui par exemple de Java. On a constaté dans cette colonie hollandaise que certaines espèces pourraient donner des rendements de six mille kilogrammes à l'hectare alors que les plus beaux rendements relevés en Indochine ne dépassent pas à l'heure actuelle trois mille huit cents à quatre mille kilogrammes.

Mais surtout les superficies encore inutilisées, bien qu'utilisables, pour la grande culture de riz sont très considérables. Tout le long de l'Annam les terres cultivées pourraient être largement étendues dans les deltas par des travaux d'irrigation comme ceux qui sont projetés et doivent être exécutés à bref délai dans le Thanh-hoa. Dans le seul delta du Mé-kong, c'est-à-dire en Cochinchine et dans le bas Cambodge, dix-huit cent mille hectares pourraient être encore livrés à la culture du paddy. On peut sans crainte de mévente étendre cette culture à toutes les terres qui s'y prêtent puisque l'Extrême-Orient, qui achète les trois quarts de la production indochinoise, est disposé à absorber tout ce que l'on pourra lui fournir : l'Indochine se trouve au centre d'un groupe d'hommes d'environ cinq cents millions d'individus dont le riz est la nourriture principale.

*
**

A côté du riz, mais bien loin derrière lui, il faut citer parmi les produits d'exportation de l'Indochine le maïs qui n'est pas cultivé actuellement en Cochinchine, mais surtout au Tonkin. En 1905 la colonie ne vendait que 16.000 tonnes à la métropole et cette importation indochinoise en France a passé à 133.000 tonnes en 1913. Il y a, notamment au Cambodge, beaucoup de superficies qui pourraient encore être consacrées à cette culture.

*
**

Si l'Indochine ne semble pas une terre de prédilection pour le café, bien que cette culture réussisse très convenablement au Tonkin, par contre elle devrait être le plus grand fournisseur de thé de la métropole. La consommation du thé en France augmente : elle s'est élevée en moyenne annuelle de 1908 à 1912, à 1.258 tonnes ; mais la colonie n'en fournit encore que 314, la culture et la préparation étant jusqu'ici très insuffisantes. En outre la colonie, spécialement le Nord-Annam et le Tonkin, pourrait fournir du thé au Maroc où la consommation s'élève à plus de 3.000 tonnes. Il y a là un effort intéressant à faire, le climat et aussi l'abondance de la main-d'œuvre se prêtant fort bien à la production du thé et la franchise douanière accordée aux produits coloniaux, par la loi du 5 août 1913,

donnant aux importations coloniales un avantage très grand sur les produits étrangers concurrents.

* *

Si c'est pour le marché français que la production du thé indochinois devra être développée, c'est vers l'Extrême-Orient qu'il faudrait regarder pour vendre le sucre que la colonie pourrait produire en beaucoup plus grande quantité. C'est surtout l'Annam qui semble désigné pour cette culture qui fournit actuellement une exportation très irrégulière puisqu'elle a varié de 6.782 tonnes en 1908 à 1.430 en 1911. Les rendements sont tout à fait insuffisants : deux à deux tonnes et demie de sucre à l'hectare, alors qu'à Java on obtient couramment dix tonnes. C'est un nouvel exemple de la nécessité d'études techniques qui ont malheureusement été arrêtées par mesure budgétaire : une station d'essais qui existait dans la province du Quanggai a été supprimée. Il s'agit là, comme pour le riz, d'un produit que l'Extrême-Orient pourrait absorber en très grandes quantités malgré la production de Java, des Philippines, de Formose et de la Chine elle-même.

* *

La colonie pourrait fournir à la métropole, qui importait en 1912 pour 72 millions de francs de légumes secs de l'étranger, du manioc, des haricots, dont de nombreuses espèces réussissent très bien dans la colonie. Elle pourrait aussi nous fournir un corps gras de plus en plus demandé pour la fabrication du savon et même pour l'alimentation humaine, le coprah ou l'amande des noix de coco. En 1913 la France a importé 114.000 tonnes de coprah dont 40.000 provenaient des Philippines, tandis qu'elle ne trouvait en Indochine que de 6.000 à 8.000 tonnes pendant ces dernières années. Il serait facile de développer les plantations de cocotiers de Cochinchine où les typhons ne sont pas à craindre. Si l'arbre met longtemps à fructifier (une dizaine d'années pour une production moyenne) le rapport est ensuite si sûr que, comme le fait observer M. Brenier, les Anglais ont appelé les cocotiers « les Consolidés d'Extrême-Orient ». Le débouché du coprah semble assuré très largement en France puisque la graisse végétale, que l'on en extrait, entre de plus en plus comme succédané économique du beurre dans l'alimentation humaine.

L'arachide cultivée au Centre-Annam, le sésame dont la Chine exporte plus de 120.000 tonnes, le ricin qui prospère au Tonkin et dont l'huile est exportée sur Hongkong et la Chine méridionale (8.900 quintaux en 1914) pourraient donner lieu à des ventes importantes de même que le soja dont une variété, meilleure peut-être que celle de Mandchourie si demandée ces dernières années en Europe, vient facilement au Cambodge. L'Indochine devrait être un de nos gros fournisseurs de corps gras.

* *

Parmi les textiles qui pourraient donner lieu à un commerce important avec la métropole, le plus intéressant semble être la soie. Nous demandons à la Chine méridionale, notamment à Canton, des variétés de soies analogues à celles que le Tonkin pourrait facilement produire. Canton a exporté en moyenne par an, pendant les années 1908-1912, 1.386.000 kilogrammes de soie dont la plus grosse partie a été vendue à la France. C'est un commerce qui représente de grosses sommes d'argent et dont il serait bon de faire bénéficier la colonie qui sera sans doute appelée d'ici peu à assumer entièrement la charge de sa défense militaire, qui nourrit un nombreux personnel français, et où nous avons tant d'intérêt à répandre le contentement

et la richesse. En outre, l'abondance de la main-d'œuvre spécialement féminine, dans certaines régions comme le Delta du Tonkin se prête remarquablement à l'élevage du ver à soie. Un des plus gros obstacles au développement, de cette culture était l'échec d'un grand nombre d'élevages par suite de l'infection des œufs qui donnaient naissance à des vers incapables d'achever leur évolution jusqu'à la filature de leur cocon. Mais grâce à la station séricicole de Phu-lang-tuong, dirigée par M. Vieil, du Service de l'agriculture, des graines saines ont pu être distribuées aux éleveurs annamites qui, ayant obtenu des récoltes à peu près régulières, ont une tendance à développer la production de la soie. D'autres Français, MM. Gachon, Emery et Delignon, l'un fonctionnaire du service de l'agriculture et les deux autres industriels au Tonkin et en Annam, ont contribué, par la création de sociétés séricicoles indigènes et aussi par la création d'usines qui assurent une vente rémunératrice aux grèges, au développement de la sériciculture. Aujourd'hui il y a des filatures à vapeur qui préparent une soie beaucoup plus utilisable, de même que les bassines répandues dans les milieux annamites et qui sont infiniment supérieures aux instruments indigènes qui servaient à dévider les cocons. Si l'exportation reste faible (maximum 101 tonnes en 1911) c'est que, comme le constate M. Brenier, l'enrichissement incontestable de l'indigène a eu pour conséquence une consommation locale de plus en plus importante de la soie ; mais l'extension des murailles démontre clairement que la production est en progrès marqué. C'est un des rares produits pour lesquels l'administration a adopté un plan d'amélioration et l'a suivi avec une certaine persévérance : les résultats sont là pour montrer la valeur de cette méthode.

Le coton qui vient dans toute la colonie, mais dont une très belle variété est cultivée au Cambodge, pourrait être produit en plus grandes quantités. Le coton cambodgien est de meilleure qualité que le coton indien dont la France a importé 33.000 tonnes en moyenne ces dernières années sur un total de 235.000 tonnes. Mais jusqu'ici le coton cambodgien est entièrement absorbé par le Japon, la vente s'étant élevée au maximum à 5.586 tonnes en 1913. Pour obtenir un rendement plus grand il faudrait développer les superficies cultivées qui dépendent actuellement des inondations du Mé-kong. Si on fait à cet égard un effort suivi, et si, surtout, on se préoccupe d'amener des travailleurs au Cambodge, où la main-d'œuvre est rare, mais où on pourrait en importer en prélevant sur les trente mille émigrants qui quittent actuellement Haïnan et dont dix mille vont au Siam, il serait possible de développer assez la production du coton cambodgien pour que la métropole commence à y trouver une partie de l'approvisionnement de ses filatures.

Parmi les autres textiles, le jute, la ramie, le chanvre, le kapok, l'agave pourraient donner lieu à un certain développement, mais à la condition que certaines difficultés techniques soient surmontées pour quelques-uns de ces produits et que la question de la main-d'œuvre soit résolue pour les autres.

* *

Aucun de ces produits ne présente le même intérêt que la pâte à papier que l'Indochine peut produire en grandes quantités en transformant ses bambous. Il y a là une richesse inépuisable et beaucoup plus facile à renouveler que celle de nos forêts puisque l'on calcule qu'avec une rotation de cinq années une bambouseraie se serait reproduite et pourrait donner matière à une nouvelle coupe. Un groupe de colons français du Tonkin a créé une usine à pâte de bambou à Viétri, au confluent de la rivière Claire et du fleuve Rouge, à proximité de grandes bambouseraies : des difficultés financières ont surgi. Mais la ques-

tion technique semble être résolue par cette expérience et aussi par celle que les Anglais ont poursuivie dans l'Inde. L'Indochine semble même pouvoir espérer que cette industrie trouverait sa place au Tonkin où les mines permettraient la création d'usines, fournissant sur place les produits chimiques nécessaires pour blanchir la pâte. Le bambou semble être une plante extrêmement intéressante pour la fabrication du papier. Nous avons dit qu'elle se renouvelait en cinq années : son rendement est très considérable puisque des espèces qui se trouvent en grande partie au Tonkin ne donneraient pas moins de 9.200 kilogrammes de cellulose à l'hectare, d'après des expériences faites dans l'Inde.

L'Indochine pourrait encore fournir pour la pâte à papier des matières premières très abondantes comme « l'herbe à pailote » et la paille de riz. Si l'on songe que la France est loin de produire la quantité de pâte à papier qu'elle consomme et si l'on songe aussi aux besoins actuels et surtout futurs de la Chine, on peut considérer cette industrie comme une de celles qui pourraient ajouter un gros appoint aux exportations de la colonie dans un avenir très rapproché.

*
* *

Une production qui peut dans quelques années beaucoup enrichir la colonie et spécialement la Cochinchine et les meilleures régions du Cambodge est celle du caoutchouc de plantation. On ignore trop en France l'effort qui a été fait dans ce sens, par nos colons français, notamment sur les terres rouges de la Cochinchine. Au 1^{er} janvier 1916 la colonie contenait déjà 17.328 hectares d'hévéa, représentant environ vingt millions de francs de capital immobilisé : 297 tonnes de caoutchouc de plantation ont été exportées en 1915 ; 312 pour les trois premiers trimestres de 1916. C'est encore bien peu de chose à côté des 18.659 tonnes que la France a importées en 1913, dont 2.665 seulement des colonies. Mais le rendement des plantations est beaucoup plus sûr que celui de la cueillette en forêts et l'Indochine est la seule de nos colonies où il y ait une main-d'œuvre suffisante et des conditions générales telles que l'on puisse espérer un développement considérable de la culture de l'hévéa. Les terres propices abondent encore dans le Sud de la colonie ; c'est la question de la main-d'œuvre qui s'oppose le plus gravement au développement des plantations. Il faut cependant faire observer que certains deltas sont surpeuplés et qu'en assurant aux Annamites des salaires suffisants on trouverait sans doute de quoi étendre encore beaucoup les superficies plantées en hévéa dans la Cochinchine. En tout cas on estime que les 5.000.000 d'arbres actuellement plantés pourront produire 4.000 tonnes en 1920.

*
* *

Parmi les produits capables de donner lieu, dans un avenir peu éloigné, à des ventes appréciables il faut encore citer ceux de l'élevage, surtout s'il était possible d'envoyer des viandes frigorifiées de l'Indochine dans la métropole, question qui est encore discutée. Jusqu'à présent Madagascar et le Sénégal seuls nous envoient de la viande.

Au Cambodge il y a bien déjà un élevage considérable puisque le Cambodge a exporté soixante-quatre mille têtes en 1910 (année maximum), sans parler de ce qu'il envoyait sur le marché de Saïgon. Mais il y a encore d'autres régions plus propices à l'élevage, notamment ces hauts plateaux qui longent à l'Ouest toute la chaîne annamitique depuis le Lang-bian jusque dans la région du Tranih. Malheureusement les moyens de communication ne permettent pas, jusqu'à présent, de se livrer d'une façon profitable à la production de la viande dans ces hautes régions

relativement fraîches et herbeuses. Un autre obstacle très sérieux est constitué par les épizooties.

*
* *

Dès à présent, par contre, les produits de la mer fournissent une proportion sensible des ventes de l'Indochine qui, dans les bonnes années, exporte plus de trente mille tonnes de poissons secs et salés, sans parler d'une consommation locale énorme, les Annamites se nourrissant surtout, à côté du riz, de poissons et de légumes salés. Ce n'est d'ailleurs pas la métropole qui peut absorber ce que la colonie pourrait encore demander à la mer et aussi au grand lac du Cambodge qui est une véritable fosse à poissons. Mais la Chine est susceptible de consommer des quantités énormes de poissons et l'Indochine avec ses côtes relativement beaucoup plus longues (2.500 kilomètres) pourrait devenir un de ses principaux fournisseurs. M. Brenier constate à ce propos qu'en dehors de la pêche l'Indochine pourrait fournir à l'armement des navires des marins très suffisants. Il estime à sept cent cinquante mille hommes la quantité des adultes mâles de dix-neuf à soixante ans qui existent parmi les populations maritimes de la colonie. Nous pourrions trouver là les éléments d'une marine marchande qui donnerait à notre pavillon en Extrême-Orient une place moins effacée, d'autant plus que peut-être le développement de l'industrie du fer, dont tous les éléments existent au Tonkin, permettrait l'établissement de chantiers de constructions navales. Il n'est pas déraisonnable de considérer une telle création comme n'appartenant pas à un avenir lointain.

*
* *

M. Brenier cite encore un très grand nombre de produits : le tabac, les huiles siccatives, la laque et les autres résines produites par les forêts, qui tous donneront certainement lieu à une exportation quand les voies de communication et surtout la main-d'œuvre de la colonie se seront développées. Mais cela ne pourra avoir lieu que dans un temps assez long, car il faut compter sur l'accroissement naturel de la population ou sur une immigration chinoise qui n'aura pas de résultat sensible à bref délai.

*
* *

La forêt indochinoise, qui ne couvre pas moins de vingt-trois à vingt-quatre millions d'hectares, qui a d'ailleurs été sauvegardée à la périphérie des régions peuplées mais qui commence à peine à être reconnue plus loin, donnera suivant toutes les vraisemblances lieu à une grande exportation, placée comme elle est tout près d'un pays que le déboisement a rendu prodigieusement chauve : la Chine. Il ne faut pas oublier que nous avons là trois cent cinquante millions de consommateurs qui ne trouvent plus de bois dans leur pays et qui pourront en acheter des quantités illimitées lorsque, condition *sine qua non*, la forêt indochinoise aura été aménagée. Certains produits de la forêt pourraient d'ailleurs être utilisés dans l'ébénisterie et différents travaux d'art par la main-d'œuvre annamite si abondante et de plus si adroite dans le delta du Tonkin. Dès à présent les produits qui ne sont pas à vrai dire ceux de la forêt, mais ceux de la région marécageuse du littoral, comme les palétuviers et les joncs et comme les rotins et les bambous, donnent lieu à une industrie et à une exportation assez appréciable de la colonie. Celle-ci vend des nattes, des tiges de palmier pour manches d'ombrelles (*Tonkin canes*) qui malheureusement transitent jusqu'à Canton par Hongkong et dont le commerce est entre les mains des Chinois. Il y aurait là une organisation commerciale intéressante à créer pour assurer aux nattes, dont le Tonkin a vendu en moyenne, de 1905

à 1912, 4.156 tonnes, aux palmiers pour manches d'ombrelles, aux meubles en bambou et en rotin, aux chapeaux de fibres de bambou, des débouchés directs en France, débouchés d'autant plus précieux qu'ils permettraient le développement de l'industrie familiale dans les parties surpeuplées de la colonie, industrie qui répond si parfaitement à la constitution de la société des pays d'Extrême-Orient.

*
* *

M. Henri Brenier, après avoir fait une énumération raisonnée et complète de tous les produits du sol, montre toutes les possibilités du sous-sol indochinois. Le Tonkin produit dès à présent de l'étain, du tungstène, du manganèse, un peu de cuivre, un peu de plomb, du fer qui se trouve également, mais non exploité, au Cambodge. Ces dernières années les recherches de mines ont été extrêmement actives dans la colonie et spécialement au Tonkin. Jusqu'à présent d'ailleurs les seules industries importantes auxquelles les roches ou le sous-sol donnent lieu sont, d'une part, la cimenterie dont la production a atteint 52.000 tonnes en 1914, dont 32.000 exportées, et surtout l'exploitation des houilles maigres du Tonkin qui a dépassé 600.000 tonnes en 1914, dont 370.000 exportées surtout en Chine. Jusqu'ici ces charbons maigres ont dû être souvent mêlés à des houilles grasses importées du Japon pour fabriquer les briquettes. Mais on a découvert quelques gisements gras au Tonkin, spécialement dans le Sud, et l'on peut espérer que l'industrie des briquettes et toutes les industries des sous-produits auxquelles se prête la distillation de la houille, lorsqu'elle renferme suffisamment de matières volatiles, pourront se développer dans la colonie. En ce qui concerne les métaux, le zinc a atteint une production de plus de 33.000 tonnes en 1913.

*
* *

En résumé, non seulement l'Indochine offre une quantité de produits extrêmement utiles qui promettent une grande prospérité économique, fondée sur une production très variée, mais encore, dès à présent, le nombre des articles se prêtant à une exploitation rémunératrice est considérable et, si certaines de nos colonies offrent des articles d'une exploitation facile et immédiate comme le bétail à Madagascar ou les arachides dans l'Afrique occidentale, nulle part on ne trouve à la fois la variété qui caractérise la production indochinoise ni l'abondance et la qualité de la main-d'œuvre qui peut la développer. Pour tout observateur de bonne foi l'Indochine est bien le joyau de notre couronne coloniale.

La Suppression des Arméniens. Méthodes allemandes, travail turc, par M. RENÉ PINON. Librairie académique Perrin et C^{ie}.

Nous regrettons de n'avoir pu donner encore de compte rendu ni d'extraits de l'excellent petit volume consacré par M. René Pinon aux massacres arméniens. Ce travail témoigne de la solide documentation habituelle à l'auteur et il est un nouveau et admirable résumé des abominations qui ont ensanglanté l'Empire ottoman.

M. René Pinon a commencé par montrer comment les Turcs, imbus des idées allemandes sur l'impérialisme nationaliste, avaient été amenés à considérer comme désirable la suppression des Arméniens et comment ils avaient procédé en commençant par écarter les hommes les plus vigoureux en les envoyant pour servir comme auxiliaires

dans l'armée turque, puis bientôt pour être massacrés. Ces précautions préliminaires prises, un décret du 20 mai 1915 ordonnait la déportation en masse des Arméniens en Mésopotamie. Ce fut le signal du massacre, « massacre qui, sur place, dit M. René Pinon, eût été plus humain et eût épargné d'épouvantables souffrances ».

Nous ne donnerons pas d'extraits des chapitres que M. René Pinon consacre aux infâmes barbaries commises : nous avons déjà publié sur ce sujet des documents assez topiques et même un rapport rédigé par un Allemand. Mais nous voulons reproduire les dernières pages de M. René Pinon qui font ressortir ce qu'il y a eu d'hypocrisie abominable et de pharisaïsme dans l'attitude de l'Allemagne en ce qui concerne les massacres d'Arménie. Les mensonges que cette puissance a prodigués à l'Amérique sur cette question ont notamment dû contribuer à éclairer M. Wilson sur l'aberration morale qui est peut-être ce qu'il y a de plus haïssable et de plus difficilement corrigible dans ce phénomène complexe mais odieux sous toutes ses faces que l'Amérique s'est décidée à combattre à son tour et qui est résumé sous le nom de « militarisme prussien ».

« Ce qui frappe dans tous les récits, c'est l'organisation régulière et systématique des massacres. Les Allemands, à cet esprit d'ordre, reconnaîtront leurs alliés et disciples. Ce n'est pas une population qui se jette sur une autre dans une crise d'anarchie sauvage. Non ; l'opération commence par un décret du gouvernement affiché dans les villages ; les instructions arrivent de Constantinople aux fonctionnaires de rang élevé, et, par eux, aux exécutants et aux exécuteurs. Le téléphone joue un grand rôle dans le lugubre drame ; on l'entend retentir dans les récits des témoins ; on voit les « autorités » en séance. Tout se passe avec un ordre effroyable. On ne tue pas dans les villes pour éviter l'infection. Les caravanes sont réunies au jour et à l'heure prescrits, les Kurdes et les brigands sont prévenus et se trouvent au rendez-vous donné par les gendarmes qui rabattent le gibier. Des commissions s'occupent de recenser tout le butin fait par l'Etat turc dans les maisons arméniennes. On jette à la foule rapace les menus objets : tout ce qui a une réelle valeur est mis de côté pour être vendu ; on paiera d'abord les dettes des Arméniens pour qu'aucun musulman ne puisse être lésé, puis l'Etat s'enrichira du reste. Une loi récente prescrit que les biens des déportés (massacrés ou fugitifs) seront confisqués et liquidés par une commission au bénéfice de l'Etat. Les immeubles confisqués ont été remis à l'administration de l'Evkaf (fondations pieuses). Des musulmans émigrés de Bosnie et de Macédoine sont établis comme colons dans les maisons des Arméniens ; c'est la méthode du docteur Nazim. Le partage des femmes et des enfants s'accomplit aussi avec ordre, après visite sanitaire par les médecins turcs. Les enfants survivants sont recueillis dans des orphelinats musulmans ; il est défendu aux chrétiens de s'occuper d'eux, de les recueillir. Les généreux efforts des Américains pour en sauver quelques-uns, pour envoyer des vivres aux malheureux qui ont réussi à gagner la Mésopotamie pour y mourir de faim, de misère et de fièvre, sont restés impuissants. Le gouvernement a déclaré que les réfugiés ne manquaient de rien et qu'il lui appartenait d'en prendre soin et de leur donner des vivres.

« A un journaliste américain, Talaat bey a déclaré : « Nous n'avons pas été cruels, mais nous reconnaissons avoir été énergiques. Nous sommes en temps de guerre. » On se demande alors ce que peut bien être la cruauté ! Au moment où ces pages allaient paraître, le *Berliner Tageblatt* du 4 mai a publié une conversation de Talaat avec son correspondant à Constantinople, M. Steldemann : « C'était une nécessité militaire, a dit le ministre, d'éloigner les Arméniens de leur pays. Tandis qu'on les trans-

« portait en Mésopotamie, les Arméniens ont été attaqués par les Kurdes et tués en partie. En mars 1915, au moment des combats des Dardanelles, il devint nécessaire d'éloigner les Arméniens de Constantinople et des environs. Le gouvernement ordonna de les transporter à Zoré. Malheureusement de mauvais fonctionnaires, chargés d'exécuter des mesures, ont commis de graves excès. » Ici Talaat s'arrêta, passa la main sur ses yeux comme s'il voulait écarter une vision mauvaise et il continua : « Nous ne sommes pas des barbares ; les comptes rendus sur ces tristes événements m'ont fait passer plus d'une nuit sans sommeil. »

« Nous avons vu ce qu'il faut penser de ces regrets tardifs et hypocrites. Si Talaat bey a des remords sincères, qu'il le prouve en donnant l'ordre de recueillir tous les survivants, de confier aux missions américaines les petits enfants islamisés de force, les femmes enfermées dans les harems ! qu'il nourrisse et établisse quelque part les quelques milliers de fugitifs qui, dans le dénûment le plus complet, achèvent de mourir en Mésopotamie ! Et que d'abord, il donne l'ordre de cesser les déportations et les massacres ! »

« Mais, par delà et par-dessus les quelques aventuriers qui, pour la ruine de la Turquie, en ont usurpé le gouvernement, une autre responsabilité apparaît. Le cabinet ottoman n'est plus un gouvernement libre ; il est dans la dépendance étroite de l'Allemagne. L'ambassadeur allemand à Constantinople est plus maître que les ministres ; il a des consuls dans tous les principaux centres de l'Arménie ; il a été certainement renseigné jour par jour sur cette extermination de tout un peuple, qui s'est accomplie sous les yeux des agents allemands ; il n'a rien fait pour l'empêcher, ni même pour en atténuer l'horreur ; il a lui-même renseigné son gouvernement sur les projets sinistres du gouvernement turc, et le gouvernement a gardé le silence ou a approuvé. Un veto venu de Berlin, même sous forme de conseil, aurait prévenu le massacre ou l'aurait arrêté. En voici la preuve. L'ambassadeur fit donner l'ordre de ne pas toucher aux Arméniens dépendant de la mission allemande de Mezreh, non loin de Kharpout, et cet ordre fut scrupuleusement exécuté. Le baron de Wangenheim avait l'expérience des Turcs, il savait que, pour garder leur confiance et leur sympathie, il vaut mieux flatter leurs passions et leurs préjugés qu'essayer de les éclairer. Par politique, il s'abstint d'intervenir. C'est la méthode de Pilate. Les consuls allemands eurent pour instruction de se garder de toute ingérence dans les « affaires intérieures » de la Turquie. D'après les témoignages de réfugiés venant de Syrie, certains consuls allemands auraient encouragé et dirigé les massacres ; on cite notamment M. Rossler, consul à Alep, qui joua un rôle certain dans le massacre des gens du Zeitoun. Plusieurs lettres écrites par des étrangers au journal *Gotchnag*, de New-York, rapportent que les fonctionnaires allemands stimulèrent le zèle de certains Turcs trop tièdes. A Orfa, on aurait vu le consul allemand dirigeant les massacres. Des témoins affirment avoir vu des officiers allemands commander les fusillades. En tous cas ce qui est certain, c'est que tous les agents allemands fermèrent les yeux par ordre ; on ne trouve nulle part, dans ce déluge de crimes sans nom, l'écho de leur horreur ou le cri de leur pitié. Quand on sait ce que peut, en Turquie l'autorité d'un consul européen, on est obligé de juger sévèrement leur attitude et plus sévèrement encore celle de leur gouvernement (1).

(1) Le gouvernement austro-hongrois applique les procédés turcs dans les provinces serbes de l'empire. En Bosnie-Herzégovine de nombreuses familles serbes sont chassées, leurs biens meubles et immeubles donnés à des colons allemands et hongrois. Les listes d'expropriation officiellement publiées dans les journaux

« Quand, au mois de juillet 1915, le cabinet de Washington demanda au gouvernement de Berlin d'unir ses efforts aux siens pour mettre fin aux massacres, aucune réponse ne fut faite à cette invitation (1). Quand l'ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople, M. Morgenthau, s'adressa à son collègue allemand, le baron de Wangenheim lui déclara qu'il déplorait ce qui se passait mais qu'il ne pouvait en aucune façon s'immiscer dans les affaires intérieures de la Turquie. A Washington, le comte Bernstorff commença par nier la réalité des massacres : « Ces prétendues atrocités semblent n'être que de pures inventions », écrivait-il. Et il laissait entendre que c'étaient les Russes qui obligeaient le Catholicos d'Etchmiadzin à propager de telles fables. Le 6 juin, l'agence Wolff transmettait une déclaration officielle turque : « Il est tout à fait faux qu'il y ait eu des assassinats ou des massacres d'Arméniens. Les Arméniens d'Erzeroum, Erzindjan, Egin, Sassoun, Bitlis, Mouch et de Cilicie n'ont, en effet, commis aucun acte pour troubler l'ordre et la tranquillité publique, ou qui ait pu nécessiter des mesures spéciales contre eux. Les consuls des Puissances neutres le savent. »

« Mieux informé, plus tard, le comte Bernstorff présenta au secrétaire d'Etat Bryan un rapport du consul général allemand de Trébizonde, justifiant les massacres par cet argument que « les Arméniens trahissaient le gouvernement turc et aidaient et soutenaient en secret les Russes ». La presse allemande adopta la thèse du baron de Wangenheim et soutint avec ardeur que l'Allemagne n'avait pas à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman. Le comte Ernest Reventlow, dans la *Deutsche Tageszeitung*, se signala par son zèle ; il déclara que « la Turquie avait non seulement le droit, mais le devoir de châtier les Arméniens rebelles et avides de sang ». Les protestations de la presse neutre ont fini par soulever quelque émotion en Allemagne ; on a craint l'effet des « horreurs d'Arménie » sur le sentiment public yankee. Selon sa tactique ordinaire, la presse allemande, prévoyant l'accusation, prit l'offensive et s'efforça de démontrer que tous les torts étaient du côté des Arméniens. Dans les récits allemands, c'est toujours l'agneau qui trouble le breuvage de messire loup. Une brochure apologétique vient de paraître à Berlin (2) ; le comte Reventlow l'a recommandée avec chaleur au public. Ce sont les Arméniens révolutionnaires qui, à l'instigation de la Russie et surtout de l'Angleterre, ont préparé des révoltes et des trahisons ; les Turcs n'ont fait que se venger. Ils n'ont pas excédé les droits de leur gouvernement ; ils ont réprimé le mouvement arménien sans qu'il s'ensuivît « aucun massacre ». Le gouvernement jeune-turc « en a fini avec les méfaits des Kurdes », mais les tendances révolutionnaires des Arméniens ont subsisté. Boghos pacha — dont tous les efforts ont consisté à mettre fin aux agissements des révolutionnaires arméniens pour obtenir du gouvernement ottoman, avec l'appui de l'Europe, y compris l'Allemagne, les réformes nécessaires pour que les Arméniens puissent vivre et prospérer dans un empire ottoman plus libéral et mieux gouverné — se voit accusé par Bratter d'être le chef des révolutionnaires, d'avoir organisé un complot dont tous les fils sont à Tiflis entre les mains du gouverneur russe du Caucase. On ne saurait, en vérité, être plus mal renseigné ! Les arguments de

locaux atteignent un total de 80.000 familles serbes pour les provinces de Bosnie, Herzégovine, Croatie, Slavonie, Syrmie, banat de Tèmesvar (dépêche de l'Agence des Balkans, 15 janvier 1916). Pendant les premiers mois de la guerre, les troupes austro-hongroises ont commis dans les pays slaves de l'Empire et surtout dans les pays serbes les pires atrocités. Le détail en sera connu un jour.

(1) *New-York Herald*, 6 octobre 1915.

(2) C. A. BRATTER. *Die Armenische Frage*. Concordia Deutsche Verlagsanstalt, Berlin.

Bratter, adoptés par Reventlow, sont vieux de vingt ans et paraissent maladroitement remis à neuf. « Il sera « prouvé, écrit Bratter, que l'Angleterre, avec l'aide de la « Russie et de la France a provoqué de nombreux complots « en Arménie, dans le dessein d'amener, au moment où les « Alliés auraient pénétré dans les Dardanelles, un soulève- « ment général. Par malheur pour les Arméniens, la révolte « éclata prématurément, et, en même temps, la conjura- « tion fut révélée aux Turcs. » Et Reventlow conclut : « Il « serait grand temps que les Allemands comprissent au « moins d'où provient le bruit fait au sujet des atrocités « arméniennes. Ils comprennent enfin que ce n'est pas « notre affaire de nous apitoyer sur le sort des révolution- « naires et usuriers arméniens qui présentent un grand « danger pour notre fidèle alliée turque et qui sont l'instru- « ment de nos ennemis mortels, l'Angleterre et la Russie. « Si les Turcs ne se défendaient pas énergiquement contre « le danger arménien, ils rendraient à leurs alliés un tout « aussi mauvais service qu'à eux-mêmes. Voilà pourquoi « nous autres Allemands, nous devons considérer cette « question arménienne non seulement comme intéressant « la Turquie mais encore tous ses alliés, et la soutenir « contre les attaques venues du dehors (1). »

« La Gazette de la Croix renchérit : « Les massacres d'Ar- « ménien par les Turcs n'ont jamais été qu'un moyen de « défense contre les intrigues des Arméniens qui consti- « tuent un danger permanent pour la Turquie. La patience « des Turcs a été vraiment admirable (2). » On se demande « vraiment pourquoi la Gazette ne réclame pas les massacres des Alsaciens, des Lorrains, des Polonais et des Danois !

« On doit dire, à la décharge des Allemands, qu'il s'est trouvé parmi eux des consciences moins atrocement utilitaires que celle du comte Reventlow. Depuis quelque temps, des protestations s'élèvent ; certains catholiques font écho à la voix du Pape, certains pasteurs protestants publient des récits pitoyables envoyés par les sociétés de missions.

« A la séance du Reichstag du 11 janvier, Liebknecht a posé une question gênante au sujet des Arméniens. M. de Stum, au nom du chancelier, répondit : « Le chancelier sait que la Porte, devant les menées de nos adversaires, s'est vue forcée d'évacuer la population arménienne de certaines régions de l'Empire ottoman et de « lui fixer de nouveaux lieux de résidence. Certains effets « de ces mesures ont donné lieu, entre le gouvernement « allemand et le gouvernement ottoman, à un échange de « vues. Des détails plus précis ne peuvent être donnés. » Au moment où le professeur Kampfmeyer, qui enseigne les langues orientales à l'Université de Berlin, célèbre, dans le *Berliner Tageblatt*, l'avenir triomphal des « germano-turcs », le gouvernement impérial a paru quelque peu gêné de cette association, qui remplit d'aise le professeur, avec les massacreurs de la Jeune-Turquie.

« Un journal arménien de Boston, l'*Azk*, publiait dernièrement ces lignes : « Les pasteurs et théologiens protestants de l'Allemagne ont fait une démarche auprès du « chancelier Bethmann-Hollweg pour demander son avis « sur la situation en Arménie ; la réponse fut : « Le gouvernement impérial considère toujours comme un de ses « plus hauts devoirs d'user de son influence en faveur de « tous les chrétiens. Les chrétiens allemands peuvent être « assurés que toutes les mesures possibles sont sur le « point d'être prises à cet effet. » A cette occasion la *Nord-deutsche Allgemeine Zeitung*, écrit : « Tandis que les Etats « alliés ont poussé les chrétiens ottomans à l'insurrection

« et ont créé une situation aiguë, l'Allemagne s'efforce « d'améliorer la situation des chrétiens de l'Empire ! »

« Nous aurions regretté, en vérité, que ce dernier trait manquât au tableau.

« Dans le discours qu'il a prononcé au Reichstag, à l'expiration de la première année de la guerre, le chancelier a félicité les Allemands « d'avoir merveilleusement régénéré « la Turquie ». Régénération à l'allemande par le massacre, le pillage et le viol !

« L'hégémonie allemande, c'est l'étouffement des petites nationalités, l'écrasement des petits peuples, la force au service de toutes les oppressions et de toutes les tyrannies, pourvu qu'elles soient profitables à l'Allemagne et à son commerce ; l'ordre, pour l'Allemand, c'est le silence des faibles. Le triomphe des Alliés, au contraire, assurera le respect de toutes les nationalités constituées et conscientes d'elles-mêmes, le respect de la volonté des peuples et de leur droit imprescriptible à disposer d'eux-mêmes, car il n'y a pas, pour les forts, de devoir élevé plus humainement et plus chrétiennement impératif, que d'entendre la plainte des faibles ; l'ordre, pour nous, c'est la force au service de la justice. »

AGENDA P.-L.-M. 1917, sixième publication du même genre, comportant notamment : divers articles littéraires se rapportant à la guerre, avec de nombreuses illustrations en similitravure ; 12 hors texte en couleurs, dont 8 reproduisant des épisodes militaires et une série de cartes postales détachables, d'après les documents de la *Section photographique de l'armée*.

L'*Agenda P.-L.-M.* est en vente, au prix de 2 francs, à l'Agence P.-L.-M. de renseignements, 88, rue Saint-Lazare, à Paris ; à la gare de Paris-Lyon (Bureau de renseignements et bibliothèques) ; dans les bureaux succursales et bibliothèques des gares du réseau P.-L.-M. ; dans les grands Magasins du Bon Marché, du Louvre, du Printemps, des Galeries Lafayette, des Trois-Quartiers, etc., à Paris.

L'*Agenda P.-L.-M.* est aussi envoyé à domicile sur demande adressée au Service de la Publicité de la Compagnie P.-L.-M., 20, boulevard Diderot, à Paris, et accompagnée de 2 fr. 75 (mandat-poste ou timbres) pour les envois à destination de la France, et de 3 francs (mandat-poste international) pour ceux à destination de l'étranger.

Le Comité a été saisi de demandes de livres par certains groupements français d'Extrême-Orient, dont le budget ne permet pas la création rapide de bibliothèques suffisant aux besoins de leurs membres. Nous serions reconnaissants à ceux de nos adhérents qui pourraient disposer d'un certain nombre de livres de bons auteurs, faisant honneur à notre littérature, et pouvant servir à la diffusion de notre influence morale. Les classiques, en particulier, les mémoires et les ouvrages historiques seraient utiles à nos compatriotes d'Extrême-Orient, à qui nous nous empresserons de faire parvenir les livres que nos adhérents pourraient distraire pour eux de leurs bibliothèques.

Le Gérant : A. MARTIAL.

(1) *Deutsche Tageszeitung*, 19 décembre 1915.

(2) *Gazette de la Croix*, 25 février 1916.